

N°358 juin
2008 - 4,60€ - 7 FS

s!lence

écologie • alternatives • non-violence

Vivre en habitat écologique collectif

Pierre Rabhi pénuries alimentaires, les solutions existent !

Vivre ensemble Urupia, “commune” libertaire

Le mois de Lasserpe







3 questions aux... groupes anti-publicitaires

Le gouvernement annonce l'interdiction de la publicité sur les chaînes publiques de télévision. Au risque d'en avoir plus sur les chaînes privées ?

L'annonce de la suppression de la publicité sur les télévisions et radios publiques nous a agréablement surpris. Nous sommes par ailleurs sceptiques sur la mise en application, à juste titre puisque, déjà, le gouvernement recule et propose d'interdire la publicité uniquement en soirée. Pourtant la suppression totale de la publicité sur les télé publiques est nécessaire, car il est urgent d'agir sur l'envahissement de la publicité dans le quotidien des Français. La suppression de la publicité sur trois grandes chaînes généralistes et sur *France Inter* constitue un pas important pour désintoxiquer le public. Ceci permettrait de sortir de la marginalité les médias sans pub et de montrer que la qualité des programmes et l'indépendance des rédactions ne dépendent pas de la publicité, au contraire. Le service public a tout à gagner à arrêter de "vendre du temps de cerveau humain disponible" et à sortir d'une logique de pure compétition.

Pour l'audiovisuel public, trouver un modèle économique viable, sans pub, passera sans doute par une augmentation de la redevance et des dotations de l'Etat. Mais faire des économies ne devrait pas non plus être un tabou télévisuel : il est possible, avec moins, de faire mieux. Pas besoin de payer des super vedettes pour intéresser, ni même pour divertir.

Il est peu probable que la publicité passe en masse au secteur privé. On est déjà à un niveau extrêmement haut et les chaînes elles-mêmes se rendent compte qu'elles flirtent avec la saturation. Réduire et encadrer la publicité sur les chaînes privées fait toujours partie de nos revendications. Et pourquoi pas une taxation de la publicité sur le mode pollueur-payeur ? Mais alors sans instaurer un lien organique de financement direct des chaînes publiques par la publicité privée !

Charlotte Nenner, administratrice de RAP, Résistance à l'agression publicitaire.

Résistance à l'agression publicitaire a lancé une campagne "pour des vélos libérés de la publicité". Peut-on espérer obtenir des vélos en "service public" ?

Notre objectif n'est pas de discuter l'utilité ni le succès du système des vélos en libre service (VLS) mais bien d'en dénoncer le mode de gestion et ses conséquences. Car avant d'être un projet de développement du vélo, le système des VLS est avant tout un marché publicitaire.

La contrepartie des VLS se traduit par une augmentation du nombre de publicités avec notamment la généralisation du défilement des panneaux. À Paris, le groupe JCDecaux a obtenu de la mairie, en échange des *Vélib*, que tous les obstacles urbains (dits à tort "mobilier urbain") soient déroulants, entérinant un triplement du nombre d'affiches publicitaires. Malheureusement, cette dérive est intrinsèque à ce mode de financement.

Pourtant, il est possible pour la collectivité de créer un service de location de vélos et, dans le cadre d'un deuxième marché, de percevoir des recettes publicitaires. Plusieurs villes (La Rochelle, Orléans, Strasbourg) ont fait ce choix politique de déconnecter les deux marchés, se plaçant ainsi en véritable autorité organisatrice. C'est à la collectivité de décider si la mise à disposition de VLS doit être un outil de promotion au service des publicitaires ou un réel service rendu à la population.

Seule une pression des citoyens poussera les maires à envisager le service des VLS comme un véritable service public.

quoi de neuf ?

Venez nous voir le 19 juin !

Vous pouvez venir discuter avec nous lors des expéditions de la revue. Cela se passe un jeudi de 17 h à 20 h et c'est suivi par un repas pris ensemble offert par Silence. Et naturellement, vous repartez avec le nouveau numéro qui vous est offert. Prochaines expéditions : **19 juin, 21 août, 18 septembre**...

Les prochaines réunions du comité de rédaction se tiendront à **10 h** les **samedis 31 mai** (pour le numéro d'été), **2 août** (pour le numéro de septembre), **30 août** (pour le numéro d'octobre)...

Vous pouvez proposer des articles à ce comité de rédaction jusqu'au mercredi qui le précède, avant 16 h.

Vous pouvez proposer des informations destinées aux pages brèves jusqu'au mercredi qui le suit, avant 12 h.

Les infos contenues dans ce numéro ont été arrêtées le **30 avril 2008**.

Venez nous voir le 21 juin !

L'assemblée générale de la revue se tiendra le **samedi 21 juin 2008**, avec comme particularité d'être largement consacrée à valider les restructurations d'organisation qui ont été débattues tout au long de l'année. Cela se tiendra dans un lieu alternatif proche de Lyon... donc signalez votre venue si vous voulez y participer.

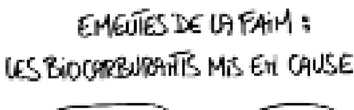
Bénévoles

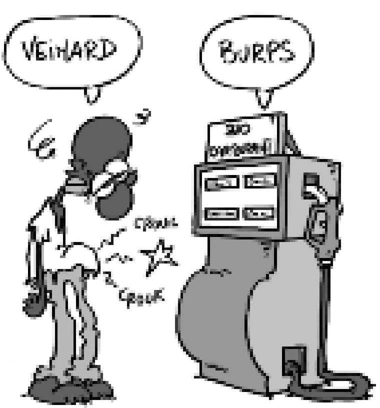
Nous aurions besoin de bénévoles pour tenir un stand (présentation et vente de la revue) :

- les 31 mai et 1er juin, à **Paris**, pour le salon du livre libertaire

FONCTIONNAIRES : LES SUPPRESSIONS D'EFFECTIFS CONTINUENT

FAITES VOS BARDAS, ON PART POUR L'AFGHANISTAN





C'est pourquoi RAP tient à votre disposition un dossier à leur envoyer pour les alerter sur les dangers de lier le marché des VLS avec le marché publicitaire, et pour les inciter à mettre en place un véritable service public.

(voir : www.antipub.org/actions/index.php?page=vls)

Laure Nicolas, conseillère juridique de RAP.

Le Collectif des déboulonneurs a atteint une partie de ses objectifs : passer en procès pour mettre le sujet de la publicité sur la place publique. Comment comptez-vous faire pour atteindre les autres, notamment la réduction de la taille des affiches à 50 x 70 cm ?

Construire un rapport de forces face aux publicitaires est un défi car une bonne partie de la population, bien que "publiphobe", est manipulée par les médias financés par la publicité, et ne se rend pas compte des enjeux : privatisation de l'espace public, impossible critique du milieu industriel ou économiste, etc.

A notre actif, nous avons déjà eu sept procès passionnants ; d'autres sont encore annoncés à Amiens, à Lyon en appel, à Paris... La justice a reconnu dans les attendus du procès de Paris que le danger environnemental, sanitaire et social de la publicité était sous-évalué, et la condamnation, confirmée en appel, des sept barbouilleurs à 1 € est un signal fort des magistrats vers les politiques.

Dans une logique de proposition, et de provocation du débat public, le collectif a fondé une plateforme sur www.50x70.org avec RAP et Paysages de France, invitant les élus et les associations à plébisciter ce format.

Pour déclencher un processus de travail, ou au moins souffler des idées, nous interpellons les élus (aux Municipales par exemple) et nous rencontrons des responsables de partis ou de ministères, ou des techniciens politiques (MEDAD, Bureau des Paysages) ou carrément nos adversaires.

Quoi qu'il en soit, et dans l'optique d'obtenir des tribunes ou des débats dans les médias dominants, inlassablement, tous les mois, les actions continuent...

(Dons: chèques à l'ordre de : La Barbe!, Collectif des déboulonneurs, 24, rue Louis-Blanc, 75010 Paris)

Alexandre Baret, du collectif de Paris

sommaire

- les 31 mai et 1er juin, à **Toulouse**, pour le forom des langues
- les 31 mai et 1er juin, à **Preaux-du-Perche** (Orne), pour la fête de la bio
- les 7 et 8 juin, à **Mérindol** (Bouches-du-Rhône), pour le salon des éco-énergies
- les 7 et 8 juin, à **Murs-Érigné** (Maine-et-Loire), pour la fête bio
- le 8 juin, à **Durban** (Aude), pour la journée bio
- les 14 et 15 juin, à **Bois-le-Roi** (Seine-et-Marne), pour l'écofestival Gaïa
- le 15 juin, à **Limoges** (Haute-Vienne), pour Coccinelles et compagnie
- les 21 et 22 juin, à **Bruailles** (Saône-et-Loire), pour l'écofestival de Chardenoux
- les 5 et 6 juillet, à **Méaudre** (Isère), pour la foire bio
- le 20 juillet, à **Pézenas** (Hérault), pour la foire biologique
- les 8, 9 et 10 août, à **Saint-André-des-Eaux** (Côtes-d'Armor), pour le festival Terre d'harmonies
- le 15 août, à **Ollargues** (Hérault), pour la foire biologique
- les 11 et 12 août, à **Planguenoual** (Côtes-d'Armor), pour l'écofestival
- les 29 et 30 août, à **Trelins** (Loire), pour le Foreztival

Contactez Dorothée le mardi ou laissez vos coordonnées les autres jours au 04 78 39 55 33. Merci d'avance.

Rencontre des Ami-e-s de S!lence

Une erreur dans les numéros de téléphone : pour le Sud-Ouest, il faut contacter Stéphanie au : 05 59 05 75 93.

Appel aux Savoyards !

Pour les lecteurs et les lectrices de Savoie et Haute-Savoie, nous sommes en recherche d'alternatives dans votre région en vue de la publication d'un numéro prévu en janvier 2009. Les reportages se feront fin août 2008. C'est donc le moment de nous envoyer des adresses, des tracts de présentation, des dépliants… Merci d'avance.



editorial

Groupons-nous et demain...

Le succès des constructions écologiques aujourd'hui n'est plus à démontrer. Le secteur est en forte croissance depuis des années. Mais, pour l'essentiel, ces constructions sont pour le moment des maisons individuelles. Sérieusement pensées, celles-ci consomment moins d'énergie à leur construction et peuvent ne pas en consommer du tout pour leur fonctionnement (maison passive, maison à énergie positive). Mais le bilan d'une maison n'indique en rien la consommation de ses habitants. Si ceux-ci doivent, chaque jour, prendre leur voiture pour aller travailler, faire leurs courses ou rendre visite à des amis, leur bilan écologique peut être très négatif.
Habiter écologique n'est certainement pas habiter loin de tout... sauf à imaginer avoir le temps de se déplacer à vélo ou à pied.
Ce constat, nous sommes nombreux à l'avoir fait, d'où l'émergence, depuis quelques années, de nouvelles démarches autour de l'habitat écologique groupé.
L'idée d'un éco-hameau peut sembler insuffisante pour limiter les trajets motorisés. Plus convaincants, les éco-quartiers intégrés dans un gros village (avec école, commerces, gare...), ou dans une ville, peuvent permettre d'aborder la question des transports autrement. Enfin, entre maison individuelle et immeuble, ce dernier s'avère de loin le plus économe, d'autant plus que, pensé en amont par un collectif d'habitants, il peut comprendre des parties communes permettant des économies (buanderie, chambres d'amis, atelier de bricolage...).
Nous ouvrons donc ici un débat sur ces questions où les pratiques sont encore rares et les projets, nombreux.

Michel Bernard

Les photos qui illustrent le quartier Vauban sont de Marie Clem's.



La cité aux Deux cent enfants

page 12



Habicoop, pour soutenir un autre vivre ensemble

page 14

Marie Clem's

dossier

Le quartier Vauban

A Fribourg, ville allemande de 210 000 habitants, à une quarantaine de kilomètres à l'est de Colmar, des quartiers écologistes sont expérimentés avec succès : Vauban et Rieselfeld. Ces expériences sont-elles reproductibles dans toutes les grandes villes ?

Au sud de la commune, à 3 km du centre historique, le quartier Vauban est un immense trapèze fermé sur les deux principaux côtés par une voie de chemin de fer et une petite rivière. Les voitures sont immédiatement invitées à stationner dans le "parking solaire", un bâtiment de trois étages avec, en sous-sol, le seul grand magasin du quartier, trois étages de parking pour les voitures et, sur le toit, une immense installation photovoltaïque qui produit plus que le bâtiment ne consomme. Les places au rez-de-chaussée sont réservées aux voitures pour handicapés et aux voitures transportant des poussettes. Ces places sont de plain-pied avec la rue et d'imposants parkings pour deux roues.



Marie Clem's

Solargarage : à l'entrée du quartier, qui est aussi une entrée de la ville, un imposant garage permet de déposer sa voiture pour ceux qui sont venus ainsi. Sur le toit, une importante centrale photovoltaïque alimente un grand magasin situé au rez-de-chaussée et au sous-sol.

Priorité aux piétons et aux vélos

Juste derrière le parking, on trouve différents magasins et quelques bâtiments administratifs, face à un arrêt du tramway. Le tramway relie le centre-ville au quartier, s'enfonçant tout au fond du quartier Vauban par un axe central. Le long du tramway se trouve la seule route d'accès aux immeubles pour les voitures, avec seulement quelques places de stationnement payant le long de cet axe. A part un deuxième parking en plein air situé sur un autre bord du quartier, il y a très peu de places de stationnement. La vitesse y est limitée à 30 km/h (vitesse respectée par les rares véhicules à moteur). Des allées pénètrent jusqu'au pied de chaque immeuble, mais avec une vitesse limitée à 5 km/h et la priorité aux piétons et aux cyclistes. Il n'y a aucun garage à voiture dans les immeubles : ces allées ne servent donc que pour décharger un véhicule ou pour accéder lors de chantiers. La circulation y est de fait quasiment nulle et les enfants y jouent en toute tranquillité.

Lorsque l'on passe derrière les bâtiments administratifs, on trouve une école maternelle et le visiteur français doit se pincer lorsqu'il voit le parking devant l'école : une centaine de vélos pour enfants, dont les plus petits ont encore leurs roulettes de stabilisation. Les élèves peuvent venir à l'école sans danger dès qu'ils savent monter sur un vélo en empruntant le réseau piétons et vélos qui court entre les immeubles, à l'abri de

En face du garage, la municipalité a construit un immeuble de logements sociaux qui bénéficie d'une excellente isolation, avec triple vitrage et toit solaire. Le bâtiment est "à energie positive" : il produit plus qu'il ne consomme.



Marie Clem's

toute circulation. Vers 13 h, on peut assister à l'embouteillage cycliste : les parents viennent avec des vélos tractant des remorques chercher les plus petits. La cour de l'école est largement ouverte, sans nécessité de protection. L'école s'appuie sur la petite rivière le long de laquelle on peut flâner sous les arbres. Des ponts en bois pour les piétons et les vélos permettent de passer de l'autre côté, où se trouvent un grand nombre de jardins familiaux. Sur le toit de l'école maternelle, on peut découvrir une vaste installation de photopiles qui couvre une partie des besoins en électricité de l'établissement.

Lorsqu'on se promène ensuite entre les immeubles, on est charmé par la variété des formes et des couleurs, mais aussi par l'abondante végétation. Si tous les immeubles ont sensiblement la même hauteur (R+3 le plus souvent : rez-de-chaussée + 3 étages), ils présentent des façades fort diverses allant de petites parcelles familiales à des grands immeubles gérés par des coopératives d'habitants.

Même si c'est presque invisible de la rue, on devine sur les toits la présence de très nombreux capteurs photovoltaïques pour produire l'électricité et assez peu de capteurs pour l'eau chaude : les bâtiments construits selon des normes passives demandant très peu de chaleur, les capteurs chauffant l'eau servent surtout à alimenter les salles de bains. Les apports solaires en eau chaude sont complétés, sur l'ensemble du quartier, par un réseau alimenté par une chaufferie en cogénération fonctionnant à 80 % avec des granulés bois et 20 % au gaz naturel. Le quartier est ainsi autonome en eau chaude et couvre actuellement 65 % de ses besoins en électricité. Un pourcentage appelé à progresser : il reste encore beaucoup de place sur les toits, comme le montrent les photos aériennes.

Le long de l'axe du tramway sont regroupés tous les magasins, avec le meilleur et le pire (de la coopérative de produits bio au fast-food) ; on y trouve un restaurant (excellent), différentes boutiques… toutes avec des parkings à vélos disposés sur de vastes espaces mixtes piétons + cyclistes.

Le calme du quartier en journée est déjà spectaculaire. Quand on y revient de nuit, c'est encore plus flagrant : aucun bruit de moteur. On ne voit que les loupiotes des vélos qui circulent toujours en nombre. Seul le tramway qui passe toutes les cinq minutes rompt encore le silence.

Comment est né ce quartier écologique

Le quartier doit son nom à l'ancienne caserne militaire occupée par l'armée française depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. La caserne occupait 37 hectares en bordure de ville, avec seize bâtiments de logements le long de l'axe principal et de nombreuses autres installations, aujourd'hui disparues, à l'arrière. Les bâtiments d'époque datent de 1937.

En 1992, trois ans après la chute du mur entre l'Est et l'Ouest, les troupes françaises d'occupation quittent enfin l'Allemagne, les militaires français retraversent le Rhin (1). La ville de

Marie Clem's

> En vidéo

Profitant de la visite organisée par l'association pour une Ecozac à Paris, *Riv'Nord,* média local participatif, a suivi la visite du quartier Vauban, mais aussi d'un hôtel solaire en plein cœur de la ville. *Riv'Nord, Les Bateaux Lavoirs, 1, quai du Square, 93200 Saint-Denis, tél : 01 42 43 00 45.*

> Sur internet

■ **Freiburg-futour** : agence de tourisme proposant des visites à thème (en français entre autres langues) de la ville. Organise des voyages groupés pour les collectivités ou les individus, *tél : 00 49 761 400 26 40, www.freiburg-futour.de.*

■ **Office de tourisme,** *tél : 00 49 761 3881 833, www.freiburg.de.*

■ **Forum SolarRegion Friburg**, pour tout savoir sur la question du solaire dans la région, *tél : 00 49 761 201 6146, www.solarregion.freiburg.de.*

> Syndicalisme

La ville de Fribourg se veut une vitrine de la ville durable. Une délégation d'une trentaine de syndicalistes belges a apporté quelques bémols dans un compte-rendu de visite : *Solar Fabrik*, entreprise qui fabrique des panneaux solaires, emploie 200 salariés. Cette entreprise se présente comme "zéro polluante". Les syndicalistes signalent que les dirigeants de l'entreprise ont tout fait pour empêcher la création d'une section syndicale. Si l'environnement est manifestement gagnant, il n'en est donc pas forcément de même côté social. *(La Libre, 5 avril 2007)*

(1) Pour les Allemands, la fin de la guerre arrive concrètement à ce moment-là, après presque 50 ans d'occupation militaire par les troupes armées de France, Grande-Bretagne et Etats-Unis.

Maison de quartier : tout de suite à l'ouest, on trouve une maison de quartier avec des activités culturelles et des services administratifs.



Marie Clem's

De l'autre côté de la maison de quartier, on trouve les anciens bâtiments de la caserne restaurés et qui abritent une résidence étudiante.



Marie Clem's



Sortie de l'école. Le parking est à l'image du quartier : des deux roues pour tous les âges.

Fribourg préempte les terrains. Jusqu'en 1995, la commune procède à différents travaux de nettoyage : destruction de bâtiments, dépollution des sols. Souhaitant créer un nouveau quartier, elle engage un processus de concertation avec le public qui dure de 1992 à fin 1995. A cette date, les premiers travaux commencent sur la douzaine d'anciens bâtiments de l'armée qui sont réhabilités de manière écologique pour en faire des résidences étudiantes. Six cents jeunes y vivent. Quatre autres anciens bâtiments sont confiés à une coopérative d'habitants qui met en place 45 appartements pour des foyers avec, en moyenne, cinq personnes par foyer (2). Un dernier bâtiment d'origine est transformé en maison de quartier et en centre socio-culturel (*Stadtteilzentrum Haus 037*) accueillant différentes associations.

Le processus de concertation, en lien avec de nombreuses associations écologistes et alternatives, permet de médiatiser le projet sur l'ensemble de la ville et au-delà, et débouche sur la naissance de coopératives d'habitants qui vont passer des contrats avec des investisseurs privés, des architectes, des artisans pour mettre en place des projets. Le site est alors découpé en plusieurs tranches. Le long de l'axe extérieur, la tranche zéro, achevée en 1996, regroupe les chambres d'étudiants et les logements dans les bâtiments réhabilités. La tranche 1, à l'arrière, est entièrement réalisée entre 1996 et 2005 ; on y mène la construction de 422 logements : 185 par des coopératives d'habitants, 48 par des particuliers, 36 par l'association Genova (coopérative de loge-

Lutte antinucléaire et commune écologique

Dans les années 1970, plusieurs projets de centrales nucléaires voient le jour pour s'installer sur le Rhin dont un à Wyhl, à 20 km de Fribourg. Des manifestations monstres ont lieu, parfois violemment réprimées. Le site de Wyhl est occupé de février à novembre 1975. Très vite, des associations écologiques comprennent l'importance de proposer des alternatives. De vastes campagnes sont alors menées, qui se poursuivent aujourd'hui pour développer les énergies renouvelables.

La région et les communes, qui comptent de nombreux élus Verts, mettent en place des systèmes de financement avantageux qui incitent les propriétaires à investir. Des coopératives voient le jour, dont une aujourd'hui gère les éoliennes posées dans la montagne au-dessus de Fribourg. Les toits photovoltaïques sont extrêmement nombreux dans la région. La commune de Schönau-im-Schwarzwald, à 20 km au Sud, est même devenue exportatrice d'électricité solaire. La seule centrale nucléaire qui verra finalement le jour sera celle de Fessenheim... côté français.

A Freiburg, la question énergétique s'étend aux questions écologiques et une politique alternative des transports est développée depuis maintenant trente ans. En 2006, seuls 29 % des déplacements se font encore en voiture (une division par deux en trente ans), 20 % en transport en commun, 28 % à vélo, le reste à pied. Le réseau de tramway y est particulièrement efficace. La gare est un centre intermodal : on y trouve un parking de 1000 places pour les vélos, un centre de location de vélos, un centre de covoiturage.

Depuis 2002, la commune est gérée par une majorité *Grünen* (Les Verts) qui ont obtenu 65 % au deuxième tour du scrutin.

Depuis 2002, la ville de Freiburg est en tête du classement des villes pour l'environnement et les énergies renouvelables, un classement effectué par la *Solarbundesliga*. Aujourd'hui, près de 1500 entreprises de la commune travaillent dans un domaine lié au "développement durable". Elles emploient près de 10 000 personnes. L'office de tourisme de la commune a même mis en place des visites guidées de la ville centrées sur les questions écologiques.

(2) Avec trois enfants, il s'agit de familles nombreuses dans un pays où l'enfant unique est devenu la règle.

A côté de la caserne se trouve une rue où stationnent d'anciens véhicules transformés en logement. Ce sont les logements des alternatifs qui ont squattés les lieux au départ.



Marie Clem's

Côté est, un peu plus au nord, on trouve une grande place où se tient régulièrement un marché de producteurs. Un restaurant, au fond, y est largement fréquenté par les gens du quartier, avec repas végétarien et petits prix.



Marie Clem's

ments sociaux) et 153 par des promoteurs classiques. La tranche 2, plus enfoncée encore dans le trapèze, regroupe au total 645 logements, toujours avec un mélange entre habitat collectif, habitat individuel, habitat social et immeuble de promoteurs. Elle a été achevée en 2006. La tranche 3, au terminus du tramway, ajoutera à l'ensemble les 85 derniers logements. Début 2008, les derniers chantiers s'y achèvent.
Au total, on a donc un quartier qui, sur 37 hectares, regroupe environ 5000 habitants. La ville de Fribourg, propriétaire des terrains, a investi environ 500 millions d'euros dans l'achat du terrain (20 millions), l'aménagement des réseaux (tramway, routes, chemins, parcs, eau, gaz, électricité) et dans les processus de concertation (20 000 euros par an). Cet investissement important de la ville a été un facteur du succès : cela a permis aux coopératives d'habitants et aux différents investisseurs de se concentrer sur la qualité de vie, sur la création architecturale… sans trop de problèmes financiers. A l'arrivée, le coût des logements est relativement modeste, comparé à la qualité de vie qui est offerte (3).

Une longue concertation

En 1992, quand l'armée française est partie, des alternatifs ont squatté les lieux. La ville les a associés dès 1992 au processus de concertation sur l'avenir du quartier, avec les associations étudiantes qui se sont montrées les premières intéressées. Ce sont ensuite les associations écologistes qui ont rejoint en nombre le projet, la ville de Fribourg étant déjà depuis longtemps fort dynamique sur ce plan (voir encart page 7). Avec l'aide de la société KE, chargée de la gestion technique du projet, la commune a participé à un forum animé par les habitants et futurs habitants avec une réunion physique tous les 6 mois pendant les premières années. Cela a permis de définir un cahier des charges pour les futures constructions. La démocratie participative a quand même eu ses limites : la mairie reconnaît qu'entre 10 et 15 % des décisions ont dû être tranchées par les seuls élus, du fait de positions contradictoires. Le processus a permis une confrontation entre des personnes plus engagées politiquement et des personnes surtout soucieuses d'acquérir un appartement de qualité. De nombreux projets ont ainsi été repris sous forme de coopératives, permettant de faire évoluer le cahier des charges vers des considérations écologiques importantes. Cela a aussi permis que se développe une volonté de "vivre ensemble" avec un niveau de collectif rarement atteint dans un quartier. Comme on le verra plus loin, cela a aussi ses limites, et le résultat sur le terrain peut se retrouver en décalage avec les aspirations du départ.

Une expérience écologique

Si les toits solaires assurent 65 % de la production électrique et si l'équilibre thermique a été obtenu, c'est d'abord parce que tous les logements ont été conçus avec l'idée de consommer le moins possible. L'éco-quartier est d'abord un modèle de ce que peuvent être les économies d'énergie dans le bâtiment. Les immeubles militaires, fort anciens, ont été réhabilités avec un résultat moins bon que des bâtiments neufs. Ils ne consomment que 65 kWh/m^2 et par an, ce qui les met quand même à un bon niveau (4). Les immeubles construits par des promoteurs sont tous en dessous de 55kW/m^2, limite fixée par la mairie. Les coopératives d'habitants ont souvent poussé plus loin : les immeubles passifs (*passivhaus*) descen-

(3) Lors de notre passage, à l'automne 2007, les derniers appartements en vente l'étaient à environ 2000 euros le m^2, ce qui est le prix du marché pour un logement sans qualité écologique dans cette ville.
(4) En France, on en est encore, en neuf, à 130 kWh/m^2 par an dans le Nord et 80 dans le Sud.

Le bord ouest du quartier s'ouvre sur une rivière classée en zone naturelle avec de l'autre côté des jardins partagés. C'est là que l'on trouve les maisons les plus chics.



Marie Clem's

A l'entrée de chaque rue transversale, on trouve un panneau qui rappelle le règlement : les voitures peuvent rentrer pour charger et décharger, à vitesse très limitée (5km/h), ne peuvent stationner et elles n'ont pas la priorité.



Marie Clem's

dent sous 15 kWh/m2. Quelques immeubles sont même producteurs d'énergie (*Plusenergiehaus*). De fait, la facture énergétique des logements est très faible.

La plupart des bâtiments ont intégré des techniques de construction saine. Là aussi, les coopératives d'habitants ont été plus exigeantes que les promoteurs, qui n'ont pas hésité à couler du béton. Le visiteur observe ainsi souvent des escaliers extérieurs et des couloirs en coursives. Cela permet d'éviter de chauffer les parties communes mais nécessite des sas d'entrée. Les surfaces vitrées généreuses sont du triple vitrage de haute qualité dont les qualités isolantes sont pratiquement équivalentes à celles d'un mur bien isolé.

De nombreux bâtiments sont équipés de récupérateurs d'eau de pluie qui alimentent différentes utilisations (machines à laver, sanitaires, arrosage…). Ainsi, toutes les toilettes des écoles fonctionnent à l'eau de pluie. Certains immeubles sont équipés de buanderies communes.

Les traditionnels égouts d'eaux grises, à la sortie des immeubles, sont remplacés par des fossés ouverts avec des plantes filtrantes. Ils servent aussi à délimiter les parcelles, réalisant une séparation en creux et non en relief comme les haies ou les clôtures ; cela offre de longs dégagements à la vue et facilite les échanges entre les habitants. De petits ponts permettent aux piétons et aux vélos (mais non aux voitures) de franchir ces fossés.

La rivière qui longe un côté du quartier, la *Saint-Goergener Dorfbach*, a été classée réserve de biotope et les jardins qui la longent ont l'obligation de maintenir une continuité dans la flore. De nombreux arbres présents sur la caserne ont été sauvegardés. Les jardins ouverts les uns sur les autres assurent une continuité de verdure, complétés par de nombreux murs végétaux sur les façades : globalement, le végétal l'emporte sur le minéral, sauf le long de l'axe principal où passe le tramway. Des espaces libres ont été préservés pour de grands jardins d'enfants gérés collectivement. Entre les immeubles, on compte également de nombreux potagers.

Tous les services (écoles, magasins, maison de quartier…) sont à moins de 700 m des logements, une distance suffisamment faible pour que tout le monde puisse la couvrir à pied ou à vélo. Un marché de producteurs locaux permet une alimentation en produits frais et constitue un lieu de débats entre les habitants. Les places de stationnement à l'entrée du quartier ont été vendues à un prix élevé, ce qui fait que l'on y compte quatre fois moins de voitures que dans le reste de la ville : 9 % des familles ont une voiture contre 40 % pour l'ensemble de la ville.

Un bilan "gaz à effet de serre" estime que la construction et le fonctionnement de ce quartier est moitié moindre que celui d'un quartier classique (5).

Des déséquilibres sociaux

Cette prise en charge citoyenne, qui a donné un quartier très en pointe sur le plan écologique, n'a pas forcément donné un résultat aussi parfait en matière sociale. Malgré la présence dispersée de logements sociaux, le projet, par sa qualité, a très rapidement attiré des classes aisées (6).

A l'arrivée, 75 % de la population est composée de cadres supérieurs et de professions libérales. Si l'on y ajoute les 600 étudiants, on a un pourcentage "intellectuel" qui n'est absolument pas représentatif de la population. C'est, selon la mairie, le quartier le plus jeune de la ville. Et, avec 600 emplois sur place, une partie des salariés ne logent pas sur place.

(5) C'est déjà très bien mais, selon les estimations du Groupement international des experts sur le climat (GIEC), c'est une division par quatre qu'il faut viser au niveau européen.

(6) Les classes aisées sont les plus capables de s'exprimer dans le cadre d'une concertation avec des structures officielles. C'est une des limites des expériences de démocratie participative. Des études aboutissent au même constat dans d'autres communes comme Porto Allegre au Brésil.

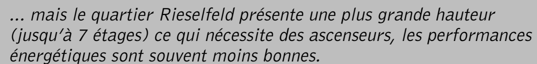
Rieselfeld : ce deuxième quartier confié à des promoteurs, présente des similitudes avec le quartier Vauban comme le maintien de larges espaces naturels...



Marie Clem's



Marie Clem's



... mais le quartier Rieselfeld présente une plus grande hauteur (jusqu'à 7 étages) ce qui nécessite des ascenseurs, les performances énergétiques sont souvent moins bonnes.



Marie Clem's



Marie Clem's

Il s'est également mis en place un déséquilibre spatial : les plus riches habitent entre la rivière et le tramway, zone la plus "sans-voiture" et la plus verte. Les logements sociaux se trouvent plus concentrés près des anciens bâtiments, vers l'entrée du quartier. Et bizarrement, cela se traduit aussi dans la présence des voitures : si l'on compte très peu de voitures mal garées du côté "chic", on en voit déjà plus dans les allées piétonnes de l'autre bord. Concrètement, les professions supérieures semblent être celles qui se passent le plus volontiers d'une voiture.

De même, la pyramide des âges n'est pas respectée : il y a très peu de personnes âgées. On croise surtout des familles avec de jeunes enfants. Une sélection s'est faite par l'argent, mais aussi par la capacité à s'investir dans un projet collectif, compliqué et parfois conflictuel.

Un exemple reproductible ?

Avec quelques années de décalage, la ville a lancée la construction d'un autre quartier qui se veut tout aussi écologique : Rieselfeld. Le même principe de voirie y a été adopté avec un axe central de part et d'autre d'une voie de tramway. Une fréquence importante (toutes les cinq minutes) pour les rames de tramway. La ville a souhaité pallier certains défauts sociaux du quartier Vauban en y installant plus de logements sociaux, une maison de retraite, un centre œcuménique. Un immense stade est couvert de 1600 m² de



A Vauban, les jardins disposent souvent d'aménagements pour les enfants.



Marie Clem's

A Rieselfeld, la grosse différence est la place prise par la voiture : tous les immeubles ont des garages souterrains et souvent des parkings devant les entrées, d'où un sentiment d'insécurité pour les piétons et les cyclistes.

panneaux photovoltaïques… Rieselfeld longe une réserve naturelle de 200 hectares, visible de tous mais inaccessible (un ruisseau en fossé fait la frontière). Un Vauban de deuxième génération ?

Les différences écologiques sont pourtant visibles : si les bâtiments sont toujours économes, ils comptent tous des garages souterrains et même des places de parking au sol, devant les entrées. La voiture y est beaucoup plus présente (fini le silence), il y a plusieurs axes importants de circulation. Les espaces où les enfants sont en totale sécurité sont, de fait, plus limités.

Les coopératives d'habitants ayant trouvé leur bonheur à Vauban, l'essentiel des constructions a été, cette fois, confié à des promoteurs, d'où un manque de diversité dans les immeubles, moins de maisons passives, moins de photopiles donc moins d'autonomie énergétique. Comme à Vauban, les prix sont raisonnables pour de l'habitat sain, sensiblement le prix du marché. On peut donc espérer y voir une population plus mélangée. Pour la verdure, il est trop tôt pour juger — c'est encore en grande partie un vaste chantier — mais on peut craindre une impression de banlieue beaucoup plus marquée.

Ce deuxième quartier interroge : manifestement, il a fallu une grande énergie à Vauban pour créer un quartier aussi écologique ; une énergie qui semble avoir fait défaut à Rieselfeld, où les décisions ont été prises plus "d'en haut". Déjà, à Vauban, on peut être un peu déçu que la voiture ne soit pas totalement exclue du centre du quartier ; mais à Rieselfeld, elle est encore partout. Et quand on sort de ces quartiers, on est très vite sur des axes routiers importants.

Aller plus loin ?

Si la ville économe en énergie au niveau de l'habitat existe donc, celle économe au niveau des transports reste encore largement à inventer. Penser une ville où l'on ait moins besoin de mobilité suppose une réflexion encore plus complexe (mixité des lieux d'habitation, de travail, de commerces, de loisirs…). Cela pose alors le problème de la capacité des personnes à prendre en charge des questions qui, pour le moment, leur échappent pour une large part. C'est d'autant plus difficile que sont ceux et celles qui ont la maîtrise de leur lieu de travail sont rares. Autre difficulté majeure : une ville ne se transforme pas d'un seul coup (7) et, même si l'on peut disposer d'opportunités dans de grands espaces comme les deux quartiers de Freiburg, il faut bien rattacher ces quartiers à la ville existante. Les municipalités disposent quand même d'une large autonomie sur le domaine ; une réflexion sur la durée, avec une démocratie participative, peut laisser espérer un virage progressif dans la gestion des communes.

Michel Bernard ■

(7) Le taux de renouvellement des villes est estimé en France à 2 % par an. Il est encore plus faible dans les grandes villes : à Paris, l'essentiel de la forme urbaine date des percées haussmanniennes, vers 1870.



La cité aux Deux cents enfants

Une rue très fréquentée... à Vauban.

Comment se passe la vie en habitat communautaire quand on est enfant, ou au contraire très âgé ? Retour sur l'expérience de la vie collective hier et aujourd'hui avec Bénédicte, une enfant devenue grande !

"Il y avait après-guerre une génération de jeunes parents très mal logés, et certains faisaient partie d'un groupe de jeunes couples *Vie nouvelle*. Ils échangeaient régulièrement sur leurs expériences, leurs réflexions, leur vie, et ils se sont dit, "puisqu'on n'arrive pas à se loger correctement, nous n'avons qu'à construire nous-mêmes ce qu'il nous faut". L'idée a été lancée en 1948, et ils s'en sont saisis, ce qui veut dire trouver un terrain, un architecte, des financements, puisque personne n'avait d'argent. A l'époque il y avait des financements possibles par le gouvernement, avec un dispositif ancêtre des HLM, qui finançait ce type de choses. Ils étaient en location, mais ils avaient une marge de manœuvre pour construire le projet comme ils le souhaitaient. Ils se sont constitués en association intitulée *L'habitat communautaire*.

Se loger après-guerre...

Ils étaient un noyau de 15 ou 20 foyers au départ, et puis au fur et à mesure ils ont construit un immeuble de 100 logements, qui a été peuplé par des amis, des relations... Ils étaient de milieux variés. Ils avaient peu d'argent au départ, mais ça a bien changé pour certains, avec le développement économique des "Trente glorieuses". Ils ont eu la chance de rencontrer un architecte très à l'écoute de leur projet et qui s'est vraiment adapté à leurs demandes. Par exemple c'était important d'avoir un grand espace pour que les enfants puissent jouer, donc ils ont fait un immeuble qui était en "U", ce qui fait que le parc était au milieu et que tous les enfants se retrouvaient ainsi sous les yeux de tous les adultes.
Ils ont eu l'idée en 1948, ils ont posé la première pierre en 1953, et les premiers emménagements ont eu lieu en 1955. Quand tout le monde a été installé dans l'immeuble il y avait deux cents enfants, pour une centaine de logements, ça faisait donc environ quatre cents habitants.
Tout ça se passe à Boulogne-Billancourt (Hauts-de-Seine). Aujourd'hui la ville est devenue extrêmement bourgeoise, mais ne l'était pas à l'époque. Il y avait les usines Renault. C'était la campagne, ça paraissait le bout du monde. L'arrivée de cent familles avec beaucoup d'enfants a un peu "colonisé" le quartier ! Trois cents à quatre cents personnes qui débarquent comme ça dans une commune... Comme il y avait beaucoup de catholiques, au niveau de la paroisse du quartier aussi ça a beaucoup remué !

Des infrastructures collectives

Ils avaient prévu un jardin d'enfants pour les enfants en bas âge, et avaient embauché une jardinière d'enfants. Dans le parc il y avait pas mal d'arbres, et puis certains pères avaient dessiné un jardin, les premières années il y avait même un jardinier qui l'entretenait. Le dessin et l'aménagement du parc c'était les parents qui l'avaient fait, et il y avait des jeux pour enfants, des bacs à sable,

une poutre, une “cage à poule”, une colline, des terrains de volley, de boules ... Tout ça sur près d'un hectare, bâtiments compris.
Il y avait une bibliothèque pour enfants. Une laverie tenue par une dame parce qu'à l'époque ce n'étaient pas des machines automatiques (il y a toujours deux machines aujourd'hui), avec un espace suffisant pour faire sécher les draps. Il y avait aussi un atelier en commun, avec des outils collectifs, et tout cela existe toujours. L'association *L'habitat communautaire* gérait, et gère toujours, ces équipements, et louait à l'organisme qui était propriétaire des locaux, sous un régime particulier, mis en place au sortir de la guerre qui n'existe donc plus aujourd'hui. Lorsque le gouvernement a décidé de supprimer ce dispositif dans les années 1970, on a proposé à tous les locataires de racheter l'appartement qu'ils occupaient, et dans le prix de vente étaient pris en compte tous les loyers déjà versés et la part initiale qu'ils avaient prise au départ. C'était une affaire extraordinaire. Ils se sont retrouvés propriétaires sans l'avoir calculé, et à un coût extrêmement faible.

Marie Clem's

Enfances en liberté

Je suis arrivée au milieu de tout ça, quelques années après l'installation. Ce qui était chouette en tant qu'enfant, c'est que j'ai le sentiment d'avoir eu une grande liberté, avec ce parc où on pouvait aller sans les parents. Les parents étaient là mais plus haut, dans l'immeuble, et puis on était nombreux, les plus grands pouvaient veiller sur les petits. Dans mon souvenir, j'étais tout le temps dans le parc ! Je retrouvais mes copains et copines de mon âge pour y jouer.
Et en même temps il y avait une surveillance qui était toujours présente. Je me rappelle une fois où j'étais descendue avec une grosse tablette de chocolat, je ne sais plus pourquoi je l'avais entre les mains, et juste avant d'arriver dans le parc le père d'une copine m'a engueulée parce qu'il a bien vu qu'à mon âge je n'avais pas à me promener avec une tablette de chocolat entière. Mon goûter m'est passé entre les doigts !
Inversement il y avait des choses qui se faisaient grâce à cette cohabitation : j'ai le souvenir d'être allée souvent au cinéma parce que ce même monsieur nous y emmenait, alors que mes parents ne l'auraient jamais fait, ça n'était pas leur truc. Idem pour le zoo ou d'autres visites (comme le château de Versailles, etc.), un ou plusieurs adultes emmenaient une ribambelle d'enfants de plusieurs familles.
Il y avait des rituels que j'ai toujours connus, des fêtes collectives au moins deux fois par an, pour la mi-Carême et la Saint-Jean. A la mi-Carême, les enfants de chaque escalier préparaient un spectacle, on était déguisé, il y avait plein de représentations. Pour la Saint-Jean, des tournois étaient organisés dans les semaines qui précédaient : tournoi de boules, tournoi de volley, etc., et puis le soir de la Saint-Jean il y avait la finale de tous ces tournois, et aussi un feu.
Ce n'était pas fermé à l'extérieur par des grilles ou autres. Dans la rue intérieure qui desservait les bâtiments, on faisait du patin à roulettes, de la trottinette, du vélo ; comme il y avait très peu de voitures ce n'était pas dangereux.
Je n'ai pas trouvé qu'il y avait un enfermement ou un repli sur soi ; il y a toujours eu pour les enfants des activités à l'extérieur, avec d'autres enfants. Il y avait de l'ouverture à l'école – d'autant plus que nous n'allions pas tous à la même école.
Il y avait et il y a toujours un local des jeunes. Ce qui est drôle, c'est que cinquante ans plus tard, il y a toujours les mêmes histoires entre les adultes et les jeunes ! Les adultes râlent parce que les jeunes font trop de bruit, parce qu'il y a des jeunes extérieurs à l'immeuble qui viennent...
L'esprit a évolué bien sûr, il y a eu pas mal de changements, des gens qui sont partis, d'autres qui sont arrivés, petit à petit. Il y a beaucoup moins d'enfants, mais les gens se connaissent encore tous, et ceux qui sont arrivés depuis se sont pour la plupart progressivement adaptés à ce fonctionnement,.

Et aujourd'hui, vieillir autrement ?

Il y a une solidarité de fait avec les gens de la génération de mes parents. Je ne sais pas si ma mère, qui est nonagénaire, pourrait continuer à vivre seule sans cet environnement-là. Les gens sont beaucoup en lien les uns avec les autres, donc si elle ne répond pas au téléphone ou à la sonnerie, des voisins vont s'en préoccuper. La voisine de palier, la même depuis cinquante ans, si elle voit que ça ne va pas, elle appelle les enfants. Quand ma mère est malade, des voisins se proposent pour lui faire son marché. Elle sait qu'elle va voir du monde forcément dans la journée. Elle continue à faire sa lessive à la laverie collective en bas, donc elle croise du monde, les voisines lui demandent si elle a besoin de quelque chose quand elles vont au marché, des choses basiques, quoi. Il y a toujours quelqu'un qui est là.
Les mauvais côtés, c'est les rumeurs, les cancans, mais je n'ai pas le souvenir que ça ne m'ait trop gênée.
Il y avait globalement un grand respect des points de vue des uns et des autres. Par exemple, aux dernières élections municipales il y a au moins deux enfants de l'immeuble qui se sont présentés, l'un sur une liste de l'UMP, l'autre du parti socialiste ; ça ne les a pas empêchés de continuer à se parler normalement durant la campagne”.

Propos recueillis par Guillaume Gamblin ■


Marie Clem's

Ecole maternelle de Vauban.

Habicoop, pour soutenir un autre vivre ensemble

Nombreux sont les projets qui, après avoir pompé l'énergie et le temps de tous les membres du collectif, sombrent dans l'échec, laissant dans leur sillage déceptions et conflits… C'est pour essayer d'éviter ces situations que l'association Habicoop a été créée : le postulat de départ est qu'un groupe isolé et sans appui professionnel a beaucoup moins de chances d'aboutir qu'un groupe accompagné. Dans les lignes qui suivent, nous tenterons d'esquisser le chemin qui mène à la réalisation du projet ; mais ces conseils ne sont pas des recettes et ne suffisent pas pour s'abstenir d'un appui extérieur.

Jean-Paul Sauzède

D'autres aides possibles

■ *Diogène* propose une offre de conseil et d'accompagnement pour la promotion, la mise en œuvre et le suivi de coopératives d'habitat sur la région Languedoc-Roussillon. Contact : *Nicolas Picard (npicard@hotmail.fr) ; Mathieu Tavan (mathieu.tavan@no-log.org) ; SCOP Sapie (sapie@sapie.coop)*

■ *Ecolieux*, coopérative en cours de constitution, assure formation et accompagnement de projets à orientation rurale (éco-hameaux, éco-lotissements et éco-villages). Contact : *ecolieux@laposte.net*

■ *Passerelle éco* est un lieu de vie et d'expérimentation des pratiques de l'écologie ; il propose l'accueil de chercheurs en écologie pratique : artistes, groupes projets écovillage ou habitat groupé, volontaires internationaux, wwoofeurs ; un lieu ressource pour les écovillages et habitats groupés en construction, avec documentation et accompagnement possible ; un lieu de découverte de la permaculture, de l'écoconstruction, des alternatives concrètes. Un lieu "passerelle" entre les univers… qui édite la revue trimestrielle *Passerelle Eco*. Contact : *Jean-Luc Girard, Corcelle, 71190 La Chapelle-sous-Uchon, tél : 09 63 25 86 28.*

Un projet peut naître à partir d'une opportunité foncière ou autour d'un projet de vie. Dans le premier cas, le terrain est identifié, disponible, on connaît ses caractéristiques, le type de bâtiments et le nombre de logements qu'il peut accueillir ainsi que la date prévisionnelle de finalisation. Un appel à constituer un groupe peut alors être lancé par l'architecte de la zone d'aménagement concerté (ZAC), une association ou une structure d'accompagnement, le propriétaire du terrain, voire la collectivité (c'est le cas en Allemagne).

L'implication des futurs habitants est facilitée par l'aspect concret, qui facilite la projection, et par les échéances connues permettant la planification. Mais le risque est de partir sur un projet strictement architectural, quitte à négliger l'essentiel : le projet de vie, les valeurs qui regroupent les habitants. Etre amené à agir dans l'urgence, précipité par les délais d'acquisition du terrain notamment, aggrave ce phénomène.

Dans le deuxième cas, un individu ou un noyau (issu d'un réseau amical, associatif, politique, ou constitué après publication d'une annonce) construit les grandes lignes d'un projet. L'utopie prévaut et peut donner lieu à des élaborations très ambitieuses… mais il s'avère parfois difficile de passer à la réalisation, notamment de trouver un terrain et de faire le grand saut. Des années de rêve collectif qui ne s'incarnent pas peuvent finir par épuiser les individus. Dans un cas comme dans l'autre, être prévenu des écueils peut aider à les contourner.

Les fondations du projet

Le noyau de départ, une fois constitué, définit les fondamentaux du projet : quelques valeurs dans lesquelles doivent se reconnaître les nouvelles personnes qui rejoignent le groupe. Ce sont les intangibles, les fondations de l'édifice : celui qui les remettrait en cause n'aurait pas sa place dans le groupe. Il faut les écrire et les fixer sans tarder. Ainsi le groupe pourra communiquer à partir de cette première charte, évitant les malentendus vis-à-vis de personnes intéressées. Ce document servira également de référence plus tard, quand on passera à la mise en œuvre et que les complications de la réalité pousseront à s'écarter du projet initial. Ou quand des désaccords ou même des conflits sur des aspects plus précis feront oublier ce qui cimente le groupe.

Les groupes s'étoffent en communiquant dans le futur quartier d'implantation de la coopérative, au sein des réseaux militants ou auprès du grand public, via des petites annonces, le bouche-à-oreille, une présence sur internet, l'organisation de conférences ou de visites. Selon la mixité sociale, générationnelle et culturelle souhaitée, les canaux sont choisis avec soin. L'intégration des nouveaux dans le groupe fait ou non l'objet d'une cooptation. En effet, on peut estimer que l'adhésion de la personne au projet suffit à légitimer sa place dans le groupe. Son adaptation au collectif fera l'objet d'un apprentissage, d'un ajustement mutuel, et des mécanismes de communication et de fonctionnement seront à inventer par le groupe.

A l'inverse, on peut mettre en avant l'importance de l'intégration dans le groupe, du fonctionnement de la personne en collectif. Le groupe a alors besoin d'une "période d'essai", au terme de laquelle il prend une décision. Les modalités de cet essai et de cette prise de décision doivent être fixées clairement, des exemples pouvant servir d'inspiration.



Coopérative d'habitants des Voirets à Genève (Suisse).

Le groupe s'organise pour être efficace dans son travail : instauration de commissions, outils de communication internes (listes de discussions, wiki sur internet), formation ou autoformation à des techniques de communication non violente, de discussion et de prise de décision au consensus. Il va chercher les idées ailleurs : les expériences à l'étranger, celles qui ont existé en France, celles qui sont en cours de constitution dans la ville voisine. L'objectif ne doit pas être perdu de vue : non pas faire une thèse sur le mouvement mondial des coopératives d'habitants de 1800 à nos jours, mais faire aboutir concrètement le projet, en s'appuyant sur l'existant et les bilans déjà tirés.

Une confrontation au réel

Une fois le projet charpenté, il doit être projeté dans le réel et confronté à son environnement : juridique, politique, social, économique, technique... C'est à cette phase que l'accompagnement est le plus essentiel, pour éviter que le groupe ne s'épuise dans des labyrinthes administratifs et législatifs. La recherche du foncier, sauf opportunité de terrain privé, passe par la puissance publique. Le groupe doit alors réfléchir à l'utilité sociale de son projet, c'est-à-dire pourquoi diable la collectivité locale aiderait-elle cette initiative individuelle ? L'autre réflexion qui doit précéder la rencontre avec élus et techniciens concerne les réseaux d'acteurs sur le territoire, leurs contraintes, leurs leviers d'action et les problématiques qui les touchent.

L'utilité sociale du projet sera alors formulée en fonction des attentes de l'interlocuteur. Il ne s'agit pas de travestir le projet mais de parler un langage commun. L'utilité sociale de la coopérative d'habitants est facilement perceptible par les collectivités : non spéculative, elle répond à une problématique aujourd'hui insoluble d'augmentation des prix du logement. A mi-chemin entre propriété et location, elle offre une réponse originale à la volonté des actuels locataires de se constituer une épargne, sans pour autant démembrer le parc HLM par la vente aux occupants. Intégrant en partie du logement social, elle permet une mixité diffuse, très difficile à obtenir par les circuits classiques. A contrario, les appréhensions des collectivités, que le groupe doit prendre en compte, concernent la nouveauté de ce dispositif, dont le montage n'est pas finalisé et encore moins expérimenté. Les pionniers ouvriront la voie…

Les élus peuvent également craindre un projet présenté par de simples citoyens, sans compétence ni expérience. Trouver des partenaires intéressés et s'appuyer sur eux pour crédibiliser le projet est un atout maître. L'adossement à un opérateur connu des collectivités pour prendre en charge la maîtrise d'ouvrage est une clé pour s'attirer la confiance des collectivités. L'organisation du groupe, la bonne circulation de l'information et une préparation rigoureuse des réunions avec les partenaires (messages à faire passer, prises de parole) permettent aussi d'augmenter la crédibilité du groupe. Le fait d'être accompagné par un professionnel peut également rassurer.

› Bibliographie

■ *Vivre autrement : écovillages, communautés et cohabitats,* Diana Leafe Christian, éditions Ecosociété. Ce livre aborde la conduite d'un projet de A jusqu'à Z. Si les indications législatives, propres au contexte américain, sont difficilement transposables, en revanche les conseils concernant la formulation du projet et la gestion des conflits sont judicieux.

■ *Micropolitiques des groupes, pour une écologie des pratiques collectives,* David Vercauteren, HB éditions. Cet ouvrage offre une prise de recul sur le fonctionnement des groupes en autogestion. Il propose des techniques astucieuses pour mieux discuter, prendre les décisions et agir.

› Qu'est-ce qu'une coopérative d'habitants ?

Une coopérative d'habitants regroupe des personnes qui veulent concevoir et gérer ensemble les logements qu'ils occupent dans un même immeuble (ou sur un même terrain). Elle se distingue des habitats groupés sous la forme de copropriété ou de société civile immobilière (SCI), par la propriété collective, la sortie du système spéculatif et la démocratie (une personne = une voix).

› Habicoop

Cette association a pour objectif de promouvoir l'alternative coopérative aux côtés des solutions publiques et privées de logement. Son rôle est d'accompagner les groupes projets pour créer des coopératives d'habitants, un suivi plus proche pouvant être proposé en région Rhône-Alpes. Habicoop impulse également la création d'un mouvement national, afin que se constituent un réseau d'échanges entre groupes projet et un maillage d'acteurs compétents dans l'accompagnement.
Contacts : Habicoop, c/o URSCOP, 74, rue Maurice Flandin, 69003 Lyon, tél : 04 72 36 28 93, www.habicoop.fr.

› Charte d'Habicoop

Les groupes projets qui souhaitent établir des coopératives d'habitants avec l'appui d'Habicoop et en tant que membres de cette association, ainsi que les individus qui veulent intégrer ces groupes projets, partagent les valeurs suivantes :

- La coopérative d'habitants offre un rapport original au patrimoine : la propriété, collective, est dissociée du droit d'usage.
- La fonction d'habitat et l'intérêt collectif priment sur l'investissement immobilier et l'enrichissement financier.
- La coopérative d'habitants refuse la spéculation.
- La coopérative d'habitants implique la mutualisation d'espaces et de services qui favorise notamment la solidarité, l'échange et la modération de la consommation.
- Le projet est porté par des futurs habitants lors de sa phase de conception, dans la mesure du possible.
- Dans un esprit de coopération, chaque habitant est responsabilisé au sein d'un système de gestion collective.
- Les décisions entre coopérateurs sont prises démocratiquement selon le principe une personne = une voix, indépendamment du nombre de parts sociales ou de tout autre critère.
- La coopérative veille à diminuer son empreinte écologique par ses choix architecturaux et techniques, son territoire d'implantation ainsi que son fonctionnement au quotidien.
- La coopérative veille à ne pas exclure les personnes en difficulté; notamment, les difficultés financières ne doivent pas être un facteur limitant. Elle se refuse à toute discrimination.
- La coopérative est ouverte sur son quartier et son environnement.



Jean-Paul Sauzède

La coopérative d'habitants d'Ouches à Genève (Suisse).

D'autres alliances consolident le projet, notamment avec des institutions telles le CAUE (architectes et urbanistes qui apportent leur conseil aux collectivités) et avec des associations locales en mesure de mobiliser la population du village ou du quartier, de faire circuler l'information, d'identifier des personnes ressources. Les bailleurs sociaux ont un rôle particulier à jouer si la coopérative souhaite intégrer des logements très sociaux : les bailleurs interviennent alors directement dans le projet et y assurent l'orientation des ménages, un suivi social, une prévention des risques d'impayés.

Complexité juridique et financière

Le montage juridique et financier est sans doute le point le plus délicat. Habicoop tâche d'avancer sur cette question suffisamment pour que les groupes à venir aient à comprendre et à s'approprier les statuts et les modalités de financement, mais soient dispensés de la construction du mécanisme. Cette construction butte aujourd'hui sur des problèmes fiscaux qui ne seront intégralement résolus qu'après des négociations nationales de longue haleine.
Ce qui n'empêche pas les coopératives d'habitants de se constituer en utilisant un cadre qui sera amené à évoluer. L'appropriation du statut par le groupe permet de se poser concrètement les questions politiques : le niveau de solidarité financière entre les habitants, la force que l'on accorde à la structure y compris au détriment de l'individu, la conception de l'équité vis-à-vis des futurs coopérateurs (faciliter financièrement les arrivées ultérieures versus garantir le remboursement immédiat et intégral du capital investi par les créateurs sortants), etc.
L'étude architecturale — en fait dès la première phase dite de programmation — est l'occasion de fixer le curseur entre mutualisation et intimité : comment s'organisent les circulations ? La salle commune est-elle au sous-sol ou de plain-pied au sud ? Quel pourcentage de la surface est réservé aux espaces communs ? Autant de questions qui révèlent les valeurs de chacun.
Cet aspect de vie sociale, ainsi que la volonté écologique, s'ancrent dans la réalité quand leur chiffrage oblige le groupe à opérer des arbitrages. A ce stade, le retour à la charte et à d'autres textes fondateurs peut aider à fixer les priorités. Outre le financement, d'autres contraintes altèrent le projet architectural initial : la législation (par exemple l'obligation de construire un parking souterrain par logement, la difficulté d'utiliser l'eau de pluie dans les sanitaires, la nécessité de prévoir un ascenseur), mais aussi les règlements locaux tels le plan local d'urbanisme, qui imposent la taille et la situation du bâtiment sur la parcelle, ainsi que des normes esthétiques.
Monter une coopérative d'habitants, vous l'aurez compris, nécessite de la part de chacun implication, patience, curiosité et rigueur. C'est aussi une école de vie collective, où le chemin est peut-être aussi enrichissant que l'objectif.

Bertille Darragon ■
Habicoop

P.S. : merci aux participants à la rencontre nationale de Toulouse qui, par leurs échanges, ont contribué à alimenter cette réflexion.

Un foisonnement de projets

L'habitat groupé rassemble des personnes qui veulent sortir des solutions individuelles de logement et concevoir collectivement des habitats groupés préfigurant des écoquartiers. Animées par des valeurs humaines et écologiques, ces personnes développent dans ce cadre un nouvel art de vivre ensemble.

L'habitat groupé se veut restaurateur du lien et du tissu social. Il réalise un équilibre entre l'autonomie des logements privés et la gestion des espaces communs. L'habitat groupé enrichit notre mode de vie par la pratique de la solidarité au quotidien (par exemple, mise en commun de moyens matériels : énergies, transports, systèmes d'échanges, entretien, outillage, culture, AMAP…). Cette dynamique favorise ainsi l'émergence de nouvelles attitudes humaines, notamment par une recherche sincère de l'harmonie écologique, et apporte une réponse actuelle et novatrice aux défis sociaux, économiques et environnementaux. Un habitat groupé peut être un écovillage, un écohameau, un écoquartier, une coopérative d'habitants. Il peut se réaliser en ville ou à la campagne, en immeuble ou en maison, en HLM avec des statuts juridiques adaptés à chaque projet comme la copropriété, la société civile immobilière, la coopérative d'habitants ou un statut associatif.

Un réseau interrégional

Des initiatives voient le jour un peu partout depuis quelques années. Une réunion qui s'est tenue le 1er juillet 2006 a lancé le réseau des habitats groupés. Depuis, d'autres réunions l'ont structuré et lui ont donné sa forme actuelle de réseau interrégional.
Celui-ci cherche à s'organiser en cinq réseaux régionaux : Sud-Est, Sud Ouest, Ile-de-France, Nord-Est et Nord-Ouest (un par zone téléphonique).
Et cette dimension interrégionale permet de dépasser les frontières nationales.
Ce réseau a pour objectif de :

- définir une représentation de l'habitat groupé (charte, historique, retours d'expériences)
- mettre en relation les acteurs (demandeurs et groupes-projet)
- créer de la solidarité entre projets (mutualiser des outils, des formations, s'entraider)
- représenter (sensibiliser, informer, promouvoir)
- coopérer avec d'autres réseaux (économie solidaire, écoconstruction, démarches collectives d'habitat…).

Il a choisi un mode de fonctionnement comme on dit en interrégionnal "workoum in progressou" (racine occitane entre autres) ou "en travail", de privilégier l'action et l'expérimentation avant la formalisation et, en général, de respecter la diversité et l'ouverture.
Le réseau interrégional et chaque réseau régional, de nature informelle, créeront leur structure juridique en fonction de leurs besoins réels.

Une charte évolutive

Un des principes de l'habitat groupé est la production collective. Pendant les rencontres d'août 2007 à Longessaignes (Rhône), le groupe présent a souhaité élaborer un document comme base pour travailler ensemble un texte commun (et en particulier une charte). Celui-ci est destiné à être repris, amendé, complété par tous les groupes ensuite.
Voici le texte qui a fait consensus : chacun ne s'y retrouve pas complètement mais tous l'ont accepté comme base pour avancer.
"L'habitat groupé, c'est une relation de groupe qui nécessite l'écoute, le partage, la créativité en allant dans le sens du respect de la vie.
L'habitat groupé préserve un espace individuel tout en permettant à chacun de participer à l'enrichissement mutuel, l'échange des compétences, dans un esprit de solidarité.

L'habitat groupé tend à :
- *promouvoir des solutions d'écohabitat,*
- *une simplicité,*
- *une autonomie des habitants et du lieu,le tout contribuant à réduire l'empreinte écologique".*

Les réseaux régionaux

Les réseaux régionaux facilitent la rencontre des personnes en demande et en cours de projets d'habitat groupé dans une proximité qui permet d'entretenir des relations conviviales et régulières.
Ils permettent la représentativité de cette démarche dans des événements publics et de mener des actions en toute indépendance.
Ils se forment à la demande d'acteurs engagés dans la démarche. Il reste à démarrer certaines régions, ce qui se fera en organisant une rencontre avec des membres d'autres régions pour transmettre le travail effectué.

Anne-Françoise Gay ■

- **Habitat groupé Sud-Est**
Habitat groupé Sud-Est assure la promotion de l'habitat groupé pour tous, participe activement à diverses manifestations (Primevère, Festiforum, Foire biologique de Nyons et autres...) et soutient toutes actions autour du thème "habiter différemment".
Contacts HGSE :
contactsudest@habitatgroupe.org
- **Habitat groupé Sud-Ouest**
C'est aujourd'hui le Pôle habitat Midi-Pyrénées qui sert de relais pour les groupes de la région Sud-Ouest. A noter que la Maison de l'économie solidaire est installée dans un habitat collectif mis en place avec un office HLM et datant des années 1980.
Contact HFSO : *Maison de l'économie solidaire 73 Chemin de Mange-Pommes 31520 Ramonville, www.adepes.org, Bruno Thouvenin 05 61 75 16 76, bthouvenin@ouvaton.org.*
- **Habitat groupé Ile-de-France**
C'est l'association Hesp'ère 21 qui se propose de faire le relais actuellement des groupes de la région parisienne. Contact : *Raphaële Heliot heliot.raphaele@wanadoo.fr, tél : 01 43 10 25 12.*
- **Habitat groupé Nord-Est**
Le relais est assuré par *Habiter Autrement* qui à Besançon réunit une trentaine de famille de tous âges qui souhaite inventer une nouvelle manière d'habiter en ville. Avec de bons contacts avec la Ville de Besançon, le collectif espère réaliser une ou plusieurs coopératives d'habitants à Besançon. Contacts : *Erik, tél : 09 50 42 19 34, erikd@free.fr* et sur *habicoop.fr* voir groupes projets/FrancheComté.
- Il n'y a pas encore de réseau officialisé dans le **Nord-Ouest**.
Site Internet général : *www.habitatgroupe.org.*

Ardèche

Terre et Partage
Un écohameau de conception bioclimatique pour accueillir 20 foyers : agriculteurs bio, artisans, porteurs de projets d'activité et résidents. Nos valeurs :
- ■ démarche solidaire et partage des responsabilités
- ■ habitat choisi en lien avec l'architecte
- ■ sobriété et autonomie énergétique
- ■ mixité sociale et générationnelle

Spécificités : faire converger les collectivités territoriales, (Parc naturel régional des Monts d'Ardèche, communes de Saint-Etienne-de-Serre et de Dunière), la Safer, la DDE, la région Rhône-Alpes et des particuliers en SCI sur ce premier projet d'éco-hameau.
- Contacts : *Rachel et Claude, tél : 04 42 28 37 51, Yves, tél : 04 75 07 13 38. http://habitat-terre-partage.spaces.live.com.*



Lozère

Hameaux durables en Cévennes
Un atelier de territoire au sein d'une communauté de communes a réuni des habitants qui ont eu envie de créer une association pour apporter une réponse à la problématique de l'habitat par la création de "hameaux durables" ou de "quartiers durables" dans l'éventualité où les terrains seraient proches des villages.
Spécificités : habitat groupé pour respecter le patrimoine paysager existant et écologique pour respecter l'environnement d'aujourd'hui et de demain, coopératif pour susciter l'entraide entre les habitants.
- Contact : *Cendrier Sandrine contact@hameaux-durables.org, www.hameaux-durables.org.*

Bouches-du-Rhône (est)

Les Colibris
Habitat groupé écologique
Groupé : potager, atelier de bricolages, chambre d'amis, salle commune, buanderie.
Ecologique : bioclimatique, énergie renouvelable, matériaux naturels, sains et locaux, phyto-épuration.
Spécificités : transgénérationnel : petits appartements pour nos aînés.
Possibilité de création d'activités : hébergement, accueil de stages ; école ; centre de ressources.
› Contact: *Estelle Bessin, tél : 04 88 00 34 39, laurent.estelle@free.fr*.

Lyon (Rhône)

Habitat Groupé Duchère
Projet de coopérative d'habitants dans un quartier populaire en rénovation urbaine à la Duchère. Il s'agit de vivre dans ce quartier et de construire avec ses habitants un projet d'habitat coopératif. Les axes du projet sont la réduction de l'empreinte écologique par les choix de construction et de mode de vie, la reconstruction du lien à la nature, la cogestion et la solidarité entre les coopérateurs, avec une grande ouverture sur le quartier.
› Contact : *Colette Balandin, ellyon@orange.fr*.

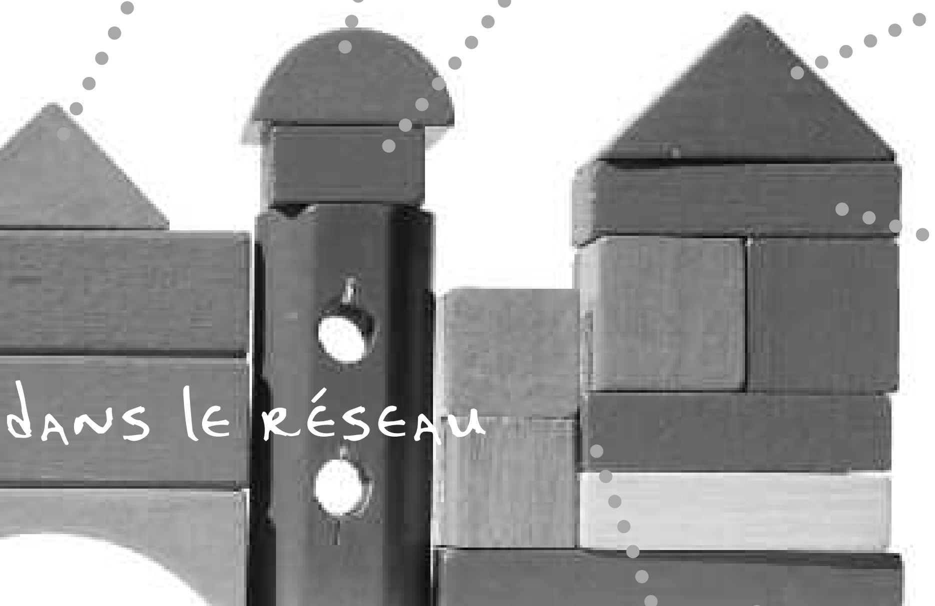
Lyon Villeurbanne (Rhône)

Le Village vertical
Projet de coopérative d'habitants dans l'agglomération lyonnaise. Prise en compte de la dimension environnementale et sociale. Groupe complet, n'accueille plus d'habitants.
› Contact : *www.village-vertical.org*.

Lyon (Rhône)

Habitat groupé confluence
Projet de coopérative d'habitant autour de valeurs :
- Sociale (échanges conviviaux, mixité sociale et inter-générationnelle, solidarité, etc.)
- Environnementale (habitat écologiquement exemplaire)
- Économique (mutualisation d'équipements, de compétences)

Le projet s'insère dans un éco-quartier reconnu aux échelons nationaux et européens. Le groupe est ouvert aux associations (locaux, salle commune) qui voudraient expérimenter cette dynamique, et cherche à compléter son groupe jusqu'à 25 foyers, en phase avec nos valeurs.
› contacts: *Christèle Fiérobe ou Olivier Comte, groupeconfluence@googlegroups.com*



Région lyonnaise

Ecovillage des Sources
Projet de coopérative d'habitants en zone rurale, à la périphérie de Lyon (2 h maximum de route). Prise en compte de la dimension environnementale et sociale (priorité accordée aux séniors et à la mixité générationnelle).
› Contact : *Yves Morvezen et Florence Koch, ecosources@numericable.fr*.

Région lyonnaise

Vivre autrement
Projet de coopérative d'habitants en zone urbaine ou périurbaine. Prise en compte de la dimension environnementale et sociale.
› Contact : *Dominique Alilse, tél : 04 78 00 62 32*.

Région lyonnaise

Quatre saisons
De plus en plus de personnes se posent la question du "mieux vieillir", souhaitant repousser le plus tard possible l'entrée éventuelle en maison de retraite, et surtout rester en contact avec des enfants, des jeunes ménages, des étudiants, et continuer à se sentir partie prenante de la vie ! Un nouveau type d'habitat apparaît, permettant de vivre ces orientations en retrouvant, sur un même site, des logements privés, des espaces communs de convivialité, des lieux d'accueil autant pour les enfants que pour les personnes dépendantes, dans un esprit de solidarité et de partage, résolument tourné vers le respect de l'environnement et la démarche écologique au sens large.
Accueil de nouvelles familles.
› Contact : *D. Jégou, tél : 06 77 67 40 06*.

Lyon

Habitats alternatifs Le Canut
Association existante depuis 1984 autour d'un lieu de vie collective, constitué d'une dizaine d'appartements répartis sur trois étages dans un même immeuble. L'association a signé un contrat avec la régie HLM Rhône-et-Saône portant sur la location de 10 appartements, soit 775 m² habitables. En accord avec la régie et les caisses d'allocations familiales, l'association détermine la part de chacun vis-à-vis d'un loyer global.
› Contact : *26 rue René Leynaud, 69001 Lyon*.

Péri urbain nord-ouest Lyon

EOL

Projet de convivialité pour 20 à 50 foyers. Il s'agit de créer un lieu convivial constitué d'habitats groupés, en toute intimité, ainsi que des espaces communs, et de quelques équipements à partager (atelier commun, jardin, etc.).
Les critères de ce projet seront l'écologie et l'économie de la construction (autoconstruction pour certains), au service de la convivialité, de la qualité de vie, du confort et de l'harmonie.
Les notions de solidarité, de créativité, d'échange de pratiques, de partage de savoir-faire, d'ouverture et d'expérimentation nous semblent importantes, ainsi qu'un caractère intergénérationnel fort.
Le choix du processus d'élaboration est lui-même constitutif de ce projet. Cette élaboration se poursuivra au quotidien. L'enjeu, "un projet de vie", semble suffisamment important pour ne pas rater cette étape.
Il est souhaité que les nouveaux participants s'impliquent au plus tôt dans ce processus. Le groupe cherche un terrain de 3 hectares avec ou sans construction existante à proximité des transports en commun lyonnais.
> Contact : *David au 04 77 46 64 47 ou Pierre, pierre.ruffier@laposte.net.*

Région lyonnaise

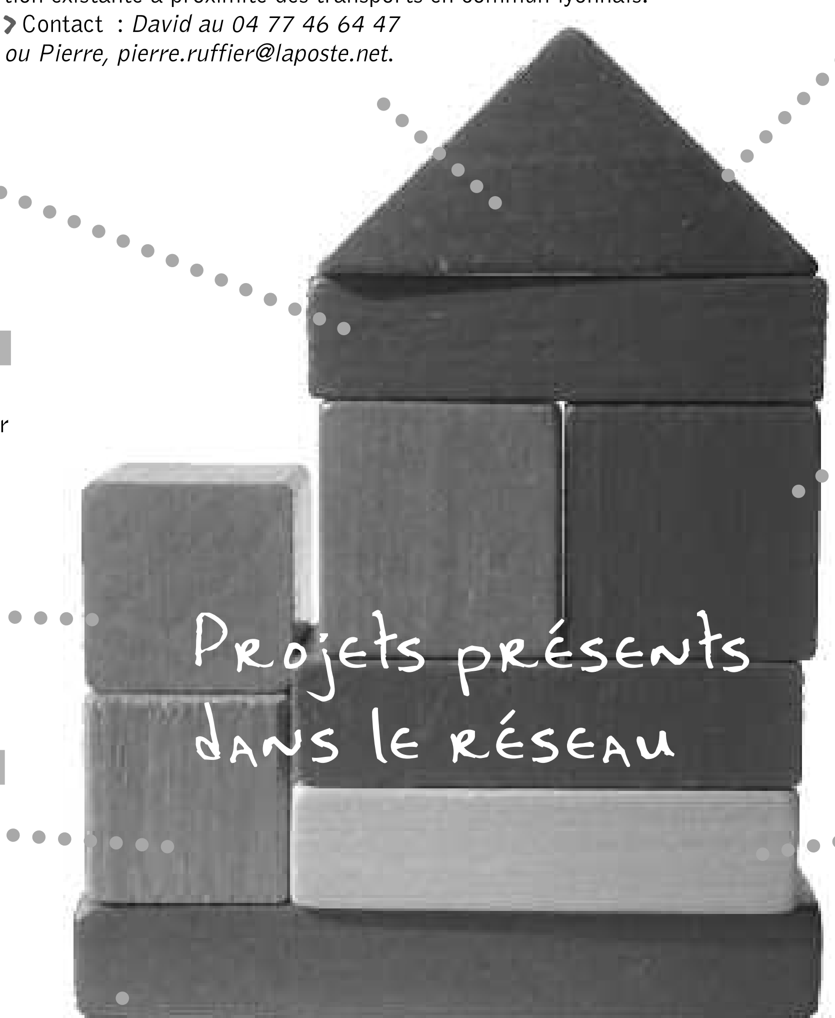
Terre d'Union

Habitat groupé : rénovation écologique et éventuelle extension de ce lieu. Agriculture biologique, alimentation bio, médecines douces, activités artistiques et culturelles. Nous souhaitons nous intégrer dans le tissu social et être proche d'un village. Nous souhaitons accueillir dans un deuxième temps des personnes avec des revenus plus limités.
Spécificités : lieu de vie aussi pour accueil, stages, ateliers, conférences, spectacles, rencontres. Nous prévoyons 2 ou 3 logements d'accueil, une coop bio ouverte au voisinage et la mutualisation de certains biens.
> Contacts : *Danielle et Gilles Laissard, tél : 04 74 71 82 13, Brigitte et Antoine Michelot, tél : 04 78 48 22 70.*

Toulouse (Haute-Garonne)

Coopérative de Bellefontaine

Projet de coopérative d'habitants dans le quartier de Bellefontaine avec l'AERA (Actions, études et recherches autour de l'architecture), sur le quartier de Bellefontaine à Toulouse.
> Contact : *AERA, 5, rue Saint-Pantaléon, 31000 Toulouse, tél : 05 61 23 30 49 aera-com@wanadoo.fr.*



Tarn-et-Garonne

Ecohameau de Verfeil-sur-Seye

Projet d'un écohameau avec une dizaine de familles. Chacun dispose d'une parcelle de 800 m² et d'un jardin de 300 m². Une charte définit les possibilités de construction de chacun. L'autoconstruction est souhaitée. Un verger collectif est envisagé sur 1,6 hectares. Un assainissement collectif est prévu avec des filtres plantés. Un permis de construire a été déposé, accepté par la commune, mais un recours de voisin devant la préfecture, fin février 2008, bloque pour le moment le projet.
> Contact : *AES / les Auto Eco Constructeurs de l'Economie Solidaire, 6, rue Saint Aubin, 31000 Toulouse, tél : 05 67 70 19 71 ou 05 61 99 03 25, aes1@club.fr.*

Gers

Pied à terre en Gascogne

Projet démarré en 2004 à l'Isle-Arné, à 80 km à l'ouest de Toulouse, d'un lotissement avec sept maisons individuelles (parcelles de 1000 m²), parties collectives et maison commune (sur 5000 m²). Intégré dans cet écohameau, une maison restaurée hébergeant plusieurs associations liées à la construction saine (Atelier blanc, collectif Au pied du mur…). Cette initiative a été présentée dans *Silence* n°353.
> Contact : *contact@piedaterrengascogne.org ou 05 62 67 66 17.*

Chambéry (Savoie)

Maison Mosaïque

L'objectif est de créer un lieu de vie intergénérationnel pour 15 à 18 personnes, hommes, femmes seules ou en couples, familles avec enfants, personnes âgées, jeunes salariés, étudiants. Rassembler des personnes qui désirent fonder un mode de vie qui soit une alternative à notre société individualiste et consumériste. D'âges différents, chacun offre la richesse de son vécu. Il s'agit de développer une dynamique collective et sociale entre les générations. Ces personnes désirent vivre solidairement dans un lieu ouvert aux autres dans le respect des droits de l'humain et du citoyen. La Maison Mosaïque est une maison autogérée. En 2004, une première maison a été ouverte à Saint-Péray. Le montage financier est privé (société de propriétaires : une résidente est propriétaire, les autres sont locataires). Ce projet a été récompensé par un trophée départemental "s'unir pour agir" décerné par la Fondation de France en 2005.
Un second lieu de vie (appartements) s'ouvrira en 2009 à Chambéry. Tous les résidents seront locataires. Actuellement le groupe projet comprend 10 personnes. et recherche de jeunes couples avec ou sans enfant.

› Contact : *Anne Guillot, tél : 01 49 97 91 24 ou Marie-Rose Boisson : marieboisson@hotmail.fr.*

Pays cathare

Villages Green Point

Projet de création d'un réseau de villages écologiques et humanistes pilotes, "à énergie positive", économiquement et socialement viables, durables et transposables, préfigurant les villes de demain.
Spécificités : mise en œuvre de toute technique, tout bien et tout service respectueux de l'homme et de l'environnement dans divers secteurs d'activités socio-économiques.
Chaque village pourra compter jusqu'à 4000 habitants et sera géré par une structure juridique à but non lucratif qui reversera l'intégralité de ses bénéfices au profit du bien-être collectif et de l'intérêt général.

› Contact: *Jean-Philippe Mars, contact@greenpoint-village.com ou jp.mars@laposte.net.*

Rennes (Ille-et-Vilaine)

Graines urbaines

Monter une coopérative d'habitants, un habitat coopératif écologique avec jardin collectif en milieu urbain soulignant la nécessité intergénérationnelle, la co-gestion de salles et parties communes, la mixité sociale, et le désir de construire un éco-lieu urbain à énergie nulle voire positive !
Limitation de l'usage des voitures, auto-partage, création ou partenariat avec une AMAP.
Nécessité de répondre aux besoins d'aide et d'assistance liés à la perte d'autonomie des seniors et d'organiser le lieu (accès, bâti et fonctionnement de la coopérative) pour minimiser ou retarder toutes les formes de dépendance. Intégration d'une ou deux structures petite enfance et personnes âgées en passerelle, mutualisée. A définir avec les associations qui voudront l'expérimenter.
Nous accueillons des personnes en recherche d'autonomie et de souhait de "vivre autrement en ville" qui adhérent aux valeurs du mouvement coopératif et/ou des associations porteuses du projet expérimental que nous imaginons, passerelle entre les petits et les très grands.

› Contact : *Carole Contant, tél : 02 90 09 53 57 ou 06 64 90 22 88 ccarole@no-log.org.*



Paris

Un habitat groupé sur l'Eco-ZAC ?

Au printemps 2006, des habitants du 13e arrondissement de Paris prennent connaissance du projet de la mairie de transformer l'ancienne friche SNCF de la place de Rungis (3,8 hectares) en zone d'aménagement concerté (ZAC) de "haute qualité environnementale". Une ambition jugée trop modeste alors que l'on sait faire beaucoup mieux, comme le montrent les exemples du quartier Vauban à Freiburg (Allemagne) ou Bedzed (près de Londres).
Une association "pour l'Eco-Zac" voit le jour pour demander une révision du projet. Quatre associations compétentes sur ces questions (Négawatt, Greenpeace, le CLER et Wise-Paris) soutiennent le projet. Au départ, les relations avec la mairie PS-Verts sont difficiles mais, finalement, celle-ci acceptera de faire le déplacement pour visiter le quartier Vauban, à Freiburg. Au retour de ce voyage, en 2007, la mairie accepte de reprendre le dossier et l'association obtient bon nombre d'avancées :

• Dans le domaine de l'énergie, l'ensemble de la zone consommera en moyenne moins de 50 kWh/m2/an. Les bâtiments intégreront du solaire thermique et du solaire photovoltaïque.
• Pour l'eau, un système de récupération de l'eau de pluie sera mis en place pour alimenter les jardins et les chasses d'eau.
• Pour les transports, priorité absolue aux transports doux. La ZAC sera une zone apaisée, essentiellement réservée aux piétons et cyclistes.
Une couverture de la voie ferrée permettra de rejoindre facilement à pied le tramway du boulevard des Maréchaux.
• Stationnement : les parkings en sous-sol seront limités et un espace y sera réservé pour un parc d'une quinzaine de voitures partagées. Il n'y aura que 175 places de voitures.

Pendant un temps, l'hypothèse d'un chauffage par géothermie est avancée mais une étude montre que ce n'est techniquement pas possible.
A l'arrivée, devraient se construire 120 logements, 180 studios pour étudiants, une crèche, une halte-garderie, une maison de retraite, une maison de quartier… et 19 000 m2 de bureaux.
Alors que l'association pose la question de la réhabilitation de certains bâtiments SNCF, tous sont rasés en juin 2007.
Le résultat est donc un compromis assez éloigné des performances que l'on peut observer en Allemagne. Comme le fait remarquer Philippe Bovet, journaliste à *La Maison écologique* et habitant du quartier : si les engagements du Grenelle de l'environnement en matière d'habitat sont mis en place, lorsque l'Ecozac sera terminée, vers 2013, elle ne sera finalement qu'aux normes prévues à cette date.

Un habitat groupé en projet

Ceux et celles qui ont milité pour obtenir une requalification de la ZAC de Rungis ont eu envie de continuer leur démarche et ont lancé, en avril 2007, l'association "Hesp'ère 21" (Habitats écoconstruits solidaires en région parisienne pour le 21e siècle), dans le but d'animer les débats sur l'habitat groupé en région parisienne, d'élaborer des outils et méthodes, puis d'accompagner des groupes de projets. Le contexte parisien étant particulièrement complexe (urbain dense et foncier très cher), les recherches sont orientées vers la rénovation autant que le neuf, dans un périmètre "intra-métro", et vers des partenariats avec des bailleurs sociaux.
Hesp'ère 21 cherche à mutualiser les outils, méthodes, montages et contacts pour permettre la réalisation de divers projets selon les sites et les montages (autopromotion, coopérative, copropriété…) avec des objectifs ambitieux d'écologie urbaine, de mixité sociale et de solidarité.
Hesp'ère 21 soutient notamment un projet de coopérative d'habitants qui aimerait acheter tout ou partie d'un immeuble à venir sur l'Eco-Zac.
Enfin signalons la naissance d'un autre groupe dans le 17e arrondissement qui cherche à lancer une deuxième Eco-ZAC dans le secteur Clichy-Batignolles.

› Les Amis de l'EcoZac de la place de Rungis, Maison des Associations, 11 rue Caillaux, 75013 Paris, tél : 06 11 34 02 73.
› Hesp'ère 21, 52 bis boulevard Richard-Lenoir, 75011 Paris.
› ecozac.batignolles@gmail.com.

Belgique

Le bois del Terre

En 2002, un groupe de personnes se lance dans un projet d'habitat groupé. Le chantier démarre concrètement en août 2006 et les lieux sont habités depuis l'automne 2007 avec douze adultes et quinze enfants. Le site choisi est proche d'une gare (1,5 km) permettant de limiter les déplacements en voiture. Outre six maisons groupées, il y a une maison commune avec une grande salle pour les jeux des enfants, les activités des adultes et une chambre d'amis. Cette maison est entretenue à tour de rôle par un adulte et un enfant de familles différentes. Une installation de cogénération au gaz fournit électricité et chauffage à l'ensemble des bâtiments.

> Contact : *Le bois del Terre, 133, rue du Blanc-Ry, B 1342 Limelette, www.boisdelterre.be.*



Genève

Ecoattitude

L'association Ecoattitude a lancé un appel en 2004 pour regrouper des citoyens intéressés par la mise en place d'un écoquartier sur le bord du lac Léman. Les objectifs sont ambitieux : "Renverser l'impact environnemental négatif croissant des villes sur la région et sur la planète, en introduisant et testant des pratiques communautaires innovantes, tout en maintenant un haut degré de qualité de vie dans des quartiers dont l'autonomie aura été renforcée. Modéliser les expériences de façon à pouvoir les transférer ailleurs, et/ou échanger des savoir-faire et savoir-être avec d'autres villes, en particulier dans les grandes cités du Sud".

> Contact : *Ecoattitude, 27 chemin du Mottey, CH 1020 Renens, tél : 078 677 55 17.*



Pas-de-Calais

Le Chênelet

L'association Le Chênelet a vu le jour pour venir en aide à des personnes en difficulté. Elle a développé différentes activités économiques : une scierie, un jardin de cocagne (paniers bios), puis s'est penchée sur la question du logement. A partir de son activité de scierie et de recyclage de palettes, elle a mis en place une SCI pour construire des logements sains à des prix entrant dans les critères du logement social. Aujourd'hui, l'ensemble emploie 120 personnes dont une grosse moitié en insertion. Une présentation plus complète a été faite dans *Silence* n°325-326.

> Contact : *Le Chênelet, 28, rue de Moyecques, 62250 Landrethun, tél : 03 21 10 51 16.*

Lille

Habitations écologiques partagées

Habitations écologiques partagées (HEP), cherche à faire cohabiter les préoccupations écologiques et les principes de respect mutuel et de partage. HEP veut favoriser l'autoconstruction et les achats groupés avec pour but des coûts réduits, ceci afin de favoriser le recours à des matériaux de construction naturels, une économie d'énergie par la conception (orientation, principes bioclimatiques, isolation), de l'énergie renouvelable (solaire, éolien) à un prix accessible au plus grand nombre.

> Contact : *HEP, MRES, 23, rue Gosselet, 59000 Lille, tél : 08 71 55 64 98, http://hep.inexos.net.*





- **Essonne, Massy**, projet d'un habitat collectif avec 7-8 appartements et des locaux communs (salle de jeux pour enfants, salle polyvalente, garage à vélos…), gestion sous forme associative, terrain de 1180 m² près de la gare de Massy-Verrière. Quatre familles déjà impliquées. *Yann Cassin, 2, rue Jean-Rostand, 91300 Massy, tél : 01 69 20 50 54.*
- **Gironde, Bordeaux,** afin de construire en périphérie de Bordeaux un écoquartier écologique regroupant une dizaine de maisons en écoconstruction et si possible autoconstruites, autour d'une ferme en agriculture bio axée sur le maraîchage, une association a vu le jour : *Epure, c/o Gilbert Galey, 33170 Gradignan, 44, rue Lange, tél : 05 57 35 88 99.*
- **Paris,** Cohabitat La Uma chez Jacqueline Crozet, 23 ter, rue de Romainville, 75019 Paris, tél : 01 42 08 61 08 ou 01 55 25 80 20.
- **Besançon** : Jean-Pierre Cattelain, 1, rue du ruisseau, 25480 École-Valentin, tél : 03 81 50 93 55.
- **Belgique :** voir www.habitat-groupe.be.

Haute-Vienne

La Basse Jourdanie

La Basse Jourdanie est un lieu de vie créé en 2006 au sein du parc naturel Périgord-Limousin, à 25 km au sud de Limoges. Sous forme d'une SCI, plusieurs familles ont acheté une ferme, quatre hectares de bois, 18 hectares de prairie. Une maison commune permet le partage d'activités. Il y a la possibilité de construire quatre habitations supplémentaires.

› Contact : *Margaret Mauillon, La Basse Jourdanie, 87230 Pageas, tél : 05 55 50 25 10.*

Tarn

Ecoquartier du Rivalou

En lien avec l'association AES de Toulouse, projet d'un écoquartier sur un terrain de 10 000 m² à Lisle-sur-Tarn. Moitié du terrain en logements sociaux en lien avec un office HLM, l'autre avec un bâtiment comportant des parties communes et des logements privatifs.

› Contact : *Christian Pince et Françoise Blandel, tél : 05 63 40 43 65, Jean Bourdoncle et Hélène Galichet, tél : 05 63 54 61 78 ou 06 85 17 69 19.*

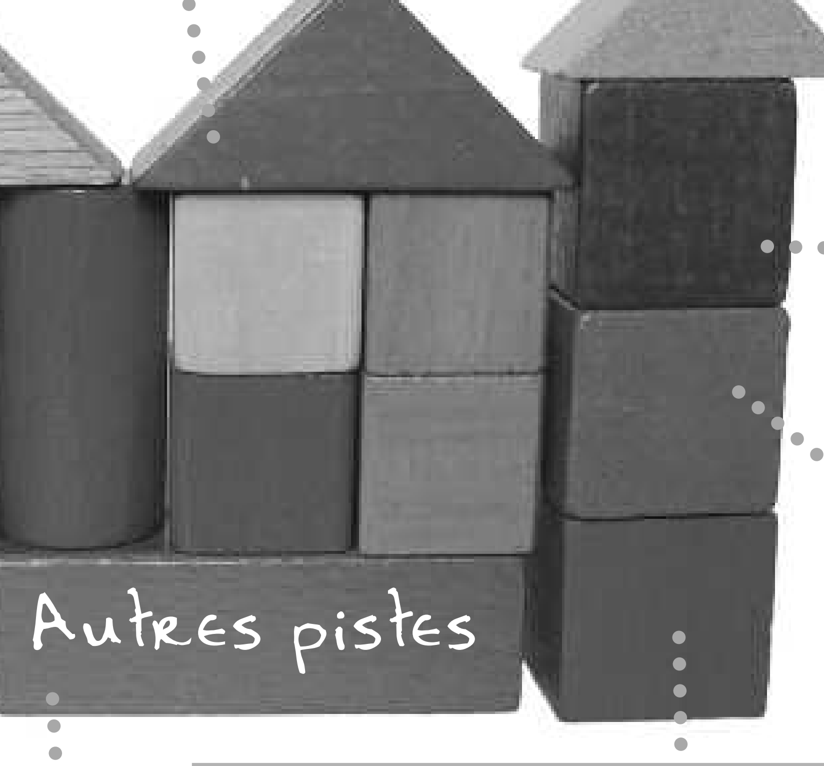


Strasbourg

Ippiddas

L'Ippiddas (Initiative pour un projet immobilier du développement durable dans l'agglomération strasbourgeoise) regroupe des particuliers décidés à investir ensemble afin de réaliser un immeuble comportant des logements personnalisables (surfaces, configurations, finitions...), accessibles aux personnes à mobilité réduite, dotés de terrasses et d'accès individualisés, comportant également la possibilité de bureaux, de locaux commerciaux ou associatifs intégrés dans l'opération, selon les projets des personnes qui nous rejoindront, avec des locaux d'usage partagés entre les résidents : par exemple, une salle d'usage mixte (pour réunions festives ou professionnelles, activités associatives...), une laverie, une chambre d'hôtes, tout cela réalisé selon des critères ambitieux : immeuble sans chauffage grâce à l'approche de l'habitat passif, énergies renouvelables, structure bois, récupération d'eau de pluie, toiture-jardin, compostage des déchets organiques, auto-partage etc.

› Contact : *IPPIDDAS, 12, rue Ehrmann, 67000 Strasbourg, tél : 06 26 36 50 84, Bertrand Barrère.*



Var

Hameau de Saint-Estève

Un projet d'habitat groupé a été lancé avec comme objectif d'avoir cinq familles autour des valeurs de l'écologie, de la nature, de la simplicité, de la croissance relationnelle et spirituelle, de l'ouverture. Travailler au style de vie plutôt qu'au niveau de vie. Espaces privatifs et espace collectifs à définir.

› Contact : *Hameau de Saint-Estève, 83119 Brue-Auriac, tél : 04 94 04 14 47.*

Annecy (Haute-Savoie)

A Fleur de Terre

Un groupe de huit adultes et 9 enfants cherche à créer un habitat collectif à caractère écologique et solidaire, avec des activités agricoles, culturelles, écologiques, éducative, sportives, artistiques.

› Contact : *A Fleur de Terre, Sandra Grange, tél : 04 50 27 61 69, ndia33@free.fr.*

Hauts-de-Seine

La maison du Val

La maison du Val est un immeuble autogéré de Meudon, construit en 1980. Il abrite dix familles (au départ 18 adultes et 25 enfants). Il possède sur les 1600 m² de surface construite, 280 m² de locaux collectifs : une salle de réunion polyvalente de 60 m? où se passent des réunions diverses et des activités calmes comme le yoga voire plus spirituelles, un foyer de 40 m² où se déroulent des agapes mensuelles où l'on vient pour le plaisir de se retrouver, de manger ensemble, de décider de tout et de rien, de discuter parfois vivement de la reconstruction du monde ou d'événements badins, une salle de musique de 20 m², où répètent chaque semaine divers groupes de musique, des chœurs et un sextet de jazz . Cette salle servit un temps de crèche parentale, une salle de jeu pour enfants de 25 m² avec baby-foot et table de ping-pong, deux studio d'accueil pour les gens de passage, un atelier de céramique avec un four de 5 m², une grande salle avec galerie pour les fêtes et répétition chorale et théâtrale de 100 m². A l'extérieur, 600 m² de jardin sont gérés collectivement. Les partants sont remplacés par cooptation pourconserver l'esprit convivial.

› Contact : *Association O'Val, La Maison du val, 17 ter, rue du Val, 92190 Meudon, tél : 01 45 34 50 54, Alain His.*

habitat

Ille-et-Vilaine

Empreinte

L'objet de l'association *Empreinte* est de développer et de promouvoir l'habitat sain, passif et à faible impact écologique sur tous les thèmes relatifs à l'habitat et son environnement (mode de vie, gestion de l'eau, gestion des énergies, matériaux). *Empreinte* propose ses activités en s'appuyant sur un réseau relationnel développé constitué à la fois de professionnels de l'habitat (énergie, assainissement), de personnes ressources (auto-constructeurs, expériences réalisées) et d'associations actives dans ce milieu. Sous forme de chantiers participatifs, elle porte la construction d'un centre de ressources qui devrait ouvrir à la fin de l'année 2008. Il est possible de venir donner un coup de main en prenant rendez-vous à l'avance. *Association Empreinte, lieudit Clédy, 35480 Messac, tél : 02 99 92 37 16.*

Puy-de-Dôme

Habis

Les quatrièmes rencontres de la construction saine se tiennent à Pontaumur, les 12, 13 et 14 juin 2008. Jeudi 12 : visites de chantiers. Vendredi 13 : journée professionnelle avec en soirée une conférence ouverte à tous. Samedi 14 : salon grand public, entrée gratuite. *Habis, Laschamps, 63380 Pontaumur, tél : 04 73 79 90 06.*



DR

Isère

Chantier participatif

L'association "De quoi j'me mêle" organise à Eclose, un petit village au sud de Bourgoin, un chantier participatif entre le 15 juillet et la fin août 2008, sauf week-end, pour poursuivre la construction d'une maison en ossature bois commencée l'été dernier. Cette année : réalisation des murs en bottes de paille, enduits terre, cloisons, toilettes sèches, plancher chauffant, sol en terre cuite, peinture... Participation sur le chantier en échange lieu de camping et repas. Inscription à l'avance pour le planning de chantier. *De quoi j'me mêle, 36, route de Saint-Jean-de-Bournay, 38300 Eclose.*

Dordogne

Ecocentre du Périgord

L'Ecocentre du Périgord organise tout au long de l'année des formations : couvertures végétales et végétalisées (2 au 6 juin), le solaire thermique et photovoltaïque (16 au 20 juin), construction d'un four à pain (30 juin au 4 juillet)... *Association Pégase Périgord, Ecocentre du Périgord, Froidefon, 24450 Saint-Pierre-de-Frugie, tél : 05 53 52 59 50, www.ecocentre.org.*

agri-bio

Agriculture biodynamique

Stages et formations

Le Mouvement de culture biodynamique propose des stages tout au long de l'année : introduction au jardinage biodynamique (14 et 15 juin), calendrier des étoiles et calendrier des semis (28 et 29 juin), les trois règnes de la nature (13 et 14 septembre), approfondissement au jardinage biodynamique (20 et 21 septembre)... Pour connaître les lieux et conditions : *Maison de l'agriculture biodynamique, 5, place de la Gare, 68000 Colmar, tél : 03 89 24 36 41.*

AlterTour de la biodiversité

Pour une agriculture sans dopage et une planète non dopée, la FNAB, Fédération nationale de l'agriculture biologique, Accueil paysan, les Amis de la Confédération paysanne, Attac, Semences paysannes, avec le soutien des Verts et de nombreux groupes locaux organisent un Tour de France cycliste alternatif aux mêmes dates (3 au 27 juillet 2008) que la course du même nom. Les étapes sont effectuées en relais, le plus souvent possible sur des voies vertes ou des itinéraires peu fréquentés avec l'idée de faire la part belle aux initiatives alternatives qui donnent la priorité à la coopération plutôt qu'à la compétition : agriculture biologique, AMAP, slow food, jardins partagés, semences paysannes, accueil paysan... La grande boucle tournera autour du massif central. Elle passera par des festivals : le Festival de la Terre et Dialogue en Humanité, à Lyon le 7 juillet, l'école d'été des Amis de la Confédération Paysanne le 19 juillet (étape de repos physique mais pas intellectuel), le Festival sur péniche Convivencia sur le Canal du Midi, les 25 et 26 juillet... Pour le départ, il est possible de venir avec son vélo dans le train jusqu'à Alès, de rejoindre Anduze (20km) puis d'emprunter le train à vapeur des Cévennes. Il faut 80 cyclistes par étape. Les non-inscrits se verront proposer des points de convergences à midi et le soir. Pour en savoir plus, tous les détails sont sur le site : *www.altertour.net*.

Traction animale

L'association Prommata, promotion du matériel moderne agricole à traction animale, organise tout au long de l'année des cycles de formation sur l'approche et la conduite d'un cheval de trait, l'approche et la conduite d'un âne, les outils disponibles, la viticulture avec traction animale, le portage par bât, le maraîchage en traction animale, entretien d'un verger... Programme : *Prommata, La Gare, 09420 Rimont, tél : 05 61 96 36 60.*


Prommata

Jardiner sans pesticides

Le Civam du Gard, centre d'initiatives pour valoriser l'agriculture et le milieu rural, vient de publier une brochure très pratique pour expliquer aux jardiniers comment éviter le recours aux pesticides : prévenir plutôt que guérir, utiliser les auxiliaires, respecter les rotations, utiliser les matières organiques, contrôler plutôt qu'éliminer, renforcer la résistance des plantes, associer les plantes, traiter avec des produits biologiques. Cette brochure de 32 pages est disponible contre 1 € (+ port) auprès de : *CIVAM, domaine de Puechlong, 30610 Saint-Nazaire-des-Gardies, tél : 04 66 77 11 12.*

Médias

Brèves, *1, rue du Village, 11300 Villelongue-d'Aude, tél : 04 68 69 50 30, www.atelierdugue.com.* Revue littéraire trimestrielle "anthologie permanente de la nouvelle". Dans le n°84, un dossier sur les nouvelles issues du milieu anarchiste à la fin du 19e siècle : Jules Vallès, Isabelle Eberhardt, Louise Michel, Octave Mirbeau, Alphonse Allais… et une présentation de la revue *Le fou parle* parue dans les années 70.

Les quatre saisons du jardinage bio, *Terre vivante, domaine du Raud, 38710 Mens.* La célèbre (dans nos milieux !) revue de jardinage bio vient de faire paraître un hors-série qui présente le travail de vingt jardiniers,un cahier pratique avec de nombreux contacts, un reportage sur les jardins partagés en ville. Le n° est vendu 4,95 €.

Les profiteurs de guerre, *Union pacifiste, BP 196, 75624 Paris cedex 13, tél : 01 45 86 08 75, www.union pacifiste.org.* Ce hors-série présente ceux qui bénéficient des guerres : producteurs d'armes, mercenaires, entreprises de reconstruction (Bouygues bien sûr), banques… mais également des sociétés comme Sodexo qui fournit les repas des militaires français présents au Kosovo, en Afghanistan, aux militaires états-uniens en Corée du Sud ou au Quatar. Les profiteurs de guerre, ce sont aussi les médias qui y trouvent de la matière à sensation, médias qui, ce n'est pas un hasard, sont contrôlés, particulièrement en France, par les fabricants d'armes. Ce sont aussi les multinationales de transports, les exploitants de mines d'aluminium (pour le fuselage des avions), d'uranium (pour le blindage des chars et des têtes de missiles), les pétroliers pour faire fonctionner tout cela… Une excellente brochure à lire avant d'aller manifester contre Eurosatory. 52 pages, 3 € seulement.

Terres civiles, *Centre pour l'action non-violente, rue de Genève, 52, CH 1004 Lausanne, www.non-violence.ch.* Le numéro de février 2008 présente une rétrospective de l'histoire du centre à l'occasion de ses quarante ans.

La Luciole du Centre, *Graine-Centre, domaine de Villemorant, 41210 Neung-sur-Beuvron, tél : 02 54 94 62 80.* Ce trimestriel régional de l'éducation à l'environnement publie des dossiers thématiques avec la présentation à chaque fois des outils pédagogiques disponibles auprès des associations de la région.

Paris

Festival mondial de la Terre

La 4e édition de ce festival se tiendra les 13, 14 et 15 juin 2008 au parc de Bercy (12e) avec un village associatif, des animations, des ateliers, des expositions, de la musique… *Association Terralliance, Maison des Associations, boîte N° 16, 181, avenue Daumesnil, 75012 Paris, tél : 01 49 77 71 30.*

Lille

Production et consommation locale

L'association *Le pas de côté* organise le 12 juin 2008, de 19 à 21 h, au Café citoyen, 7, place du Vieux-Marché-aux-Chevaux, un débat "production et consommation locale, une démarche coopérative ?". Renseignements : *Le Pas de Côté, MRES, 23, rue Gosselet, 59000 Lille, tél : 03 20 52 18 48.*

Hautes-Pyrénées

Terra ma Terre

Le 3e festival *Terra ma Terre* se tiendra à Bagnères-de-Bigorre du 6 au 8 juin 2008. Cette manifestation grand public, gratuite, propose un village associatif (avec une trentaine d'associations), des ateliers, des animations, des spectacles, des conférences… *Patricia Roland, tél : 06 88 75 92 94, terramaterre.over-blog.com.*

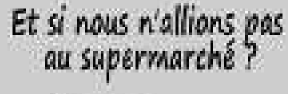
Toulouse

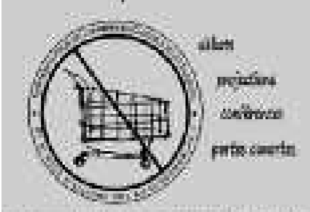
Economie sociale

Le département Sciences économiques et gestion de l'université Toulouse 2 Le Mirail propose depuis maintenant neuf ans une formation en master 2 (Bac+4) pour accompagner ceux qui ont un projet d'initiative solidaire ou d'entreprise sociale. Remise des dossiers de candidature avant le 20 juin 2008. Renseignements administratifs : *Isabelle Mattéi, tél : 05 61 50 41 79, imattei@univ-tlse2.fr.* Renseignements pédagogiques : *Jacques Prades et Ali Dardour, tél : 05 61 50 45 00, prades@univ-tlse2.fr ou dardour@univ-tlse2.fr.*

Espéranto-info

L'association Espéranto-info qui publie la revue du même nom aura son assemblée générale le samedi 5 juillet 2008 à son siège social. *Espéranto-info, Les Bories de Coperlac, 48210 Mas Saint-Chély, tél : 04 66 48 58 48.*





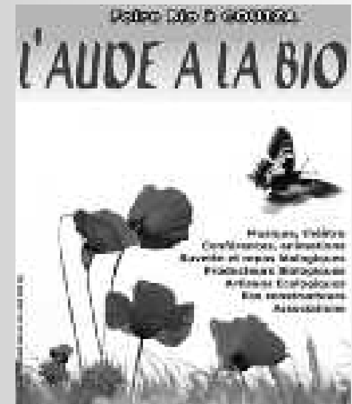
Printemps pour un commerce équitable

Plusieurs réseaux d'associations (Minga, Nature et Progrès, Alliance Provence, Action Consommation, Confédération paysanne, Via le Monde) ont lancé une campagne "printemps pour un commerce équitable" qui dure du 25 avril au 10 juin 2008 dans toute la France. La campagne propose à chacun de s'interroger sur les pratiques des grandes surfaces et à redécouvrir les avantages des petits magasins, en particulier ceux qui développent des démarches pour aller vers un commerce plus équitable, des réseaux de ventes directes (comme les Amap), les groupements d'achats, les marchés (notamment bio), etc. Pour en savoir plus : contacter l'une des associations ou *http://printemps-pour-un-commerce-equitable.nnx.com.*

Aude

En chemin vers la cohérence

Pour son dixième anniversaire, la foire bio de Couiza se tiendra sur ce thème les 2 et 3 août 2008. Comment réduire son empreinte écologique… au sein de la manifestation, comment passer de la vente de produits à des pratiques, comment permettre la participation du public au sein de l'organisation de la manifestation ? Des ateliers aborderont ces questions et bien d'autres : gestion de l'eau, énergies renouvelables, agroécologie, alimentation, artisanat écologique, biodiversité, économie solidaire, enfance, transports, santé… L'association organisatrice cherche des personnes pouvant animer ces thèmes, expliquer des démarches… Les "porteurs d'idées" sont invités à les joindre : *Nature et Progrès, tél : 04 68 20 94 75 ou np11@laposte.net.*




DR

Fichage

Haro base !

"Est-ce que l'enfant a vu le psychologue ?". C'est le genre d'information qui risque de bloquer la carrière de votre enfant s'il convoite une place chez l'Oréal ou chez Ipsos. Avant, quand vous étiez un cancre planqué près du poêle, emmenant consciencieusement votre bûche de hêtre, vous pouviez prétendre aux plus hautes fonctions, car votre dossier scolaire ne vous tenait pas en laisse.

Vous n'étiez qu'un enfant doux et rêveur, pas encore un déprimé à surveiller. Vous collâtes un autocollant des crados sur la patère et une petite tape vous rappela à la discipline et à la politesse des rois. Désormais le logiciel *base élève* permettra de vous suivre à la trace, dans vos pérégrinations écolières. Une mauvaise année et vous voilà orienté vers les carrières épanouissantes du bâtiment. Sylvie Laillier, de *Sud Education*, explique que toutes ces données soi-disant confidentielles seront sur Internet, ce qui comme chacun sait assure une discrétion absolue. Le dossier de chaque élève pourra être évidemment consulté par les mairies qui gèrent les admissions. "*Le fichier suit le gamin toute sa vie*". Notre syndicaliste enseigne dans un patelin auvergnat autour duquel seize écoles ont voté contre le système. Une entente inédite entre parents, enseignants et mairies pour déjouer ce nouveau répertoire, dont on attend le croisement avec les données de la loi sur la prévention de la délinquance des minots de trois ans. La mairie de Vertaizon a même voté une motion contre le logiciel. "*Là où ça résiste c'est quand toute l'équipe soutient la direction*". Les pressions des inspecteurs sur leurs proies sont redondantes, mais en Aveyron les formations ont été bloquées, sans l'aide de José Bové.

A Toulouse, Claire Tricoire est directrice d'une école élémentaire au Mirail. Elle enseigne à des CM2 qui, outre le fait de devoir porter la mémoire d'un enfant juif, doivent s'insérer dans la nouvelle *Base élève* en cours sur la région. Les cartables sont pourtant assez lourds.

Si l'on ne rentre pas les données, "*c'est le retrait de salaire*". Auquel s'ajoutent les appels chicaneurs de l'inspecteur ! Pour Claire, le plus choquant c'est le fichage et ses conséquences : "*Chaque enseignant aura accès à tout, à tous les enfants !*". L'inspectrice à qui elle demandait s'il s'agissait bien d'un fichage, répondit "*qu'on était déjà tous fichés avec le téléphone portable*". Un peu plus ou un peu moins, me direz-vous ?

Du coté de la hiérachie, on déclare qu'il s'agit de compter le nombre d'élèves par école ce qui peut faciliter la fermeture de certaines classes en sous effectifs.

Le système *base élèves* demandait à ses prémisses la nationalité, la date d'arrivée en France et la culture d'origine. Ces données aujourd'hui supprimées ne sauraient effrayer les braves gens. Car bientôt il faudra chanter la Marseillaise, prononcer deux Ave et trois Pater debout en honorant notre président très urbain et montrer si l'on est bien circoncis. En attendant on est circonspect.

Christophe Goby ■
Sud Plage.

Pétition : FCPE, salle 601, complexe de la République, rue Carnot, 64000 Pau, tél : 05 59 27 23 07, www.fcpe64.org

Voies Livres

Voies livres est une association qui édite et diffuse des textes souvent inédits auprès des enseignants et de tous ceux qui s'intéressent à la pédagogie. On y trouve des textes de Umberto Eco, Claire Heber-Suffrin, Philippe Meirieu, Jean-Pierre Lepri... On peut obtenir le catalogue en leur écrivant : *Voies livres, 13, quai Jaïr, 69009 Lyon, tél : 04 78 83 53 83.*

(S') éduquer (pour) quoi ?

M'a-t-on appris à vivre ? Sais-je aider à apprendre à vivre ? À vivre bien ? Que puis-je apprendre pour vivre bien ?

Oui, bien vivre s'apprend ! Oui, apprendre est encore possible ! Oui, apprendre est un plaisir ! Oui, je peux aider à apprendre ! *Mais selon certaines conditions.* Pour approfondir ce genre de questions, le Créa,Cercle de réflexion pour une éducation authentique, propose une lettre mensuelle électronique gratuite ou papier contre timbres et organise une rencontre, du 28 au 31 août 2008, en Ardèche. Pour plus de précisions : *CRÉA, Les Champs Dessus, 71300 Mary, appvie-crea@yahoo.fr.*

Aveyron

Camps de vacances

L'association *Altern'Educ* propose pour cet été des camps de vacances à thème : murmurer à l'oreille des poneys (13 au 22 juillet pour 6 à 8 ans), théâtre : les deux côtés du masque (mêmes dates, 9 à 11 ans), danser la vie (mêmes dates, 12 à 15 ans), contes-aventure (24 au 31 juillet, 6 à 8 ans), le mauvais sort, jeu de rôle (mêmes dates, 9 à 11 ans), A l'eau ! randonnée aquatique (mêmes dates, 11 à 13 ans), le chemin des passibêtes (17 au 26 août, 6 à 8 ans), le village de cabanes (mêmes dates, 9 à 11 ans), tu veux taper ou tu veux ta paix ? (mêmes dates, 12 à 15 ans). Enfin l'association propose un stage intergénérationnel du 9 au 15 août destiné à parler des relations dans la famille. Détails : *Altern'Educ, Le Chant des Baumes, route de Saint-Martin, 12100 Millau, tél : 05 65 62 29 70.*

Gard

Carapa

Carapa est un éco-hameau né en 1995 dans les Cévennes. Il dispose de trois hectares achetés en GFA, Groupement foncier agricole, et de 12 hectares en usufruit. Plusieurs personnes y habitent des habitations à faible coût écologique et financier, une micro-turbine hydraulique complète la production de panneaux photovoltaïques. Aussi présents toilettes sèches, compost. L'alimentation essentiellement végétale, est en partie autoproduite. Des journées portes ouvertes sont organisées les 28 et 29 juin avec possibilité de camping, nourriture végétarienne à partager, soirée conviviale et musicale. Renseignements et inscriptions : *Carapa, Vaugran, 30480 Saint-Paul-la-Coste, tél : 04 66 30 13 42 ou 04 66 30 33 96.*

Avignon

Semer des fleurs locales

Le développement des jardins solidaires style jardins de Cocagne montre un déséquilibre entre les hommes et les femmes, ces dernières trouvant moins facilement un emploi stable après le passage dans un tel jardin. L'association *Semailles* à Avignon, a lancé une étude pour mettre en place des jardins de fleurs locales cultivées localement avec une priorité d'embauches pour les femmes. Il s'agit de proposer des fleurs solidaires en opposition avec les importations de fleurs de Hollande ou d'Afrique. Le premier jardin *Fleurs de cocagne* a été créé fin 2005. Il est possible d'acheter des fleurs sur le même principe que les paniers de légumes. Un partenariat avec Auchan permet également d'écouler des fleurs dans deux grandes surfaces locales. *Association Semailles, 5, rue du 58e-RI, 84000 Avignon, tél : 04 90 16 05 05.*

Fêtes, foires salons

> **Ardèche : 4e Epilobe.** 7 et 8 juin à Payzac entrée gratuite. Thème : Terroir ardéchois en danger. Une cinquantaine d'exposants, producteurs, artisans, associations. Conférences. *Nature et Progrès Ardèche, tél : 04 75 39 50 22.*

> **Vaucluse : 9e salon des éco-énergies.** 7 et 8 juin à Mérindol. 150 exposants, économie d'énergie, énergies renouvelables, éco-habitat, salon du livre écologique, marché biologique, conférences. Entrée gratuite. *Action Mérindol environnement, 12, rue des Cigales, BP8, 84360 Mérindol, tél : 04 90 72 38 96, www.ecoenergies.net.*

> **Maine-et-Loire : 5e fête bio.** 7 et 8 juin, au centre Jean-Carmet, à Murs-Érigné. 100 stands, 20 conférences. Entrée gratuite. *Caba-Biocoop, 122, rue de la Chalouère, 49100 Angers, tél : 02 41 60 01 61.*

> **Aude : 7e journée bio.** 8 juin, à Durban, domaine de Bonnafous. Thème de l'année : de l'alimentation à la culture, manger bio, à quoi ça sert ? *Collectif inter-associatif économique et culturel, Marianne Bancal, 10, rue des Infidèles, 11110 Coursan, tél : 04 68 46 27 51.*

> **Seine-et-Marne : Gaïa ecofestival.** 14 et 15 juin, à la base de loisirs de Bois-le-Roi. Entrée libre. Stands associatifs, débats, films, marché bio et équitable… *Franck Rolland, tél : 06 85 27 16 10.*

> **Charente-Maritime : 34e Prairial.** 14 et 15 juin, parc Jean-Macé à Aytré. Thème de l'année : transports propres et économes. *Prairial, Ville d'Aytré, BP 102, 17442 Aytré cedex, tél : 05 46 30 19 19.*

> **Limoges : 6e Coccinelle et compagnie.** 15 juin au lac d'Uzurat, 80 exposants, en clôture du Printemps bio, thème de l'année : vis ma vie d'agriculteur bio. Entrée gratuite. *Gablim, pôle de Lanaud, 87220 Boisseuil, tél : 05 55 06 46 20.*

> **Vendée : 2e Naturez-vous.** 21 et 22 juin au palais des congrès de Saint-Jean-de-Monts. Salon du développement durable, du bio et de l'éco-habitat. Marché bio, commerce équitable, institutionnels. 50 exposants. Thème de l'année : Au jardin. *Office de tourisme, 67, esplanade de la Mer, BP 207, 85162 Saint-Jean-de-Monts cedex, tél : 08 26 887 887.*

> **Saône-et-Loire : 2e écofestival de Chardenoux.** 21 et 22 juin, à Bruailles, entrée gratuite. 70 stands sur le thème "la dynamique écologique de la région", conférences de Philippe Desbrosses, Fabrice Nicolino, Jean-Marie Pelt, fête de la musique avec Steve Waring, Brigitte Menon, Jean-Marc Vignoli… *Amis de Terre du Ciel, domaine de Chardenoux, 71500 Bruailles, tél : 03 85 60 49 96, www.terre-du-ciel.fr.*

vélo

Paris

Nu-e-s contre la pollution

Le 9 juin 2007, Paris rejoignait le mouvement cyclonudiste international (voir www.worldnakedbikeride.org). Cette première manifestation qui a réuni quelques centaines de personnes plus ou moins déshabillées, a rencontré un large écho dans les médias. Elle dénonçait l'indécence de la politique des transports qui fait encore la part belle aux véhicules polluants. La nudité sert aussi à rappeler la vulnérabilité humaine face aux engins motorisés. Une nouvelle manifestation se tiendra cette année le samedi 7 juin 2008 à 14 h, au jardin de Reuilly, face à la mairie du 12e. Toutes les informations sur *www.cyclonudiste.fr*.

Manifestation à Londres.



DR



DR

ogm

Le courage de Nathalie Kosciusko-Morizet

Parce qu'elle s'y était engagée devant les associations pendant le Grenelle de l'environnement, Nathalie Kosciusko-Morizet, secrétaire d'Etat à l'écologie, a défendu devant l'assemblée nationale, le 9 avril 2008, un haut niveau de protection des cultures non-OGM. Celle-ci étant vivement contestée notamment par Jean-François Copé, président du groupe parlementaire UMP, elle n'a pas hésité à rappeler dans une interview dans le *Monde* que certains députés de la majorité n'étaient pas neutres dans ce débat, les traitant de "lâches" sur la question des OGM. Cela a provoqué une crise gouvernementale, François Fillon et Jean-Louis Borloo condamnant ses propos. José Bové a déclaré : "Ce projet est très symbolique de ce qui est en train de se passer : soit on respecte les paroles qui ont été tenues au soir du Grenelle de l'environnement soit tout tombe à l'eau. Malheureusement le Sénat et l'Assemblée nationale sont en train de tourner le dos au Grenelle de l'environnement". Beaucoup d'autres observateurs estiment que le Grenelle de l'environnement est mort. La loi qui autorise une "coexistence OGM/non-OGM" et une peine de prison pour les faucheurs est finalement passée au vote devant l'Assemblée nationale le 9 avril 2008 avec seulement une vingtaine de voix de majorité, une centaine de députés UMP choisissant de s'abstenir, preuve d'un malaise certain. Le projet de loi étant modifié, il est de nouveau en débat au Parlement (vote prévu fin mai ?). Un sondage réalisé le 12 avril 2008 indique que 78% des Français soutiennent Nathalie Kosciusko-Morizet. Comme quoi il est plus facile pour Monsanto de convaincre/corrompre des députés que la population.


DR

Nathalie Kosciusko-Morizet.

Paris

Gilles Lemaire sans logement ?

Condamné solidairement à 220 000 € d'amendes pour un fauchage en 2004 dans le Puy-de-Dôme, d'un champ de Biogemma, Gilles Lemaire, ancien secrétaire national des Verts, est depuis poursuivi par les huissiers. Il y a deux ans, une première saisie de ses biens échoue, faute de biens de valeurs dans son petit appartement parisien. La procédure se porte alors sur cet appartement. En septembre 2007, un vice de forme permet d'annuler une première demande de saisie immobilière. Le 2 avril 2008, en plein débat de la loi sur les OGM à l'Assemblée nationale, un huissier s'est de nouveau présenté pour une saisie immobilière. Faute de paiement, la saisie de l'appartement pourrait intervenir dès cet été. Pour éviter que l'argent ne bloque l'action des faucheurs, il est plus que jamais nécessaire de faire des dons à l'association spécialement mise en place pour cela : *Sans Gène, CASC, 10bis, rue Colonel-Driant, 31400 Toulouse, http://sans-gene.org*.

Après la loi, la reprise des OGM ?

En principe, il n'y a pas de maïs OGM planté cette année... mais l'adoption de la loi devrait ouvrir la porte à l'arrivée de nouveaux OGM dès 2009 (le Mon810 de Monsanto n'est pas sûr de revenir sur le marché). Et si la loi parle bien de plus de transparence, elle criminalise les faucheurs. Ceux-ci avec le soutien de la population, peuvent donc s'attendre à des procès plus musclés.

santé

Alpes-Maritimes

Huiles essentielles et botanique

L'association Hélichryse organise au domaine du Haut-Thorenc, près de Thorenc (Alpes-Maritimes) les 7 et 8 juin 2008, un stage sur l'usage des huiles essentielles. L'aromathérapie peut être utilisée dans le cadre familial, mais peut également intéresser divers thérapeutes intéressés par les médecines naturelles. Outre les soins par les huiles, seront abordés les soins par les plantes (phytothérapie) et par les jeunes tissus, les bourgeons (gemmothérapie). Elle organise également avec le Mouvement de culture biodynamique, au même endroit, les 14 et 15 juin 2008, un stage sur l'approche sensible des plantes Astéracées (anciennement "composées"), famille comportant de nombreuses plantes médicinales. *Association Hélichryse, La Commanderie, 06750 Valderoure, tél : 04 93 60 39 88, helichryse.com*.

Haute-Savoie

Journées d'été d'Alis

L'association liberté information santé organise ses journées d'été du 5 au 8 juillet 2008 au Centre international de séjour Côté Lac, à Evian. Au programme : "Les vaccins obligatoires sont inefficaces et dangereux, mais alors que peut-on faire ?" (dimanche à 9h30), "Vaccins et médecine holistique" (11h), "Mon enfant a-t-il besoin d'un pédiatre ? (lundi 9h30), "Hyperactivité, autisme, métaux lourds et vaccinations" (mardi 9h30). *Alis, 19, rue de l'Argentière, 63200 Riom, tél : 04 73 63 02 21.*

Ondes électromagnétiques

Principe de précaution

Dans une interview accordée à *20 minutes*, le 4 avril 2008, Roselyne Bachelot, ministre de la santé et de la jeunesse, réagit aux critiques sur le boîtier "Beethoven" vendu par une société pour émettre des ultrasons que n'entendent que les jeunes oreilles... et donc pour les empêcher de stationner à proximité. A propos des risques pour la santé, elle dit : "La fréquence de Beethoven est comprise entre 17 000 et 18 000 hertz : nous ne disposons d'aucune étude sur son effet. La question de son innocuité est donc posée pour les jeunes mais également pour les femmes enceintes. Puisqu'il s'agit d'une question de santé, le principe de précaution doit être mis en œuvre. Je souhaite qu'il soit purement et simplement interdit quelle que soit la forme juridique que cela prenne". Très bien, madame la ministre. Mais puisque l'on est dans le domaine des ondes électromagnétiques, penchez-vous sur les centaines d'études portant sur le téléphone portable, sur ses antennes-relais et sur le vide scientifique qui accompagne le développement de la wi-fi : vous y trouverez sans doute encore plus de sujet à promouvoir une interdiction ! A moins, bien sûr, qu'il soit plus facile d'interdire un appareil qui n'est encore commercialisé qu'au compte-goutte que de s'attaquer à un marché qui touche déjà des millions de personnes. MB.



Côtes-d'Armor

Publicités interdites

Dans le cadre de la semaine du développement durable qui s'est tenue début avril, le Smictom, syndicat intercommunal en Côtes-d'Armor couvrant 36 communes, avait prévu une campagne de publicité sur la réduction des déchets. Les affiches expliquaient qu'il fallait préférer des produits réutilisables par rapport aux produits à usage unique (rasoirs avec lames changeables contre rasoirs jetables), l'eau du robinet à l'eau en bouteille, la serpillière plutôt que les lingettes… Interrogé par l'annonceur, le BVP, Bureau de vérification de la publicité, financé par les grands annonceurs, s'est déclaré opposé à cette campagne estimant qu'elle portait "gravement préjudice à des marques identifiables de produits". L'annonceur n'a finalement accepté que deux visuels sur sept. Une décision scandaleuse, contraire aux engagements du Grenelle de l'environnement qui incitait justement à la réduction des déchets à la source, d'autant plus scandaleuse qu'évidemment le BVP n'a jamais empêché la moindre campagne pour les produits faussement "vert" ou "propre".





Le poids des fraises

Dans le cadre d'une politique de décroissance, il faut veiller à limiter les déplacements inutiles… ce qui signifie manger des produits locaux et de saison. Voici un exemple de ce que cela coûte de manger des fraises hors saison : en ce printemps 2008, avant l'arrivée des fraises locales, ce sont environ 83 000 tonnes de fraises qui ont été importées depuis l'Andalousie au sud de l'Espagne, ces fraises (cueillies vertes et sans goût) ont parcouru en moyenne 1500 km en camion. Si l'on compte 20 tonnes de charges utiles par camion, cela représente 4000 camions dont la consommation dépasse les 40 litres aux cent kilomètres soit une consommation de 2,5 millions de litres de diesel consommés. Et ceci seulement pour le transport des fraises ! Mais ce n'est pas la seule consommation d'énergie : pour obtenir des fraises le plus tôt possible, les pieds sont cultivés à l'automne, placés dans des frigos pour simuler l'hiver… puis plantés dans des serres chauffées en hiver. Pour éviter les parasites et avoir des fraises parfaites (visuellement), les plants sont arrachés chaque année et la terre stérilisée avec des pesticides puissants. Ces produits sont dangereux… mais les ouvriers ne se plaignent pas : ce sont principalement des Marocains ou des Sud-Américains sans papiers. Une consommation que l'on peut totalement supprimer en mangeant des fraises locales. Et pour déguster les meilleurs fruits, les fraises ne nécessitent que quelques centimètres de terre pour pousser et peuvent donc être cultivées en pots… même, pour les urbains, sur un balcon ou une terrasse.

Travailler moins, c'est difficile

Plusieurs personnes de la mouvance de la décroissance qui ont fait le choix de travailler à temps partiel jusqu'alors leur statut de fonctionnaire ont reçu une lettre les informant que sauf justification, les temps partiels ne sont plus accordés. Une de nos collaboratrices, institutrice à mi-temps se voit ainsi proposer un poste à plein temps à la rentrée 2008.

Bretagne

Cuisines et balades

L'association *La bonne assiette* organise du 13 au 19 juillet son neuvième stage d'été *cuisines et balades* près du lac de Guerlédan. Au programme : deux jours de cuisine bio, petites randonnées dans la région, discussions autour de la décroissance… L'objectif est de promouvoir une cuisine saine ne générant ni déchets pour le corps, ni déchets pour la nature (mis à part ce qui est compostable). Camping, dortoir ou chambre. Dixième stage du 27 au 31 octobre à Hédé, canal d'Ille-et-Rance. *La bonne assiette, 49, rue Pierre-Corneille, 35000 Rennes, tél : 02 99 32 18 87, www.bonneassiette.org.*

Lot-et-Garonne

Festival Rafistol

Du 25 au 27 juillet 2008, le festival Rafistol se tient à Bias, au domaine d'Auriolles. Au programme, de la musique bien sûr, mais aussi des associations, des collectifs, des questionneurs de conscience, des militants de la joie et autres farandoles. Le festival propose également des ateliers de recyclage, d'initiation à la réparation des vélos, à la réutilisation, une zone de gratuité, des jeux, des rires… bref tout ce qui est nécessaire à la décroissance et l'autogestion. C'est à prix libre. Contacts : *Merwan Debbabi, 44, rue Jules-Brunard, 69007 Lyon, tél : 06 20 26 28 33, http://rafistol-festival.com.*

Décroissance et nucléaire

Les organisateurs de la marche antinucléaire Londres-Genève (commencée le 26 avril 2008) et ceux de la rencontre des objecteurs de croissance à la ferme de la Batailleuse, ont décidé d'organiser deux jours de rencontres communes. Les marcheurs s'arrêteront les 13 et 14 juillet pour un séjour commun, des débats sur la question énergétique, la sortie du nucléaire… et les décroissants pourront ensuite participer à la fin de la marche vers Genève.



› Rencontres de la Batailleuse : *Jean-Luc Pasquinet, 40, quater B, rue des Ursulines, 78100 Saint-Germain-en-Laye, jlp38@wanadoo.fr* ou *Angéline Delbos, 44, rue de la Favorite 69005 Lyon* ou *Pierre Lucarelli pierre@rocade.info.*
› Pour rejoindre la marche : *Jocelyn, jocelyn.peyret@sortirdunucleaire.fr, tél : 04 79 36 13 19 ou André, andre.lariviere@sortirdunucleaire.fr, tél : 04 71 76 36 40.*



DR

Pyrénées

Contre la THT

Après une manifestation le 1er mars 2008 à Perpignan qui avait réuni plus de 10 000 personnes, ils étaient aussi nombreux le 29 mars 2008 à manifester à Girone, du côté espagnol. De nombreux élus français et espagnols étaient présents expliquant que les politiques énergétiques du futur allaient vers la décentralisation et que le projet de THT était totalement inutile.

Allemagne

Relocaliser pour économiser

Attac en Allemagne a lancé une campagne qui demande un découpage des grandes compagnies énergétiques pour confier la gestion des réseaux énergétiques à des régies intercommunales contrôlées démocratiquement. De même que dans le domaine de l'eau, on assiste à un retour à la gestion publique locale, les militants d'Attac pensent que, comme c'est le cas au Danemark, la gestion municipale de l'énergie entraînera une forte hausse de l'efficacité énergétique, des économies d'énergie et devrait permettre de tenir conjointement deux objectifs nationaux : sortir du nucléaire et diminuer les émissions de gaz à effet de serre. Raisonner en fonction des besoins des personnes et d'une collectivité locale favorise la mise en place de systèmes de production bien dimensionnés et complémentaires avec un large recours aux énergies renouvelables. Cette campagne intervient alors qu'en Allemagne, parallèlement à un fort développement des énergies renouvelables, la consommation d'énergie continue à croître (plus légèrement qu'en France) au lieu de diminuer. Pour en savoir plus : *www.attac.de/energiekonzerne/cms*

Le clan du néon

C'est en train de devenir un véritable phénomène de mode… mais qui peut provoquer de notables économies d'énergie. Des groupes s'amusent à éteindre les lampes inutiles des vitrines qui restent allumées la nuit. Pour cela, il suffit de repérer le disjoncteur le plus souvent placé à côté des lampes et d'en abaisser la manette. Prévoir un manche à balai, un bâton de ski car c'est souvent en hauteur. De belles vidéos nocturnes sont visibles sur le site : *http://clanduneon.over-blog.com*.

Savoie

Course de voitures solaires

Une course de voitures solaires est organisée du 27 au 29 juin 2008, sur le site de Technolac, au lac du Bourget. Une douzaine de véhicules seront présents sur une boucle de 4 km. Un village présentera une centaine d'entreprises et d'associations œuvrant dans le domaine des énergies renouvelables. Des bateaux solaires seront également présents sur le lac. *Solar Event, BP 258, Savoie Technolac, 50, avenue du Lac-Léman, 73375 Le Bourget-du-Lac, tél : 04 79 26 55 90*.

Drôme

Four et cuiseur solaires

L'Oasis Bellecombe assure une formation pour l'autoconstruction d'un four et d'un séchoir solaire les 14 et 15 juin 2008 dans un lieu respectueux de la planète. Les matériaux sont fournis et vous repartez avec votre four ou votre séchoir. *Oasis Bellecombe, Michel Marchand, La Combe des Bernards, 26470 La Motte-Chalençon, tél : 04 75 27 40 16.*

Eolien

Toujours plus vite ? En 2007, la production électrique des éoliennes a été de 200 TWh. Les estimations des constructeurs d'éoliennes prévoient que le cap des 500 TWh sera atteint dès 2012, ce qui représentera alors 3% de la consommation mondiale d'électricité.

Espagne : record de production. Pour le week-end venté du 22 et 23 mars 2008, la production des éoliennes a couvert 40,8 % de la consommation électrique. Un record. En moyenne sur l'année, les 15 000 MW éolien couvrent environ 10 % de la consommation.

EDF construit une centrale éolienne. EDF construit actuellement un parc de 120 éoliennes (pour 240 MW) à Ventominho. Les 76 premières ont été couplées au réseau le 21 avril 2008. C'est la plus grande centrale éolienne terrestre en Europe. Précision : Ventominho est au Portugal, pays sans nucléaire. En France, EDF construit l'EPR.

Alstom construit des éoliennes. Alstom se lance dans les éoliennes de 3MW et vient d'en installer un premier exemplaire au-dessus de Barcelone, en Espagne, en avril 2008. Alstom, qui à l'origine fabriquait des réacteurs nucléaires, est devenu en quelques années un des gros constructeurs d'éoliennes. Il a déjà installé 1500 MW en Espagne, France, Italie, Portugal, Inde, Cuba et Japon.

Bruit insignifiant. Une étude rendue publique le 3 avril 2008 par l'AFSSET, Agence française de sécurité sanitaire de l'environnement et du travail, conclut à l'absence de conséquences sur la santé du bruit des éoliennes sur les riverains. L'étude menée par les DDASS, Directions départementales de l'action sanitaire et sociale, autour des éoliennes existantes, conclut que la réglementation actuelle pour l'implantation des éoliennes est satisfaisante.

Sauver le petit éolien. La loi du 14 juillet 2007 fixe les conditions de rachat du courant électrique fourni par les éoliennes. Subtilités de la loi : pour être rachetable, le courant doit provenir d'éolienne implantée dans des ZDE, Zone de développement de l'éolien. Or la loi spécifie que ces ZDE doivent être en dehors de zones habitables. Conséquences : alors que de multiples modèles de petites éoliennes sont expérimentès pour être implantés sur les toits et les jardins en milieu urbain, celles-ci ne pourront produire que pour une consommation en direct ou sur batterie, ce qui en limite l'intérêt. Les fabricants de petites éoliennes ont lancé une pétition pour demander une révision de la loi. La pétition est notamment à l'adresse suivante : *www.krugwind.com/petition*.

Pas-de-Calais : 70 nouvelles éoliennes. 70 éoliennes ont été installées dans le canton de Fruges, en seize sites différents, totalisant 140 MW et assurant l'équivalent de la consommation électrique de 150 000 foyers. Il s'agit du plus grand parc éolien en France. Elles fonctionnent depuis le 18 février 2008.

Ille-et-Vilaine : une coopérative de particuliers. C'est une première en France (alors que c'est courant en Europe du Nord) : l'association *Eoliennes en Vilaine* a mis en place une coopérative bénéficiant de l'apport de 200 adhérents dont une trentaine de propriétaires de terrain, et la participation d'une Cigale, club d'investissement pour la gestion alternative et locale de l'épargne, pour collecter 210 000 €. Le conseil général doit compléter à hauteur de 300 000 €. Le tout va permettre de mettre en place un parc éolien coopératif de huit MW (avec quatre machines). La mise en fonctionnement est prévue pour 2011. *Eoliennes en pays de Vilaine, Le château du Mail, 1, rue du Plessis, 35600 Redon, tél : 02 99 72 39 49, http://leseoliennes.free.fr.*

Espagne

Fuite radioactive

C'est Greenpeace qui a donné l'alerte : la centrale Asco 1, qui se trouve près de Tarragone, en Catalogne, au nord-est du pays, a connu une fuite radioactive importante le 26 novembre 2007. Alors qu'Endesa, la compagnie électrique l'avait détectée, elle n'a rendu l'information publique que le 4 avril 2008 après l'annonce faite par Greenpeace. Le CSN, Conseil de sûreté nucléaire espagnole a dénoncé la rétention d'information et les données faussées qui ont été transmises : des mesures sur le site le 5 avril 2008 ont permis de savoir que la contamination avait été 100 fois plus forte. L'incident a été classé au niveau 2 et 579 personnes dont 44 élèves en visite sur le site le jour de l'accident, ont fait l'objet d'un suivi sanitaire.
Le CSN estime qu'il s'agit du quatrième plus grave incident en Espagne. Le 16 avril 2008, le directeur de la centrale a été révoqué tout comme son chef de protection radiologique. Le 24 avril 2008, 800 nouvelles personnes ont fait l'objet d'un examen médical après la découverte d'un camion contaminé en provenance de la centrale.

Bure

Festival 2008

A l'occasion du passage de la marche antinucléaire Londres-Genève (voir Silence d'avril), les opposants à l'enfouissement des déchets radioactifs à Bure, organise une fête le samedi 28 juin 2008 sur le terrain de l'ancienne gare de Luméville-en-Ornois (à 6 km de Bure), à partir de 14 h. Renseignements : *Vosges An, Hélène et Stéphane Maimbourg, 7, rue Leclerc, 88190 Golbey, tél : 06 72 55 56 96, http://vosges-a.n.over-blog.org.*

EPR

Défaillances. Le rapport de l'Autorité de sûreté nucléaire rendu public début avril 2008 indique que la structure métallique utilisée pour couler la dalle de béton qui supportera le futur réacteur nucléaire n'a pas été réalisée correctement et demande à Bouygues de prendre les mesures nécessaires pour améliorer la qualité de la dalle. Cela ne bloquera pas le chantier... mais en augmentera le coût.

Tourisme menacé ? Les nouvelles dispositions du PPI, Plan particulier d'intervention de la centrale de Flamanville où se construit l'EPR, prévoit que les lieux accueillant du tourisme dans un rayon de 10 km informent les visiteurs des mesures à prendre en cas d'alerte nucléaire. Les professionnels ne décolèrent plus et essaient de faire pression pour supprimer ces nouvelles dispositions. Les consignes doivent, par exemple, être affichée en vue à l'entrée des campings et indiquent "vous êtes dans une zone à risque nucléaire, (...) après deux coups de sirènes, vous devez rejoindre un point de rassemblement pour y prendre une pastille d'iode...". Les PPI de l'usine de La Hague et de l'arsenal de Cherbourg devraient également imposer cet affichage... ce qui risque évidemment de nuire largement au tourisme dans le Cotentin.

Tchernobyl



Du 26 au 29 avril 2008, dans le parc des Bastions à Genève, ont été exposés les portraits de très nombreux liquidateurs de Tchernobyl, morts pour sauver le monde. 300 personnes ont participé à la vigile devant l'OMS le 26 avril 2008, encerclant le bâtiment.

Minsk : jeunes diplômés en colère. 3000 étudiants ont manifesté le 26 avril 2008 à Minsk, capitale de la Biélorussie, pour protester contre l'envoi de jeunes diplômés dans les zones contaminées au sud du pays (23% du territoire), le gouvernement totalitaire niant tout risque de contamination. Les étudiants demandent que soit rendues publiques les données sanitaires sur ces zones. Les étudiants ont été rejoints par des "liquidateurs" qui protestaient contre l'absence de suivi médical et la suppression des pensions. Selon les organisateurs de la manifestation, ceux qui refusent d'aller travailler en zone contaminée sont traités comme des ennemis du régime. Sur environ 800 refus d'affectations obligatoires dans le sud en 2007, une centaine ont fait l'objet de poursuites judiciaires.

France : 132 manifestations. Pour l'anniversaire de l'accident, le 26 avril 2008, le *Réseau Sortir du nucléaire* avait lancé une campagne de commémoration décentralisée, avec un scénario identique, les manifestants portant partout le même masque. A Laval, les manifestants ont livré de la ferraille à béton pour rappeler que les autorités de sûreté ont détecté un mauvais ferraillage dans les fondations du futur réacteur EPR à Flamanville. A Cadarache (Bouches-du-Rhône), une centaine de personnes ont planté des croix devant l'entrée du site du CEA, croix symbolisant les morts de Tchernobyl... et les futurs morts en cas d'accident à Iter. A Fessenheim (Haut-Rhin), une centaine de manifestants ont une nouvelle fois demandé la fermeture de la plus vieille centrale de France. Les mobilisations ont souvent été modestes : 60 personnes à Paris, 50 à Lyon, Toulon, Bordeaux, Chambéry, Tourcoing, Strasbourg... Au total, environ 5000 personnes ont manifesté.

Corse : démissions. Le 26 avril 2008, le docteur Denis Fauconnier et le journaliste Jean-Charles Chatard ont démissionné de la commission Tchernobyl mise en place le 12 juin 2006 par la Collectivité territoriale corse. Représentants de la société civile, ils ne souhaitent plus cautionner les manipulations exercées au sein de cette commission pour cautionner le mensonge en place depuis 1986 : absence de registre des cancers, pas d'enquête épidémiologique indépendante (bien que votée à l'unanimité des 51 élus), pas de reconnaissance des victimes insulaires contaminées par le nuage radioactif. Les deux démissionnaires relèvent que suite à l'affaire des pesticides dans les bananeraies en novembre 2007, en Guadeloupe, des registres des cancers ont été ouverts en Guadeloupe, à la Réunion et en Martinique... alors que 22 ans après ce n'est toujours pas fait en Corse.

Paris

Manifestation

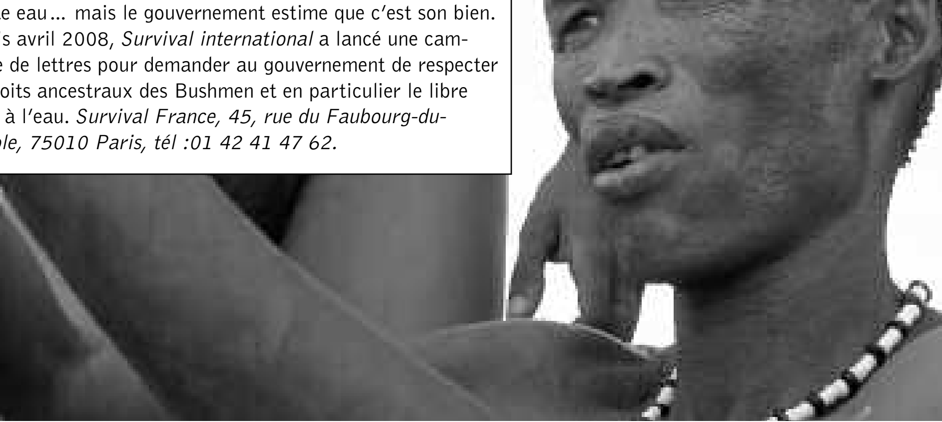
L'empereur français a décidé de fêter sa présidence de l'Union européenne par un grand rassemblement des chefs d'Etat autour du 14 juillet à Paris. Pour dénoncer son rôle de parfait commercial du nucléaire, le Réseau Sortir du nucléaire lui organise une réception. Un rassemblement est pour cela organisé le samedi 12 juillet 2008 à 14 h, place de la République à Paris. *Réseau Sortir du nucléaire, 9, rue Dumenge, 69317 Lyon cedex 04, tél : 04 78 28 29 22.*

TOUS A PARIS SAMEDI 12 juillet 2008
Rassemblement européen
Pour un monde sans nucléaire
For a nuclear-free world

Botswana

Touristes prioritaires

Des tribus Bushmen du Kalahari se voient interdire d'utiliser l'eau de leurs puits… parce que l'eau est maintenant réservée en priorité à de luxueuses habitations construites dans les réserves naturelles accueillant des touristes. Les Bushmen demandent l'autorisation d'accès à cette eau… mais le gouvernement estime que c'est son bien. Depuis avril 2008, *Survival international* a lancé une campagne de lettres pour demander au gouvernement de respecter les droits ancestraux des Bushmen et en particulier le libre accès à l'eau. *Survival France, 45, rue du Faubourg-du-Temple, 75010 Paris, tél :01 42 41 47 62.*



DR

Non au Dakar 2009

Les revues *Trek Magazine* et *Montagne Magazine* ont lancé une pétition pour demander que la course du Dakar prévue maintenant en Amérique du Sud, dans des sites naturels prestigieux, soit interdite. On peut signer la pétition en ligne : *http://trekmag.free.fr.*

Groupement d'achat contre commerce équitable

Les filières dites de commerce équitable profitent à tous les intermédiaires et finalement assez faiblement aux producteurs. L'association *Mut Vitz* a mis en place un groupement d'achat pour le café qui fonctionne de manière sensiblement différente : chaque année, elle lance une souscription pour l'achat collectif de café en provenance de coopératives zapatistes du Mexique. Le prix d'achat actuel dans ces coopératives est de deux dollars la livre soit un prix supérieur à celui offert par les filières dites "équitables" (1,45 dollar en 2007), l'association sous-traite ensuite à un transitaire pour faire arriver le café dans le Tarn d'où il est envoyé à chaque souscripteur. Le bénéfice restant est alors renvoyé aux gouvernements autonomes zapatistes du Chiapas pour le fonctionnement des dispensaires, des écoles… Il s'agit bien d'un échange, mais celui-ci ne relève pas vraiment du commerce. En 2007, l'association a ainsi distribué 8,5 tonnes de café et renvoyé au Chiapas 34 000 **€**. L'association souhaite maintenant développer en lien avec des associations toulousaines des pratiques alternatives en s'appuyant sur les savoirs zapatistes : autonomie alimentaire, jardins collectifs, argent solidaire, transmission des savoirs… *Mut Vitz, 24, avenue Guillaumet, 31500 Toulouse.*

Inde

Montagne en péril

Le Cour suprême indienne, à l'issue de recours juridiques, s'apprête à autoriser l'exploitation d'une mine de bauxite (pour en extraire l'aluminium) au sommet de la montagne Niyamgiri, dans l'Etat d'Orissa. Plus de dix mille personnes qui vivent en aval du projet minier ont manifesté leur opposition au projet. Pour eux, la montage est sacrée : c'est un temple naturel. La forêt de la montagne est source de nourriture. Les cours d'eau permettent un maraîchage respectueux des sols et la régularité des débits est assuré par la forêt. Pour contester le projet, ils s'appuient sur ce qui s'est passé un peu plus loin où une autre usine de bauxite s'est ouverte en 2004, déplaçant de force plusieurs villages, polluant les cours d'eau et les sols avec des déchets toxiques, faisant travailler les ouvriers dans des conditions dangereuses. *ActionAid, Survival, FaimZéro et Peuples solidaires* ont lancé une campagne de lettres pour demander au gouvernement indien de stopper ce projet. *Réseau Solidarité, 10, quai de Richemont, 35000 Rennes, tél : 02 99 30 60 53.*



DR

Crânes conservés au tribunal de Khikali.

Rwanda

Enfin un procès en France ! Depuis le temps que les militants demandent la vérité sur les responsabilités de la France lors du génocide au Rwanda, cela devait arriver : un procès se tiendra le 18 juin 2008 à partir de 9 h pour y juger Xavier Renou accusé d'avoir organisé un jet de peinture rouge sur Hubert Védrine, le 28 novembre 2007. Il s'agissait de rappeler que celui-ci était responsable de la cellule africaine à l'Elysée au moment du génocide. Si on commence à juger l'arroseur, nul doute qu'un jour on ne juge l'arrosé ! Plus d'infos sur *www.desobeir.net*.

Rouge Trocadero. Pour le 14e anniversaire du génocide rwandais, le 6 avril 2008, des colorants rouges ont été versés dans les bassins du Trocadéro situés en-dessous du parvis des Droits-de-l'Homme. Une action menée par le collectif *Génocide made in France* qui se bat pour obtenir la vérité sur les complicités de l'Etat français avec les auteurs du génocide. Vidéo et photos sur *www.genocidemadeinfrance.com*.

Haïti

Urgence pour les mères

Selon les statistiques officielles internationales, Haïti connaît le taux de mortalité maternelle le plus élevé de la Caraïbe, avec 630 décès de femmes pour 100 000 naissances vivantes. Ce taux ne fait qu'augmenter depuis les années 1990. Il était alors de 523 pour 100 000.
On estime que 80 % des naissances ont lieu en dehors du système de santé, tandis que 19 % des femmes enceintes n'ont aucune opportunité de se faire examiner par un médecin.
L'autre facteur qui influe sur les conditions de la maternité en Haïti est l'irresponsabilité paternelle, également dénoncée par des organisations féministes.
En Haiti, environ 47 % des mères ou femmes enceintes sont abandonnées par leurs partenaires, qui « ne prennent pas leurs responsabilités », souligne Olga Benoit, dirigeante de la *Solidarité des Femmes Haïtiennes* (SOFA), une organisation féministe qui gère depuis 1996 une clinique de femmes à Fontamara (périphérie sud de Port-au-Prince)..
Un projet de loi sur la responsabilité paternelle a été soumis l'année dernière au Parlement, qui ne s'est pas encore prononcé.

Port-au-Prince, Haïti.


DR

Parité aux élections municipales ?

Alors que la loi oblige à l'alternance sur les listes aux différentes élections, l'*Observatoire de la parité* a constaté lors des récentes élections municipales que dans les grandes villes, 85% des listes sont encore conduites par des hommes.

Pacs et mariage

Alors que le mariage continue à décliner (260 000 en 2007 contre 288 000 en 2006), c'est le Pacs, pacte civil de solidarité qui se développe : entre 2001 et 2007, on est passé de 20 000 à 100 000. Si au début, le Pacs a surtout intéressé les couples homosexuels, aujourd'hui 95 % concernent un homme et une femme. Les Pacs restent une forme juridique d'union plus légère et cela se traduit aussi dans les séparations : après six ans, 18,9 % des Pacs sont dissous contre 13,5 % des mariages. *(Population et société, mars 2008)*

Marches des fiertés gays et lesbiennes

Les marches des fiertés gays et lesbiennes se tiennent à Nantes le 31 mai 2008, à Lille, Metz, Montpellier, le 7 juin ; à Lyon, Rennes, Strasbourg, Toulouse, le 14 juin ; à Biarritz le 21 juin, à Paris le samedi 28 juin ; à Bordeaux et Marseille le 5 juillet.

Limoges

Concert Egalité mixité

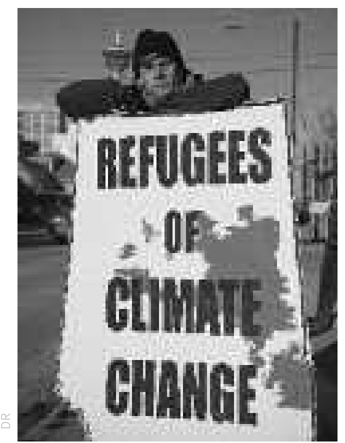
SOS Racisme Haute-Vienne et le groupe Ni putes ni soumises de Limoges organisent le samedi 14 juin à 21 h, place Winston-Churchill à Limoges, un concert gratuit et militant dédié à Martin Luther King et Rosa Parks. *Maison de la mixité, 4, allée Fabre-d'Eglantine, 87280 Limoges, tél : 05 55 35 15 65.*

Femmes et réchauffement climatique

Dans les grandes rencontres internationales (Kyoto ou Bali), peu d'associations de femmes sont invitées à débattre et à donner leurs idées sur le réchauffement climatique et ses conséquences. Pourtant, dans beaucoup de sociétés, les femmes jouent un rôle très important dans l'éducation. Elles peuvent donc aider aux changements de mentalités. Elles ont, en outre, une expérience de terrain irremplaçable.
Au Nord et au Sud, des associations de femmes luttent contre le réchauffement climatique.
Au Kenya, le *Mouvement Ceinture verte* a été créé en 1977 par Wangari Maathai (prix Nobel de la paix en... 2004). Les femmes de ce mouvement font des semis et plantent des arbres dans les régions devenues désertiques d'Afrique. Elles ont ainsi déjà replanté trente millions d'arbres !
Au Sénégal, autre exemple, des femmes développent l'agriculture biologique depuis 1982. Elles n'utilisent donc plus d'engrais et de pesticides artificiels.
Au Burkina Faso, les femmes se battent aussi pour développer la filière lait. Le Burkina est un pays d'élevage par tradition. Ce sont souvent les femmes qui produisent le lait local. La population du Burkina consomme du lait. Mais le plus souvent, elle consomme du lait en poudre acheté à l'étranger. En 2004, le Burkina Faso a importé officiellement 1648 tonnes de lait en poudre, surtout européen. Malgré le transport, il est moins cher que le lait du Burkina : il est souvent subventionné, fabriqué industriellement et très peu taxé à l'entrée au Burkina. Mais ce lait moins cher a un prix pour la planète : pour le transporter, il faut de l'énergie... Donc des émissions de gaz à effet de serre.
Au-delà des solutions techniques et scientifiques, la dimension humaine est déterminante dans la lutte contre le réchauffement climatique.
Et le genre y a donc toute sa place.
Pour faire connaître les combats de ces femmes, *Le Monde selon les femmes* vient de sortir un DVD qui raconte ces histoires. *Le Monde selon les femmes* est une organisation féministe non gouvernementale qui travaille pour l'égalité homme-femme et pour l'égalité Nord-Sud. Le DVD est accompagné d'une nouvelle littéraire *L'Or vert* de Françoise Nimal et d'un CD avec des informations sur le développement durable (le mot n'est pas toujours la chose...) et la question de genre au nord et au sud de la planète. *Le Monde selon les femmes, 18, rue de la Sablonnière, 1000 Bruxelles, Belgique, tél : 00 32 2 223 05 12, www.mondefemmes.org.* Voir aussi le site *www.mediaterre.org.*

Réfugiés climatiques et futures tensions sociales

On parle des réfugiés climatiques du fait de la montée des océans. Cependant, il y en aura aussi à cause de nouvelles zones désertifiées (Afrique subsaharienne, zones en Asie, en Amérique, en mer d'Aral et dans des régions la bordant). Selon le professeur Myers, de l'université d'Oxford, notre monde pourrait compter 50 millions de réfugiés climatiques dès 2010, et 200 millions en 2050. A l'horizon 2010, y aura-t-il un statut pour ces réfugiés climatiques ? Et surtout, n'y aura-t-il pas un risque de rejet de la part de populations locales ? L'Europe filtre déjà drastiquement l'immigration, et de nombreux médias stigmatisent l'immigration clandestine. Les populations de l'Inde et le Pakistan seront-elles prêtes à accueillir les nombreux réfugiés du Bengladesh, exposés aux inondations des villes portuaires (fonte des glaciers himalayens et montée des eaux de l'océan Indien, et également exposés aux pluies de moussons diluviennes ?).



DR

Manifestation en Alaska ... où la fonte des glaces provoque de nombreux problèmes.

D'autre part, ces réfugiés climatiques vont avoir besoin d'émigrer, ceci dans un contexte de tensions sociales dues à la remontée des famines (nécrocarburants, nécrotechnologies, et repli des boursicoteurs vers les spéculations sur les céréales).

Si la gestion des conséquences sociales du changement climatique n'est pas anticipée, elles ne feront qu'aggraver les flambées de violence, comme les révoltes de la faim. Il serait temps de préparer les populations locales à accueillir ces réfugiés, déjà en les informant, puis en mettant en place des politiques d'accueil.

Eoliennes contre effet de serre

L'Ademe, Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie, et RTE, Réseau de transport d'électricité, ont réalisé une étude pour essayer de chiffrer les économies de CO2 que provoque le développement des éoliennes en France. Une première estimation pour 2008 estime que l'éolien produira 5,5 TWh, ce qui économiserait 1,65 million de tonnes de CO_2 (sur un total d'environ 500 millions), soit 300 g par kWh produit. *(Ademe et Vous, avril 2008)*

Paris peut-il lutter contre l'effet de serre?

Lancé le 1er octobre 2007, le "plan climat" de la capitale présente nombre de limites. Après plus de deux ans d'études pour faire un bilan "carbone", il ressort que 40% des émissions proviennent du tourisme... (et 37 de ces 40% proviennent de leur arrivée par avion !). Le tourisme assurant 300 000 emplois, il ne semble pas envisageable pour le moment de vouloir fermer les aéroports. Vouloir tenir les engagements internationaux de diviser par quatre les émissions de gaz à effet de serre semble donc déjà compromis par ce seul constat. Il l'est encore plus lorsque l'on sait que la mairie n'a pratiquement aucune prise sur le transport de marchandises, que l'instauration d'un péage urbain pour les particuliers se heurte pour le moment à la loi, que la ville n'a pas non plus de prise sur les choix de consommation... tout juste peut-elle améliorer les conditions d'élimination des déchets. Si le chauffage des immeubles représente 16% des gaz, la ville ne gère que 3000 bâtiments sur environ 100 000 et ne peut qu'inciter les propriétaires à investir dans l'isolation par des aides financières. La ville n'a de pouvoir que sur ses 4600 véhicules, une goutte d'eau dans les flots de circulation. Seul avantage du "plan climat" : connaître les sources d'émissions et mesurer l'ampleur des questions posées. Mais pour les réponses, c'est une véritable révolution qu'il faudrait faire. La ville durable n'existe pas encore !

environnement

PCB

Pêcheurs sous surveillance

Alors que l'on découvre jour après jour que les cours d'eau sont touchés par la pollution aux PCB (ou pyralènes), une huile anciennement utilisée dans les transformateurs, l'Afssa, Agence française de sécurité sanitaire des aliments, vient de lancer début avril un suivi sanitaire auprès de 20 000 pêcheurs amateurs volontaires pour vérifier l'accumulation éventuelle de PCB dans leur sang. L'étude devrait se poursuivre pendant cinq ans avec analyses de sang régulières. Les pêcheurs sont ceux de la vallée du Rhône, de la Seine, de la Somme, de la Moselle, du Rhin... Mais l'affaire n'a pas fini de s'étendre. La Frapna, Fédération Rhône-alpes de protection de la nature, qui a détecté la pollution dans le Rhône, il y a déjà près de vingt ans, a détecté la pollution aussi dans plusieurs lacs alpins : lac du Bourget, lac Léman, lac d'Annecy... Avec le WWF, fonds mondial pour la nature, et FNE, France nature environnement, la Frapna a lancé sa propre campagne de mesures sur les pêcheurs afin de disposer d'éléments de comparaison avec l'étude officielle. 300 médecins de la région Rhône-Alpes ont accepté de faire le suivi gratuit de ces mesures... Mais les analyses coûtent cher et la Frapna a lancé un appel à souscription. *Frapna, 17, rue Jean-Bourgey, 69625 Villeurbanne cedex, tél : 04 78 85 97 07.*

Nantes

Un Ayraultport, ça trompe énormément

Le 12 avril 2008, environ 150 opposants au projet de nouvel aéroport à Notre-Dame-des-Landes, ont occupé un Eléphant artistique exposé dans les rues de Nantes. Ils ont déployé une banderole "Un Ayraultport, ça trompe énormément" pour dénoncer l'acharnement du maire, Jean-Marc Ayrault qui cherche à imposer un aéroport au moment où le pétrole commence à manquer, où l'on doit lutter contre les gaz à effet de serre et où Air France annonce la baisse des liaisons intérieures du fait de la concurrence avec le TGV. L'Eléphant a été également choisi pour rappeler l'expression "éléphant blanc" qui traduit en Afrique des projets démesurés souvent source de corruption. Les opposants se retrouveront pour un pique-nique géant le dimanche 29 juin à partir de midi, à Grandchamp-des-Fontaines. *ACIPA, BP 5, 44130 Notre-Dame-des-Landes, tél : 06 71 00 73 69.*



DR

> "Quelle que soit votre vénération pour les maîtres tibétains
> et votre amour pour le peuple tibétain,
> ne dites jamais de mal des Chinois.
> Le feu de la haine ne s'éteint que par l'amour et,
> si le feu de la haine ne s'éteint pas,
> c'est que l'amour n'est pas encore assez fort".
> Le Dalai Lama.

Arrivée de la flamme olympique à la gare de Nord, à Paris, le 7 avril 2008.



P-E Weck

Tibet

Jusqu'au boycott ?

Le passage de la flamme olympique dans les capitales occidentales a été l'occasion de multiples manifestations de soutien à la cause tibétaine. A Londres, le 6 avril 2008, plus de 4000 policiers n'ont pu empêcher une quarantaine d'interruptions de la course. A Paris, le 7 avril 2008, la flamme n'a pu effectuer le trajet prévu devant la multiplication des actions. Sylvain Garrel, élu Vert à la mairie, a réussi à perturber le départ de la flamme à la tour Eiffel. Reporters sans frontières a réussi à déployer des banderoles sur la tour Eiffel et sur d'autres lieux stratégiques pendant la durée de la cérémonie. Des milliers de drapeaux tibétains ont accompagné le parcours, les athlètes étant hués. La course a été bloquée devant l'Assemblée nationale par une quarantaine de députés de tous bords. Le passage à la mairie de Paris a été supprimé de peur d'une autre action. La mairie avait déployé des drapeaux tibétains. A mi-parcours, la flamme protégée par une imposante sécurité chinoise, a été mise dans un bus et escortée jusqu'à l'aéroport. 3000 policiers protégeaient la course, plus que pour l'accueil de n'importe quel chef d'Etat, ce qui a fait dire à Denis Baupin, adjoint Vert à la mairie de Paris, qu'"en donnant les jeux Olympiques à la Chine, on espérait lui donner aussi la démocratie, mais à l'arrivée, on peut craindre que ce soit nous qui ayons récupéré la dictature". Jacques Rogge, président du CIO a déclaré "Si nous laissons tout le monde affirmer ses convictions, nous allons tuer les jeux". Sans doute un démocrate ! Quant à Sarkozy qui a demandé à ce que s'ouvre le dialogue entre la Chine et le Dalaï-Lama, il s'est vite fait interpellé par les organisations patronales qui lui rappellent que nous avons de nombreux enjeux financiers en Chine. Nul doute que c'est plus important que les droits humains. Amnesty international rappelle qu'en moyenne 22 personnes sont exécutées chaque jour en Chine et que les Etats invités pourraient au moins demander l'abolition de la peine de mort. Enfin, les athlètes ont souvent manifesté leur désir de rester en dehors de la polémique. Les athlètes peuvent-ils comprendre que la vie de millions de personnes est plus importante qu'un record sportif ?

Allemagne

Référendums contre privatisation

La loi allemande autorise les référendums d'initiative populaire au niveau municipal. Pour qu'un résultat soit valide, il faut qu'au moins 25% des électeurs participent au vote. C'est ainsi qu'une pétition à Leipzig, ville est-allemande, a demandé un référendum sur la question de la vente de 49,9% de la régie d'électricité à Gaz de France. Le vote a été organisé le 27 janvier 2008. 148 767 votants (35,7% des électeurs) ont voté à 87,4% contre la privatisation. Ce n'est pas la première initiative du genre : à Hambourg, un référendum a permis de faire revenir la compagnie d'électricité sous contrôle communal ;
à Postdam, la commune a récupéré la gestion de l'eau ; à Fribourg-en-Brisgau, un référendum a empêché la vente de logements sociaux. En France, les communes ont maintenant la possibilité d'organiser de tels référendums…
Mais les résultats sont le plus souvent invalidés sur plainte de l'Etat qui conteste leur domaine de compétence.

Biens publics

Neufchâteau perd, Saint-Dizier gagne

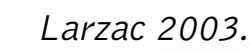
La commune de Neufchâteau (Vosges) avait été signalée dans les enquêtes de l'UFC-Que Choisir comme étant victime d'une surfacturation importante des factures d'eau par la multinationale Véolia. Le maire de la commune dénonçant des irrégularités et l'impossibilité de vérifier les coûts de la firme avait décidé de rompre le contrat et de faire revenir la gestion de l'eau sous le contrôle de la commune. Véolia a attaqué en procès pour rupture abusive de contrat… et, début février 2008, a gagné en première instance, obtenant 1,7 millions d'euros d'indemnités, soit 217 euros par habitant. La mairie a fait appel.
Par contre la mairie de Saint-Dizier (Haute-Marne) dont le conseil municipal avait décidé unilatéralement, en 2000, une baisse de la facturation de l'eau suite à une enquête similaire, a gagné en appel au tribunal de Nancy devant la même firme, en janvier 2008. La multinationale réclamait 5,5 millions d'euros.

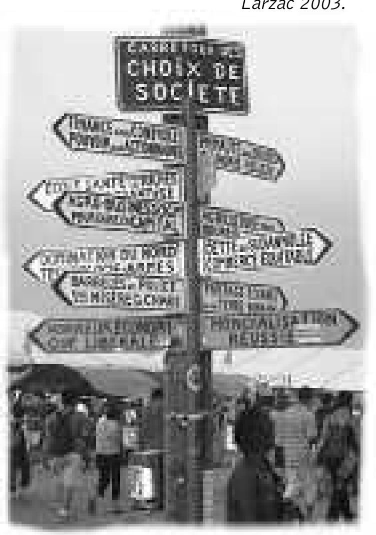
Traité constitutionnel

Le peuple c'est nous

Avant la chute du mur, les Allemands de l'Est manifestaient tous les lundis à 18 h pour dire simplement : "le Peuple, c'est nous". Ils étaient parfois une poignée, parfois des dizaines de milliers, mais ils étaient toujours là, visibles. Ce geste courageux de résistance durable est relancé aujourd'hui dans toute l'Europe pour contester le processus despotique qui se déroule avec les traités inconstitutionnels européens. Un appel circule pour que dans chaque commune, chaque ville, chaque quartier, des rassemblements aient lieu tous les mercredis à 18 h.
Ces manifestations doivent médiatiser internationalement les principales initiatives citoyennes du moment comme :

- la plainte de milliers de citoyens auprès de la Cour européenne des droits de l'homme contre l'État pour violation du droit à élire notre corps législatif, plainte d'origine citoyenne que soutient *www.29mai.eu*,
- la pétition contre le parasitisme financier, déchaîné par des institutions européennes complaisantes qui interdisent aux États de gêner la libre circulation des capitaux, pétition d'origine citoyenne que défend *www.stop-finance.org*,
- la pétition pour l'indispensable et très populaire Référendum d'initiative citoyenne, pétition et projet citoyen développés par *www.ric-france.fr*, etc.


Larzac 2003.



DR

paix

Canada

Salon de l'armement perturbé

Il n'y a malheureusement pas qu'*Eurosatory* comme salon de l'armement. A Ottawa devait s'ouvrir le 8 avril 2008, *Cansec2008*, le plus gros salon d'armement au Canada. Les forces de police avaient annoncé connaître parfaitement les opposants et savoir comment les empêcher de manifester trop près lors de l'inauguration. Malheureusement pour elles, au moins un militant a réussi à pénétrer sur les lieux et à déclencher l'alerte incendie. Le temps de s'assurer que le feu ne couvait nulle part, l'inauguration a dû être annulée. *(source : Centre des médias alternatifs du Québec)*

Bush dégoût

Cinq ans de guerre. Mars 2008 a marqué le cinquième anniversaire de l'arrivée des troupes américaines en Irak. Cela a un coût : 4000 morts, 30 000 handicapés à vie, 100 000 anciens soldats traités en psychiatrie, de nombreux suicides et 300 milliards de dollars dépensés. Du côté Irakien, probablement plus de 500 000 morts et une guerre civile qui pourrait durer.

Afghanistan : les Français contre. Après l'annonce par Sarkozy de l'envoi de renforts français en Afghanistan... annonce faire devant la parlement britannique, un sondage réalisé le 30 mars pour le quotidien *Sud-Ouest* indique que 68 % des Français sont contre. Mais la démocratie, c'est cause toujours...

Eurosatory

Initiatives distinctes

Toujours pas de convergence pour contrer le salon Eurosatory !

- les libertaires et pacifistes se retrouvent le mardi 17 juin 2008 au Carrousel du Louvres pour protester contre le repas offert aux marchands d'armes dans le plus grand musée de France.
- les Quakers (non-violents protestants) appellent à la tenue d'une vigile à Villepinte, devant l'entrée du salon pendant la durée du salon (du 16 au 20 juin).
- le mouvement de la Paix (communistes) préfère lutter de loin en organisant un pique-nique le samedi 14 juin, de 16 h à 22 h sur la pelouse de la Villette.



Affiche de l'Union pacifiste de France.

ANNONCES

Gratuites : les annonces de *Silence* sont gratuites pour les abonnés et les offres d'emplois. Pour passer une annonce, joindre le bandeau d'expédition qui entoure la revue ou un chèque correspondant à un abonnement. **Taille des annonces :** soyez le plus concis possible. Au delà de 500 signes, nous nous réservons le droit de faire des coupes. **Domiciliées :** *Silence accepte les annonces domiciliées contre une participation de 5 € en chèque.*

Entraide

■ **Bretagne sud.** Offre hébergement et repas bio pour la première quinzaine de juillet 2008 à personne souhaitant partager ce temps pour aider à divers travaux et découvrir un environnement ressourçant. Pour en parler, il suffit d'appeler au *02 97 65 77 89 (rép.).*

■ Couple de marionnettistes cherche jeune fille ou jeune homme pour s'occuper de nos deux enfants (6 et 10 ans) et nous accompagner dans nos tournées à travers la France, de septembre à juin. Nourri, logé, 400 ? par mois et vie de bohème à la clé ! *Tél : 06 10 52 29 90 ou 02 98 78 23 91.*

■ Propriétaire d'un écolieu accueillerait locataires à titre gratuit pour installer leur yourte, tipi ou cabane, en échange aides diverses : entretien, surveillance. Possibilité partage potager bio. Ecolieu dans le nord de l'Aveyron. Ce projet serait plutôt un collectif qu'une communauté. Plus d'info : *Jean-Michel et Gaëlle, tél : 01 44 75 87 42.*

■ A particulier ou association, je donne ma collection de Silence et Combat Nature. *Dominique, tél : 05 56 28 18 97* (ouest Bordeaux).

■ Venez découvrir la construction en bottes de paille ! Chantier participatif du 7 au 13 juin 2008 à Saint-Philbert-de-Grand-Lieu (44) encadré par une intervenante de l'Ecocentre du Périgord. Au programme : bottes de paille, mortier terre, enduit chaux, fabrication bauge, convivialité et bonne humeur. Hébergement et repas offerts. *Carine, tél : 06 71 72 48 06.*

■ L'association *Contrechamps*, association agissant pour le développement local et la culture dans le Limousin, locataire d'une ferme fortifiée du 17e siècle vous invite à participer à son 7e chantier de bénévoles, du 3 au 17 août 2008, chantier ouvert à tous, jeunes et moins jeunes, pour 4 heures de chantier le matin (isolation d'une grange, joints de murs, renforcement des huisseries, chauffe-eau solaire) et l'après-midi, découverte de la région et des initiatives alternatives, détente, festivités. Possibilité de venir en famille. Hébergement en camping, au cœur d'un GAEC en agriculture biologique. *Contrechamps, Trasrieux, 87460 Saint-Julien-le-Petit, tél : 05 55 69 13 18.*

Vivre ensemble

■ Invitons les personnes intéressées pour le démarrage d'un éco-lieu dans les Pyrénées-Atlantiques à nous rencontrer. Nous nous retrouvons autour d'un pêle mêle de décroissance, d'écologie, de convivialité et d'utopie politique. *Véronique et Pierre, tél : 05 59 36 14 02.*

■ Atout villages et écovillages en haute Provence proposent à trois personnes maximum à la fois la découverte de villages abandonnés pouvant convenir pour des projets d'installation ou en cours de restauration + baignades au lac de Sainte-Croix, ceci du vendredi après-midi au lundi. Ambiance amicale, plutôt pour personnes souhaitant quitter la ville. *Tél : 04 92 34 76 28 (18h à 22h30, Thierry et Didier).*

Rencontres

■ Homme, 45 ans, simple, aimable, sincère, cherche âme sœur, pour vie à deux, amour concret, chaleureux, avec des valeurs communes, dans un lieu proche de la nature, authentique et juste. Croyante appréciée. Homme de silence, il est bon d'exprimer ce qui est nécessaire ! Si le verbiage est une faiblesse, la paix est une force ! *Tél : 04 67 82 48 52 le soir.*

■ Y a-t-il quelques écologistes militants et/ou promeneurs région Argentat ? *Tél : 06 43 46 01 17.*

Recherches

■ Cherche Brassens (musique) interprété par Jean-Claude Vannier. Qui aurait ce disque ? *Tél : 04 90 65 74 48.*

■ Radio Ionosphère, nouvelle radio alsacienne (www.ionosphère.fr), cherche des animateurs-trices, techniciens-nes, producteurs-trices, voix, rédacteur-trices, personnel administratif bénévoles avec ou sans expérience, formation assurée. Envoyer CV et si possible CD ou démo avec une lettre indiquant pourquoi vous voulez faire de la radio. *Radio Ionosphère, 4, rue de la Lisière, 67500 Haguenau, info@ionosphère.fr.*

■ Suite à courrier paru dans le n°356, avril 2008, p.50 "pollution partout", Jean-Michel Manfroi cherche à joindre association (ou à créer) de nettoyages de déchets de consommation (plages, etc.). *Tél : 02 41 61 19 95.*

Emploi

■ Boulangerie-épicerie, Civrieux-d'Azergues (Rhône) offre emploi à temps complet CDD deux mois puis CDI à personne dynamique, autonome, motivée par l'écologie, avec expérience de la vente en magasin, résidant dans le secteur pour vente et animations à la boutique et sur les marchés (permis B obligatoire), commandes, mises en rayon, ménage, petites travaux de manutention. *Tél : 04 78 43 76 39.*

Logement - terrain

■ Cherche une maison de village avec terrain, travaux acceptés, ou une bâtisse en partie en ruines, avec grand terrain nu, 5000 m² ou plus. Budget 80 à 110 000€. Gard, Hérault, Aude, Pyrénées-Orientales, Alpes-de-Haute-Provence, sud Hautes-Alpes. *Tél : 04 67 82 48 52.*

■ **Lot.** Vends maison 90 m² habitables + grenier aménageable, terrain 2000 m² attenant, pré, verger (option : + 6000 m² et écurie 3 boxes) dans hameau orientation écologique avec deux familles (apiculteur bio), 5 km de Figeac. Cadre naturel idéal. Valeurs humaines, convivialité, respect environnement souhaités. *Tél : 05 65 34 78 91, 06 86 99 51 36.*

■ Dame, la quarantaine, cherche mobilhome ou petite maison, loyer maxi 300€, avec source et jardin dans joli paysage. Intéressée côté Digne, également départements 05 04 07 84 83 34... Ouverte aussi à colocation. *Tél : 06 83 03 29 90.*

■ **Vendée.** Vends un ensemble immobilier comprenant une maison (170 m2), ossature bois bioclimatique (capteurs solaires thermiques 16m² + photovoltaïques 16 m²), un atelier 100 m², un hangar (120 m²), sur terrain boisé de 5000 m². 320 000 €.
Pour plus de renseignements :
pierre-vignaud@orange.fr.

■ **Ventoux-Sud.** Pour amoureux de la nature, vends beau lieu en montagne (920 m), maison 140 m2 + 3,5 ha de forêts. Eau par récupération et projet d'adduction en cours. Electricité solaire. 250 000 €. *Tél : 04 90 64 00 86 ou 06 18 89 75 95.*

A vendre

■ Vends revue *Trad Magazines*, n°69 à 108 (janv 2000 à août 2006). 100 €. *Tél : 03 85 25 84 44.*

■ A vendre deux vélos cyclotourisme Giant (porte bagages avant et arrière, frein à disques, guidon multipositions, selle confort, 24 vitesses, très léger), vendus avec ou sans sacoches, très peu roulé, état neuf. 1150 € par vélo. *Tél : 06 30 91 00 66 Jean-Michel et Gaëlle (Paris).*

Publicité

Lille : ils se dénoncent. Déçus de ne pas être interpellés après un barbouillage public réalisé sur le Grand Boulevard, le 22 avril 2008, six déboulonneurs, accompagnés par une trentaine de témoins, se sont ensuite rendus au commissariat pour se dénoncer.

Amiens : forte amende. Deux déboulonneurs qui avaient écrit "pollution mentale" sur un panneau publicitaire le 27 octobre 2007 sont passés en procès le 29 avril 2008. Le tribunal correctionnel les a condamnés à 600 € d'amende chacun, la plus lourde peine prononcée pour le moment.

Sans logement

Depuis le 1er janvier 2008, est entrée en vigueur la loi sur le droit au logement opposable permettant aux préfets de réquisitionner des logements vacants. Dans les faits, au bout de trois mois, 14 000 demandes ont été déposées, mais les associations analysent que ce ne sont souvent pas les plus prioritaires. La difficulté à faire les réquisitions fait que l'Etat estime que seulement 65 000 logements tombent sous le coup de la loi… alors que selon l'association Droit au logement 120 000 personnes sont menacées d'expulsion et que 600 000 personnes sont mal logées. Le problème est donc loin d'être résolu.

Lyon et Paris

La marche des parapluies

Pour rappeler que l'on se doit de protéger les réfugiés, l'association *Forum Réfugiés* organise le vendredi 20 juin 2008, à Lyon, une cinquième marche des parapluies. Celle-ci se terminera cette année à Villeurbanne où elle sera accueillie par la fête nationale des arts de la rue. A Paris, le même jour, une mise en scène se tiendra place de la République où avec l'aval de la ville, la statue centrale sera habillée de parapluies blancs. Un rassemblement se tiendra en fin d'après-midi. *Forum Réfugiés, BP 1054, 69612 Villeurbanne cedex, tél : 04 78 03 74 45, www.forumrefugies.org.*



Fin du chômage ?

Actuellement, l'ANPE radie déjà 1500 chômeurs par jour pour refus d'accepter un emploi. Le gouvernement projette d'obliger les chômeurs à accepter n'importe quel travail du moment que cela leur assure au moins 70% de leur ancien salaire (et donc plus que leurs indemnités en début de chômage) et qu'ils aient moins de deux heures de trajet par jour.
En changeant ainsi régulièrement les règles qui définissent le chômage, les gouvernements successifs nous font miroiter qu'il y a de moins en moins de chômeurs et de plus en plus de travail… Une illusion totale : si l'on va vers le zéro chômeur, on va aussi vers le 100% emploi précaire. Le collectif *Les autres chiffres du chômage* rappelle quelques réalités : le chiffre communiqué dans les médias ne correspond qu'à la catégorie 1 de l'ANPE soit 1,9 million de personnes début mars 2008… alors qu'il y a 3,85 millions d'inscrits à l'ANPE et que l'on estime qu'il y en a autant qui ne font plus la démarche de s'inscrire car ils n'ont droit à aucune indemnité… au total, on arrive à une personne sur quatre en âge de travailler qui est en recherche d'un emploi soit parce qu'elle n'en a pas, soit parce qu'elle travaille à temps partiel et cherche à travailler plus (pour effectivement gagner plus !). Le collectif *Les autres chiffres du chômage* montre ainsi que la baisse depuis 2005 est purement fictive : il ne s'agit que d'une dérive statistique. Le nombre de personnes en difficulté vis-à-vis de l'emploi est au mieux stable sinon en hausse.


En tête à tête avec l'ANPE.

"Est-ce qu'un pays qui déresponsabilise la délinquance financière mais qui met en prison les enfants et les malades mentaux est encore une démocratie ?"
Christiane de Beaurepaire, psychiatre à la prison de Fresnes, *Libération*, 1er avril 2008.

Vers un salaire maximum ?

Comment ne pas être choqué par les parachutes dorés des patrons licenciés, par les primes diverses qu'ils s'accordent… D'où des débats sur la notion d'un salaire maximum. Pour le moment, si rien n'existe en France, le 1er janvier 2009, quelques mesures sont mises en place aux Pays-Bas suite à une campagne menée par les travaillistes au pouvoir : les salaires de plus de 500 000 € annuels seront surtaxés de 30 % (en plus de l'impôt sur le revenu qui est déjà de 52 % au-delà de 250 000 € annuels). Une autre proposition y est débattue : que personne ne puisse gagner plus que le premier ministre (185 000 € annuels actuellement). Pour rappel : le seuil de pauvreté en France est de 10 000 € par an. Sept millions de Français vivent avec moins.

Ile-de-France

Sans papiers en grève

Une grève inédite a débuté mi-avril en région parisienne, avec le soutien de plusieurs syndicats : plus de 530 personnes disposant d'un contrat de travail mais étant pour une raison ou une autre sans-papier aujourd'hui se sont mises en grève pour demander une régularisation. La plupart travaillent dans les secteurs de la restauration, du gardiennage et du nettoyage, des secteurs qui n'arrivent pas à trouver suffisamment d'employés. Une situation qui met en lumière l'hypocrisie de la politique gouvernementale : quand on manque de bras, on est bien content d'exploiter une main-d'œuvre à bon marché. Certains des grévistes ont des contrats de travail depuis plus de quatorze ans.

Pierre Rabhi : pénuries alimentaires, les solutions existent !

Depuis les années 1970, Pierre Rabhi alerte sur l'impasse alimentaire que provoque la mondialisation. Aujourd'hui, fragilisées, notamment par le prix du pétrole, les filières de production sont en crise... Pourtant les alternatives existent.

Les faits

La hausse des prix des denrées alimentaires de base a connu une accélération vertigineuse dans plusieurs dizaines de pays dits "en développement" en Asie, Afrique, Amérique Latine et Caraïbes depuis mars 2008. La facture des importations céréalières des pays pauvres a connu une hausse de 37% en 2007 et devrait augmenter de 56% en 2008, selon la FAO, Organisation de l'ONU pour l'alimentation et l'agriculture*. Récemment, le cours mondial du riz s'est envolé de 40% en trois jours. Cette hausse, que beaucoup jugent structurelle, plonge dans l'insécurité alimentaire des millions de personnes, citadines notamment. "Le prix moyen d'un repas de base a augmenté de 40% en l'espace d'une année dans certains pays africains", estime Jacques Diouf, directeur de la FAO**. GG

* "Hausse des prix dans 37 pays : la FAO s'inquiète", *www.nouvel.obs.com*, 14 avril 2008.
** "La hausse des prix agricoles, une chance pour l'Afrique ?", Jacques Diouf et Jean-Michel Severino, *Le Monde*, 17-04-08.

S!lence : **quelles sont les causes de la pénurie alimentaire actuelle dans les pays du Sud ?**

Pierre Rabhi : Depuis de nombreuses années, les pays du Sud sont soumis à la pression de la mondialisation. Celle-ci les a incités à faire des cultures spécialisées destinées à l'exportation et ceci s'est fait en partie par l'abandon des cultures vivrières, mais aussi par la déforestation pour gagner de nouvelles terres. La déforestation favorise l'érosion et les problèmes surgissent ensuite. J'ai donné l'alerte sur la fragilité de ce système agricole il y a déjà longtemps. Pendant longtemps, les inconvénients de cette politique ont pu être masqués parce que, bon an mal an, il y avait des résultats positifs ou négatifs selon les régions du monde. Mais aujourd'hui tous les indicateurs sont négatifs et la crise alimentaire mondiale est en route.

Par exemple, les intrants — les engrais et les pesticides — dont l'usage ne remonte qu'à quelques dizaines d'années, ont des prix liés à celui du pétrole. Il faut beaucoup de pétrole pour fabriquer des engrais. Le pétrole devenant plus cher, aujourd'hui les paysans ne peuvent plus suivre. Comme à ceci s'ajoutent des phénomènes de sécheresses durables (depuis les années 70 dans le Sahel), des problèmes d'érosion, d'invasion par des insectes… Tout contribue à aller vers une amplification de cette crise.

Cette pénurie peut-elle s'étendre dans les pays occidentaux ?

Cette crise va rapidement nous toucher. L'Europe de l'Ouest, bien que grosse productrice, dépend énormément des importations pour son alimentation. Or ces importations sont liées doublement au pétrole : pour la production avec les intrants, mais aussi pour les transports. Le fait que notre agriculture se soit spécialisée, en séparant les lieux de production des céréales, des fruits et légumes, des élevages… conduit à une multiplication des transports. La plus grosse part de la nourriture des élevages hors-sol provient des



Fanny Dion

Pierre Rabhi.

pays du Sud. Les crises agricoles sont lentes, liées au rythme des saisons, et ce qui se passe en ce moment sur les prix agricoles n'est que le début du mouvement.

Que faut-il envisager pour sortir de cette crise ?

Pour sortir de cette crise, il faut remettre en avant une agriculture écologique, c'est-à-dire une agriculture qui favorise la ferme à taille humaine, qui sait gérer les équilibres avec le biotope local, qui s'appuie sur une mixité entre culture agricole, forêt et élevage. Une ferme agro-sylvo-pastorale. Cette ferme doit être économe en énergie, ce qui signifie probablement qu'elle aura très peu recours à la mécanisation, que dans son cheptel, elle aura des animaux de trait et qu'elle s'appuiera pour la plus grande part sur l'énergie métabolique, c'est-à-dire l'énergie que nous produisons

en travaillant, aidés par des animaux. Un cheval sur une ferme, cela coûte parce que cela mange, mais cela produit aussi du fumier qui une fois composté va aller enrichir le sol et favoriser les cultures dont une partie va nourrir le cheval et le fermier. C'est un excellent équilibre.

Pour revenir à l'équilibre, il faut aussi prendre conscience que l'on est passé d'un régime où l'on mangeait essentiellement des protéines végétales à un régime qui consomme de plus en plus des protéines animales. Or pour produire des protéines animales, il faut transformer sept à dix fois plus de protéines végétales. Sans aller vers un régime végétarien strict — je ne suis pas végétarien — il faudrait veiller à ne pas dépasser 20% de protéines animales.

Ces protéines animales doivent provenir de la ferme où l'animal vit dans les prairies, et est nourri à l'herbe et non, comme aujourd'hui, où il est élevé hors-sol, avec la nécessité de recourir à des ensilages, des protéines importées et des technologies extrêmement lourdes sur le plan écologique.

Ceci doit s'accompagner d'une relocalisation de la distribution alimentaire, ici comme au Sud. Aujourd'hui cultiver un jardin est devenu un acte politique. Si on ne peut le faire soi-même, on peut aussi accompagner ceux qui sont le plus proche de nous (en développant des initiatives comme les Amap). Il faut que l'on diminue les distances parce que c'est une source de consommation d'énergie, mais également une source de gaspillage. Si l'on n'a pas de jardin, il faut retourner faire ses courses sur les marchés ou dans les petits magasins, car les grandes surfaces sont dans une logique de gain d'argent qui les conduit à chercher toujours plus loin les produits les moins chers, une démarche qui déstabilise les productions locales et qui participe à la crise actuelle.

La crise est amplifiée par les spéculateurs. En une journée, le prix du riz s'est envolé de plus de 30%. Comment sortir de cette logique de "marchandise" ?

Il est assez incroyable de voir que nos élus n'arrivent pas à comprendre que nous avons besoin de manger, de boire avant toute autre chose. Je ne sais pas comment cela peut se traduire exactement, mais nous devons redéfinir ce que sont les "biens communs" de l'humanité. Il y a la nourriture et l'eau au moins. Il faut que les décideurs essaient de faire en sorte que ces "biens communs" échappent aux enjeux financiers et aux spéculateurs.

Je suis allé faire un voyage en Roumanie, invité par l'Eglise orthodoxe, intéressée par la démarche que nous avons initiée ici au monastère de Solan (1). Il y a encore des centaines de monastères dans le pays, et la population rurale est encore très importante, avec des pratiques très proches de ce qu'il nous faudrait faire. Les paysans roumains sont aujourd'hui confrontés à des choix technocratiques de l'Union européenne qui les incite à se lancer dans la course à la mondialisation comme c'est déjà le cas en Europe de l'Ouest. L'Eglise orthodoxe souhaite que ses monastères deviennent des lieux pour soutenir les pratiques agricoles actuelles. Mais il faudrait qu'ici, en Europe de l'Ouest, on prenne conscience de ce qui passe à l'Est : c'est eux qui ont la solution pour notre agriculture.

Nous sommes confrontés à des offensives technocratiques de plus en plus insensées : les OGM, les agrocarburants, la confiscation des semences comme le montrent les procès contre Kokopelli… Et cela s'ajoute à d'autres problèmes qui menacent l'agriculture comme actuellement la disparition inquiétante d'un grand nombre d'abeilles. Les abeilles nous permettent de pro-


Les Amanins

Le centre des Amanins dans la Drôme (voir S!lence n° 351).

L'échec du développement durable ? L'exemple des agro-carburants

La pénurie alimentaire mondiale est largement la conséquence des choix agricoles et commerciaux faits depuis plusieurs décennies : encouragement de l'industrialisation, promotion des cultures à l'exportation et depuis peu politique de "développement durable" basée sur la production massive d'agrocarburants au détriment des besoins en nourriture. Ces politiques agricoles ont le point commun d'être toutes favorables aux intérêts de quelques multinationales...

La production massive d'agrocarburants (déjà 1% des terres agricoles mondiales !) constitue un facteur de pression sur les terres agricoles qui met en concurrence leur usage pour la nourriture des populations — pauvres notamment — et pour la fourniture en carburant des populations riches. Jean Ziegler, rapporteur spécial des Nations unies pour le droit à l'alimentation parle d'un "crime contre l'humanité" *.

Et pourtant, le développement des agrocarburants constituait le parfait exemple d'une démarche de "développement durable" appliquée au domaine des transports : il permettait d'apporter une "solution" technologique aux problèmes posés par la raréfaction du pétrole et à la mauvaise image donnée par son impact sur le climat, sans rien changer à nos modes de vie et d'organisation collective, aux rapports de force en place, ni au monopole des multinationales.

Les agrocarburants étaient le débouché rêvé pour les entreprises qui jusqu'ici exploitaient et commercialisaient le pétrole, et qui ont besoin de trouver de nouveaux débouchés pour poursuivre leur croissance économique. GG.

* "Emeutes de la faim : les biocarburants, un crime contre l'humanité", *Libération,* 14 avril 2008.

(1) Monastère de Solan, route de Cavillargues, 30330 La Bastide-d'Engras, tél : 04 66 82 94 25.

duire environ 30% de notre alimentation. En partie par le miel, mais surtout par le rôle important qu'elles jouent dans la pollinisation. Sauver les abeilles est une priorité. Replanter des haies, des bosquets, pour redécouvrir les apports des forêts sur les équilibres des écosystèmes est aussi une urgence. Ici comme ailleurs. Les arbres présents au sein des cultures luttent contre l'érosion, constituent des réserves en eau, abritent une faune utile pour le biotope local…
Quand, il y a maintenant une vingtaine d'années, j'avais été en relation avec Thomas Sankara, alors président du Burkina Faso, j'avais proposé un plan de développement agroécologique pour le pays et le président burkinabé avait bien compris les enjeux à venir dans un pays en proie à la désertification. J'avais même proposé que l'armée soit utilisée pour mener des travaux de reforestation, de conservation de l'eau… Pour une fois, nous avions un dirigeant africain lucide. Mais il a été assassiné. Malheureusement comme souvent quand on a un dirigeant conscient.

Comment faire passer le message au plus grand nombre ?

A mon modeste niveau, je fais de la formation partout où on me le demande depuis déjà quarante-cinq ans. Comme je ne sais pas encore combien de temps il me reste à vivre, j'essaie de transmettre au plus grand nombre en soutenant différentes initiatives. Nous avons ainsi construit le Centre des Amanins dans la Drôme qui ouvre ce printemps et qui doit accueillir de nombreuses personnes (2). Avec l'association Terre et Humanisme (3) nous formons des personnes depuis de nombreuses années à l'agroécologie. Les idées de l'agroécologie ont été reprises dans de multiples initiatives (Oasis en tous lieux, monastère de Solan…). Beaucoup de personnes dans le monde en arrivent aux mêmes conclusions et c'est pourquoi nous avons lancé un *Mouvement international pour la Terre et l'Humanisme* pour nous entraider, nous rencontrer, échanger, et diffuser le plus rapidement les solutions qui existent (4).
Il est tout à fait regrettable de voir que, pour beaucoup, l'écologie est encore un élément de réflexion parmi d'autres. L'homme vit au sein de la nature et l'écologie représente la connaissance de cette relation. Elle est à la base de tout. Il ne s'agit donc pas de rajouter l'écologie dans un système de pensée qui a conduit à la situation actuelle, mais d'essayer de bâtir un nouveau paradigme en partant de la vie, du vivant, de la nature, donc de l'écologie.
Bien sûr, il y a urgence. Mais cette urgence commence à être de mieux en mieux perçue. Je suis toujours étonné quand je retrouve des dirigeants, à quelques années d'écart, de voir, par exemple au Maroc, comment les choses évoluent vite.
Nous sommes intelligents, nous avons une conscience. Il faut donc s'en servir et réfléchir sur les moyens de passer de la crise actuelle à un monde en bonne relation avec son environnement. Et cela commence par l'agro-écologie dont j'ai fait la promotion toute ma vie.

Propos recueillis par Michel Bernard ■

› Une menace sur la paix mondiale ?

Les révoltes de la faim qui ont eu lieu dernièrement dans de nombreux pays ont parfois été la scène de violences spectaculaires... Cette pénurie alimentaire, avec les révoltes qu'elle induit, constitue en effet un potentiel de violences supplémentaire, facteur de guerres civiles et d'instabilité géopolitique mondiale. "Sans mesures d'urgence et de fond, nous assisterons à des émeutes de plus en plus violentes, à des mouvements migratoires de plus en plus incontrôlables, à des conflits de plus en plus meurtriers, à une instabilité politique croissante.
Les ingrédients d'une crise majeure sont réunis et la situation peut se dégrader très vite". Celui qui écrit ces mots est un certain Jacques Chirac...*. GG

* "Crise alimentaire : des solutions existent", *Le Monde*, 17 avril 2008.


Les Amanins

L'école du Colibri au centre des Amanins (voir S!lence n° 351).

(2) Les Amanins, Centre de séjour en agroécologie, 26400 La Roche-sur-Grâne, tél : 04 75 43 75 05, www.lesamanins.com. Nous avons publié un reportage sur ce centre dans *S!lence* n°351.
(3) Terre et Humanisme, mas de Beaulieu, BP 19, 07230 Lablachère, tél : 04 75 36 64 01, www.terre-humanisme.org.
(4) Mouvement international pour la Terre et l'Humanisme, 1, carrefour de Longchamp
75116 Paris, tél : 01 42 15 50 17, www.mvt-terre-humanisme.org ou www.mthblog.org.

Choix énergétiques, choix de société

Comme toute option humaine, un choix énergétique n'est jamais neutre au moment où il est effectué, ni ensuite, par ce qu'il empêche et par ce qu'il permet.

Le concept même de technique relève d'interactions entre le monde objectif et le monde humain . La technique est donc évolutive et marquée par l'histoire humaine, de même qu'elle marque en retour cette histoire.
A la lumière de l'anthropologie, la technologie apparaît alors comme la science humaine des techniques. *"La technique est un acte sur le réel, initié à partir d'une culture et sanctionné par le jugement d'autrui. De ce fait, la technique échappe, au moins partiellement, à la tutelle des sciences de la nature. La technique, enfin, produit la culture, tout en étant un acte culturel soumis à la contrainte de l'histoire et de la société"* (1).

La technologie n'est pas une science de la nature

Le comportement technique n'étant pas une science naturelle, tout ingénieur devrait prendre conscience que les grandes écoles dites "scientifiques" sont avant tout techniques. On y enseigne les techniques que les maîtres de la société ont *déjà choisies* comme étant les plus utiles et les plus pertinentes par rapport aux buts recherchés par ceux-ci. Cette observation est d'un grand intérêt pour pointer le caractère d'une affirmation technocratique comme : *"C'est le nucléaire ou la bougie !"*
Prendre conscience des dimensions sociale et systémique des techniques permet d'éviter l'erreur qui consiste à faire des travailleurs les premiers responsables de ce qu'ils produisent. S'interroger sur le sens du travail et de la production, ce n'est pas s'adonner à une rhétorique à la Nicolas Hulot (*"Nous sommes tous responsables »*… il n'y a donc aucun responsable particulier !), qui convient si bien aux maîtres de l'organisation capitaliste marchande qui régit la planète.

L'énergie et la société

En France, nous avons une bonne illustration de la dialectique entre politique énergétique et démocratie avec l'exemple de l'électronucléaire. Son histoire remplit plusieurs volumes et nous nous contentons ici de donner quelques coups de projecteurs.
L'utilisation de l'énergie nucléaire pour produire de l'électricité s'est appuyée sur des technologies issues des applications militaires qui ont conduit, en 1945, aux tragédies d'Hiroshima et de Nagasaki. Comment ses promoteurs et leurs serviteurs étatiques s'y sont-ils pris pour rendre cette technique acceptable ? Par le secret et le faux sans réplique.

> *"Le secret généralisé se tient derrière le spectacle, comme le complément décisif de ce qu'il montre et, si l'on descend au fond des choses, comme sa plus importante opération. Le seul fait d'être sans réplique a donné au faux une qualité toute nouvelle. C'est du même coup le vrai qui a cessé d'exister presque partout, ou dans le meilleur cas s'est vu réduit à l'état d'une hypothèse qui ne peut jamais être démontrée."*
> Guy Debord, *Commentaires sur la société du spectacle*
> Editions Gérard Lebovici, Paris, 1988.

Par ces méthodes, directement transposées du militaire au civil, se dévoile l'obsession première des dirigeants de l'Etat, qui consiste à obtenir et à conserver l'accord d'une majorité de la population… ou au moins son silence (2) :

- Lorsqu'il s'est agit, dans les années 1950, de poursuivre les recherches en vue de fabriquer des bombes H ainsi que de s'engager sur la voie du nucléaire civil pour produire l'électricité, on a vu apparaître dans le discours médical officiel la notion d'une limite de dose d'irradiations en dessous de laquelle celles-ci seraient inoffensives pour l'être humain. Il se trouve qu'ici comme dans d'autres cas (Cf. certains produits de l'industrie chimique), l'existence d'une limite inférieure de dose nocive pour la santé n'a aucun fondement scientifique réel.
- Le 28 mai 1959, l'Organisation mondiale de la santé (OMS) a ratifié un accord avec l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), par lequel la première s'engage à ce que toute réalisation d'enquête sur les effets sanitaires des radiations nucléaires soit soumise à l'approbation de la seconde et que dans tous les cas la confidentialité soit respectée ; autrement dit, les instances mondiales chargées de la santé sont dans un rapport de subordination vis-à-vis de l'autorité de régulation du développement nucléaire industriel, elle-même soumise au militaire.

(1) Christophe Dejours, *Le facteur humain*, PUF, Paris, 1995.
(2) Jean-Philippe Desbordes, *Atomic Park*, Actes Sud, 2006.



Plus près de nous, on se souvient du curieux respect des frontières françaises par le nuage radioactif issu de l'incendie du réacteur nucléaire de Tchernobyl en 1986, par la grâce de l'autorité nationale de protection contre les rayonnements ionisants.

La gravité potentielle d'un accident nucléaire et la crainte, par le pouvoir, des réactions d'une opinion publique tenue depuis l'origine à l'écart de tout débat démocratique, conduisent une société nucléarisée à devenir plus policière qu'une autre. Il est permis de se demander si cette source d'énergie est vraiment compatible avec la transparence et la démocratie…

Les décisions concernant le programme électronucléaire français ont été préparées par une sorte de discret parlement interne institué par les dirigeants du secteur nucléaire (“les nucléocrates”) (3), chargé de conseiller le gouvernement et qui s'est réuni régulièrement entre 1955 et l'orée des années 1980, la “Commission Péon” (Commission consultative pour la production d'électricité d'origine nucléaire). Il en est résulté le lancement en 1974, par un véritable coup de force, du programme électronucléaire français, sans débat public ni vote à l'Assemblée Nationale. Son objectif était moins de répondre aux besoins nationaux que de mettre en place, grâce aux commandes publiques, un capitalisme nucléaire privé apte à participer à la course aux contrats internationaux, sans considération pour la prolifération.

Il est permis de se demander quelles seraient les performances et la place des énergies renouvelables si elles avaient depuis longtemps, comme le nucléaire, bénéficié d'environ *80 % des fonds publics* de recherche et développement du domaine énergétique…



Au prétexte du climat…

Si le coup de force de 1974 a été orchestré par la Commission Péon dans le contexte du choc pétrolier de 1973 et de la panique consécutive, celui d'aujourd'hui s'appuie sur la nécessité de diviser au moins par deux les émissions de gaz à effet de serre dans le monde d'ici 2050 (4) pour que le réchauffement climatique ne devienne pas incontrôlable et remette en cause la présence même de l'humanité sur terre. Les nucléocrates nous assènent que leurs centrales n'émettent pratiquement pas de gaz carbonique (CO_2) et qu'il suffirait de les multiplier pour régler le problème. Outre qu'il s'agit d'un pur argument d'opportunité – ces gens ne montrent pas une telle sensibilité écologique à propos de l'accumulation des déchets radioactifs –, ce plaidoyer *pro domo* ne résiste pas à l'examen.

L'association “Global Chance » a établi le scénario énergétique *Sunburn* (5), qui envisage un programme international extrême de remplacement des centrales électriques à charbon et à gaz du monde entier par des centrales nucléaires nouvelles pour couvrir les besoins d'électricité de base (7500 heures/an de fonctionnement par réacteur). Par rapport à ces besoins, tels que prévus par l'Agence internationale de l'énergie (AIE), il faudrait *quadrupler* la capacité nucléaire mondiale dès 2030, soit mettre en service à cette échéance 1215 réacteurs nucléaires de 1000 mégawatts. Malgré son ambition, ce programme n'éviterait que 9% des émissions de CO_2, qui auront alors progressé de 60%, par rapport aux prévisions de l'AIE. Il faudra trouver autre chose…

Une société privée de débats

On s'obstine, en France, *“à confondre dans les faits politique énergétique et production d'énergie, production d'énergie et production d'électricité, production d'électricité et production d'électricité nucléaire”* (6). Nos politiques énergétiques sont inadaptées aux enjeux. Cela s'explique largement par l'idéologie productiviste et la confiance aveugle dans le progrès technique qui caractérise nos sociétés industrielles modernes. Ce phénomène est amplifié par une organisation très centralisée et par le pouvoir conféré à ces féodalités technocratiques que sont le Conseil général des Mines pour la politique énergétique et celui des Ponts et Chaussées pour la politique des transports, qui confisquent l'intérêt général et privent de pouvoir les collectivités territoriales, les citoyens et les consommateurs, renforçant celui des lobbies industriels et affaiblissant toujours davantage la démocratie.

Le choix et le développement des ressources énergétiques mettent en jeu de plusieurs façons l'organisation même de la société. C'est une décision qui déborde de tous côtés les compétences de l'économiste et du technicien. Le pouvoir politique s'est constamment dérobé devant sa responsabilité, faisant confiance à ses “experts” très intéressés à la promotion de leurs “produits”, si tant est que le personnel politique n'y soit pas lui-même intéressé vu le degré inédit de fusion entre l'économie et l'Etat sous le néolibéralisme régnant. Les mécanismes politiques traditionnels sont inadaptés face au cancer de la toute-puissance technicienne : le nucléaire en est un exemple, par son extrême dissymétrie entre une technique très étroite d'un côté quant au nombre de personnes capables de la comprendre et de la



Toit solaire.

(3) Philippe Simonnot, *Les nucléocrates*, Presses universitaires de Grenoble, 1978.
(4) Il faut une division par un facteur 4 dans les pays développés, compte tenu de leur responsabilité historique dans le phénomène et pour permettre aux populations des autres pays d'accéder à un bien-être raisonnable.
(5) Benjamin Dessus et Philippe Girard, *Le scénario SUNBURN de relance du nucléaire mondial*, Article, Les cahiers de Global Chance n°21, mai 2006.
(6) Benjamin Dessus et Hélène Gassin, *So Watt ? L'énergie : une affaire de citoyens*, Editions de l'aube, 2004.

L'EPR, un chantier école ?

Rien ne va plus dans le domaine du nucléaire : les rapports se multiplient sur le risque de la perte de savoir dans un domaine où le recrutement est de plus en plus difficile.

Selon un rapport commandé par le groupe des Verts au Parlement européen, l'avenir du nucléaire semble peu probable… car il y a de moins en moins de personnels formés et d'industries existantes pour assurer une suite éventuelle aux actuels réacteurs (1).
Aux Etats-Unis, alors que l'on comptait 65 formations pour des formations d'ingénieurs nucléaires dans les années 1980, il n'en reste plus que 29 aujourd'hui. Au Royaume-Uni, il n'existe plus aucun cours sur le sujet… En Allemagne, il ne reste plus qu'un enseignement dans 10 universités contre 22 en 2000.
EDF et Areva ont alerté à plusieurs reprises le gouvernement sur les difficultés à recruter du personnel… alors que 40 % des effectifs des centrales nucléaires doivent partir à la retraite avant 2015. Une étude réalisée début 2008 par la société *Cap Gemini* à leur demande, confirme le problème : EDF cherche 5000 ingénieurs dans les dix prochaines années, Areva environ 4000… or les écoles actuelles n'en formeront que 3500… dont un certain nombre partiront à l'étranger pour bénéficier de meilleurs salaires. L'étude montre qu'en France, le nombre d'ingénieurs formés a été divisé par deux en 25 ans.



DR

Début avril 2008, EDF a lancé une campagne de publicité en direction des étudiants pour essayer de les convaincre de rejoindre le nucléaire…

EDF inquiet…

EDF reconnaît aujourd'hui (2) que le coût de l'électricité qui sera produite par l'EPR sera très chère : 0,46 euros le kWh alors que ce dernier est actuellement facturé entre 0,10 et 0,13 euros au consommateur. Pourquoi ce surcoût ? Car l'EPR a été conçu comme un exercice d'amélioration des réacteurs actuels pour, en principe, limiter le risque d'accident… Seulement vouloir augmenter les systèmes de sécurité augmente évidemment le coût de sa construction et de son fonctionnement. Faut-il alors construire un réacteur aussi peu rentable ?
Bernard Salha (3), directeur de l'ingénierie nucléaire à EDF reconnaît que ce n'est pas la nécessité de produire de l'électricité qui conduit à construire l'EPR maintenant… mais le besoin de former une nouvelle génération d'ingénieurs. Ceci non seulement pour éventuellement construire de nouveaux réacteurs, mais également dans la perspective d'entretenir les réacteurs existants, surtout si l'on opte comme dans bon nombre d'autres pays pour l'allongement de la durée de vie des réacteurs, plutôt que de construire de nouveaux réacteurs.
En gros, si nous ne voulons pas avoir un accident grave dans un ancien réacteur, mieux vaudrait accepter la construction de l'EPR !

…L'OCDE aussi

Les jeunes diplômés ont bien compris qu'il vaut mieux miser sur les énergies renouvelables pour faire carrière. Une désaffection observée au niveau mondial qui a conduit l'OCDE à lancer un appel aux volontaires pour que le savoir sur cette énergie ne se perde pas (4). Le communiqué de l'OCDE fait plaisir à lire : "Si aucune mesure n'est prise, le secteur nucléaire risque d'être confronté à une pénurie de main-d'oeuvre qualifiée, tant pour assurer le contrôle et le fonctionnement des centrales existantes que pour en construire de nouvelles" ou encore "L'ouverture à la concurrence des marchés de l'électricité, qui pousse à réduire les coûts, influe sur ces problèmes de même que la diminution des budgets publics affectés à la recherche nucléaire", aveu que le nucléaire n'est pas rentable.

Michel Bernard

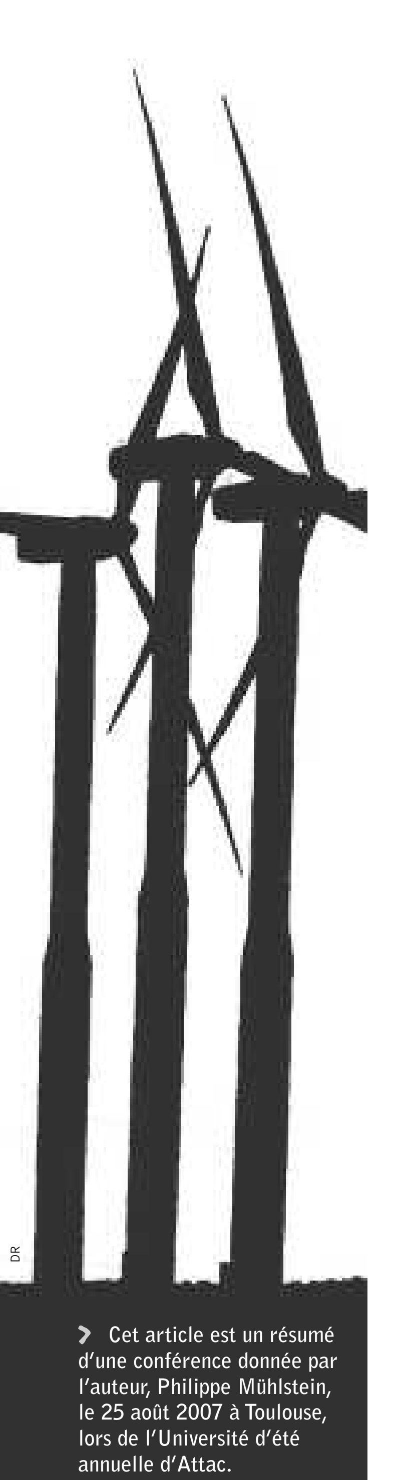
(1) World Nuclear Industry Status Report 2007 (Etat des lieux 2007 de l'industrie nucléaire dans le monde), Verts au Parlement européen, 21 novembre 2007.
(2) AFP du 29 octobre 2007.
(3) L'Expansion, n°722, septembre 2007.
(4) Rapport du 14 novembre 2007.

maîtriser, très large de l'autre côté quant à l'étendue et aux retombées sociales de son emploi à grande échelle.
Sachant cela, faut-il ou non sortir du nucléaire ? Ce n'est qu'à l'issue d'un véritable débat démocratique, transparent et convenablement informé, que la décision pourra être prise, même s'il est permis au lecteur d'avoir déjà des idées sur la question.
En tout cas, il est plus que temps d'envisager une tout autre approche.

Envisager une autre approche

Il faut changer de paradigme. Le paradigme ancien, celui du savoir omniscient des techniciens et de l'effacement des citoyens *lambda* devant ce savoir, exhibe ses brillants résultats sous nos yeux. Un article ne peut traiter cette question en détail ; il se borne à montrer que seuls la démocratie et le débat public peuvent imposer la nécessité de transformations radicales, avec une bonne chance de les voir se réaliser. Pour plus de précisions, on se reportera au petit livre *So Watt* (7), dont s'inspirent les pistes qui suivent.
Notre principale marge de manœuvre est la maîtrise de la demande d'énergie, faute de quoi nous continuerons à foncer dans le mur, quelles que soient les trouvailles de nos "élites" pour pratiquer la fuite en avant technologique afin que rien ne change des structures du pouvoir, qui évacuent la lancinante interpellation écologiste quant aux limites de la planète. Les "mécanismes du marché" étant incapables de prendre en compte les enjeux de solidarité immédiate et de pro-

(7) *Op. cit.*



DR

> Cet article est un résumé d'une conférence donnée par l'auteur, Philippe Mühlstein, le 25 août 2007 à Toulouse, lors de l'Université d'été annuelle d'Attac.

tection des générations futures, une intervention structurée et pérenne des pouvoirs publics est indispensable, mais sous le contrôle de citoyens mobilisés.

Les enjeux majeurs d'une politique d'économie d'énergie se situent dans l'habitat/tertiaire et les transports, qui consomment 75% de l'énergie finale en France. On sait l'influence des choix d'aménagement du territoire, d'infrastructures lourdes, d'organisation urbaine, de logement, de réseaux, sur la consommation d'énergie des ménages et de la collectivité. Les marges de progrès sont immenses. Par exemple, l'isolation des logements anciens peut diviser par deux, voire par trois, leur consommation d'énergie pour le chauffage. Dans les transports, 50% des déplacements urbains en automobile ont lieu sur moins de 3 kilomètres, alors qu'un kilogramme équivalent pétrole permet à un voyageur d'effectuer 193 kilomètres en tramway, sans émission locale de CO_2, contre 18 kilomètres en voiture, avec à la clé 174 grammes de CO_2 émis par kilomètre.

Les consommateurs, les citoyens, leurs associations et les collectivités locales doivent se mobiliser pour instaurer une véritable démocratie participative active aux différents niveaux territoriaux. C'est l'inverse du renforcement prévu du pouvoir du monarque élu qu'est le président de la République sous la cinquième République.



DR

Toit solaire du Forum (parc des expositions) à Barcelone : 10 000 m² de photopiles.

Développer une palette d'outils

Il n'y aura pas de source d'énergie miracle ; il faudra utiliser une vaste palette d'outils, y compris une part de production de masse, sachant que les énergies renouvelables décentralisées sont, par rapport aux systèmes hyper centralisés, cinq à dix fois plus créatrices d'emplois par kWh produit. Il faut surtout en finir avec des politiques énergétiques centrées sur l'offre et sur une folle fuite en avant technologique. Partons plutôt de besoins raisonnables et de la demande pour définir les politiques ; donnons-nous une image de l'avenir à un horizon compatible avec l'inertie des décisions déjà prises, un avenir qui tienne compte à la fois de la sauvegarde de la planète et du bien-être de ses habitants, et examinons ce que nous devons faire pour y arriver. Cessons enfin de raisonner en termes de filières énergétiques pour nous intéresser aux services énergétiques à rendre : ce que veut le citoyen, ce n'est pas disposer d'une certaine valeur de puissance à son compteur électrique, c'est se chauffer, s'éclairer quand il fait sombre et cuire ses aliments…

Plusieurs scénarios ont été étudiés dans cette optique, dont le débat public doit s'emparer. Par exemple, celui de l'association *NégaWatt* (8) qui ne considère que les techniques d'aujourd'hui et repose sur trois piliers : la sobriété (mise en œuvre d'une politique très volontariste d'économies d'énergie) ; la recherche systématique de l'efficacité énergétique (meilleur rendement possible pour un service donné) ; enfin, le recours aux énergies renouvelables. Face à la rhétorique dominante qui menace d'un "retour à la bougie", il s'agit d'un scénario sans sacrifice de confort. Il serait cependant pertinent de remettre en cause la frénésie de consommation et de déplacements des plus riches, entretenue par l'aliénation publicitaire. Ce scénario conduirait à économiser, en 2050, 64 % de la consommation tendancielle d'énergie primaire. Il créerait en outre des dizaines de milliers d'emplois nouveaux et permettrait d'atteindre l'objectif de division par quatre des émissions nationales de gaz à effet de serre de 1990. Enfin, même si cela ne faisait pas partie des contraintes initiales du scénario, il permettrait de sortir graduellement du nucléaire d'ici 2040, en utilisant les centrales actuelles jusqu'en fin de vie.

D'autres scénarios sobres, étudiés par le *Réseau Sortir du nucléaire*, sont conçus pour permettre cette sortie en 5 ans ou en 10 ans, mais ils ne sont pas à confort égal. Quoiqu'il en soit, encore une fois, c'est au débat démocratique de trancher.

Il ne s'agissait pas ici de présenter des scénarios énergétiques "clés en mains", mais seulement de montrer qu'il existe des alternatives et que, à toutes les étapes, démocratie et débat public sont des impératifs catégoriques. Il n'y a cependant pas un moment à perdre pour changer de trajectoire. *Les problèmes posés en matière d'énergie ne sont pas techniques, mais politiques* : les difficultés réelles sont et seront rencontrées vis-à-vis de porteurs d'intérêts puissants qui ne veulent rien changer au désordre existant et vouent à l'utopie, ou à l'archaïsme du *Gosplan*, tout ce qui contrecarre leur pouvoir et leur enrichissement. Une question centrale se pose dès lors : la sauvegarde de la planète et de la civilisation humaine sont-elles compatibles avec le maintien de l'organisation capitaliste du monde ?

Philippe Mühlstein ■

Ingénieur ESE

membre du Conseil scientifique d'ATTAC-France

(8) www.negawatt.org.

DR

Urupia, "commune" libertaire

Située dans les Pouilles, le talon de l'Italie, Urupia, qui se veut une "commune" au sens de celle de Paris en 1871, éssaie de définir de nouveaux modes de relations entre les personnes, avec plus ou moins de succès.

Jusqu'il y a une vingtaine d'années, c'était une exploitation agricole, une masseria, une ferme isolée au milieu d'une grande plaine couverte d'oliviers centenaires. Cette masseria a été reprise il y a une quinzaine d'années par un groupe mixte d'Italiens et d'Allemands à la recherche d'un autre mode de vie pour en faire un lieu autogéré. C'est un lieu basé sur trois règles essentielles :

- pas de propriété individuelle ;
- les décisions sont prises au consensus ;
- ouverture aux visiteurs et partage de leur expérience.

En plus de cela, les tendances vont vers un mode de vie plus sain et écologique, vers l'autonomie économique et alimentaire et un refus de la société de consommation.

Les habitants de la "commune" sont les communardes, par référence à la commune de Paris, et au féminin parce que il n'y a pas de raison que ce soit toujours le masculin qui l'emporte, dans la grammaire comme ailleurs, en absence de mot neutre.

Création du projet

Le projet est né en 1993 de la rencontre d'un groupe d'Allemands et d'anarchistes du Salento. Trois ans de réunions préalables pour définir le projet, la charte, les futures règles et pour trouver d'autres membres intéressés. Le projet prend le nom d'*Urupia*, synthèse de "Uru", qui est le nom que l'on donne aux esprits de la nature dans les Pouilles, et de "utopia".

La commune est créée en 1995 avec l'achat d'une antique masseria avec vingt hectares de terrain agricole, entourée de centaines d'oliviers centenaires, aux troncs tordus et étranges (la légende raconte que c'est là qu'abitent les urus). Au début, la commune comptait douze communardes et beaucoup de volontaires. L'argent nécessaire au démarrage du projet provient de la poche des communardes mais aussi de l'aide financière d'ami-e-s et de personnes qui ne veulent pas devenir communardes à part entière mais qui soutiennent le projet.

Pour éviter la propriété privée, le terrain et les bâtiments appartiennent à l'association *Urupia*, créée pour l'occasion, et dont sont membres les communardes.

Ce projet se définit comme une expérience en perpétuelle évolution.

Le projet est clairement d'inspiration anarchiste. Contrairement aux idées reçues, l'anarchie ne veut pas dire absence de règles, mais absence de pouvoir. Et donc à *Urupia* les règles sont très importantes, pour essayer d'éviter au maximum toutes les formes de pouvoir qui peuvent se former.

Economie

La masseria est composée d'un grand bâtiment principal dans lequel ont été aménagées une vingtaine de chambres, une grande cuisine/salle à manger, ainsi qu'une vaste salle salon réservée aux activités culturelles. Le corps principal est entouré d'autres bâtiments à usage agricole. Les terrains agricoles sont composés pour l'essentiel d'oliveraies et de vignes. Mais il y a aussi un verger, un vaste potager, un jardin d'herbes aromatiques et un champ de blé.

Les premières années, le travail a consisté essentiellement à restaurer des bâtiments et à redémarrer l'exploitation de l'oliveraie et de la vigne, avec la plantation de nouveaux arbres, la mise en place du potager et la fabrication de pain. Pratiquement personne parmi les communardes n'avait d'expérience en agriculture aussi les débuts ont été laborieux.

Avec l'arrivée de nouvelles personnes les activités se sont diversifiées : vaches laitières, production d'herbes aromatiques, éducation à l'environnement, séminaires de résolution de conflits, activités culturelles.

Actuellement, les principales sources de revenu sont la production d'huile d'olive, de vin, de pain, et dans une moindre part la vente de tee-shirts biologiques et de commerce équitable imprimés sur place, confitures et conserves. Certaines communardes ont aussi des activités externes : un musicien-acteur, un menuisier, une enseignante. Beaucoup de ventes se font dans le nord de l'Italie et en Allemagne.



DR

Urupia : entrée .

Un mode de vie écologique

Dans la recherche d'autonomie, d'économies et d'un mode de vie plus sain, la commune a pris plus ou moins volontairement une dimension écologique. La nourriture est essentiellement biologique puisque les légumes et fruits proviennent du potager, le pain et la farine sont produits sur place, ainsi que le vin et l'huile d'olive. Le reste est acheté en gros ce qui permet de réduire les coûts et donc d'acheter biologique.

Urupia est située sur un plateau calcaire très sec, c'est pourquoi ils ont mis en place un système de phytoépuration des eaux usées pour récupérer l'eau pour l'irrigation. Ils n'utilisent donc que des détergents biodégradables pour ne pas altérer la qualité de l'eau.

Des chauffes-eau solaires assurent l'eau chaude en été, relayés en hiver par deux chaudières alimentées avec les noyaux d'olives et le bois résultant de la taille des oliviers.

La cuisine se fait en commun et les gros équipements tels que le frigo et la machine à laver sont collectifs ce qui fait de grosses économies d'énergie.


DR

Récolte des olives.

La commune n'est pas totalement indépendante en électricité. Au départ il y avait un projet d'achat de panneaux solaires, mais il y avait des débats sur la pollution provoquée par la fabrication des panneaux solaires eux-mêmes. Maintenant les nouveaux panneaux solaires sont fabriqués d'une manière moins polluante et donc le projet d'achat de panneaux solaires est de nouveau d'actualité.

Si *Urupia* privilégie les techniques simples, au service de l'homme et non pas l'inverse, elle ne refuse pas la technologie industrielle. Il y a donc des voitures, la télé, des ordinateurs, internet…

Le fonctionnement

Il y a deux statuts pour les personnes qui vivent à *Urupia* : les communardes et les hôtes.

Les communardes sont ceux qui ont adhéré au projet, ont mis leurs biens en commun et prennent part aux décisions. Il y en a qui sont là depuis le début et d'autres qui ont rejoint le projet en cours de route.

Pour devenir communarde, il y a une période d'essai. Actuellement, deux personnes sont en période d'essai. Avant de devenir communarde à part entière, il faut faire un contrat de sortie qui prévoit de quoi aura besoin la personne si elle décide de quitter la commune. Ce n'est pas si facile de devenir communarde car cela implique de donner tous ses biens à la communauté et surtout de se remettre en question en continu, de par l'exercice de prise de décision au consensus et la vie en communauté. Plusieurs ont essayé mais ont préféré interrompre leur période d'essai. Néanmoins intéressés par le projet, ils ont décidé d'acheter une petite maison à côté et participent encore de plus ou moins loin à la vie de la commune.

En dehors des communardes et des communardes en période d'essai, habitent sur le site des hôtes, à plus ou moins long terme. Ce sont des personnes qui veulent découvrir et participer à cette expérience et qui viennent passer des périodes plus ou moins longues à *Urupia*. Il y a toujours de nombreux hôtes à *Urupia* et certains sont là depuis plusieurs années mais n'arrivent pas à franchir le pas pour devenir communardes.

Une règle importante, qui découle de l'échec des communautés hippies des années 1970, est que chacun a droit à son espace privé. Ainsi chaque communarde dispose de sa propre chambre.

Deux moments clés rythment la semaine d'Urupia :

- le lundi soir : la réunion de travail à laquelle tout le monde prend part. Elle sert à organiser les travaux de la semaine, à se répartir les taches ménagères : les tours de cuisine, le nettoyage des espaces communs. C'est aussi le moment de faire les communications. Tout travail part d'une démarche volontaire, il n'y a pas d'obligation. Chaque semaine, une personne – que l'on nomme Uru –, se charge de l'organisation de la réunion.
- le mercredi après midi : l'assemblée des communardes. Seules les communardes et les personnes en période d'essai peuvent y participer. On y aborde des sujets d'ordre très varié : politique, économique, relationnel, sentimental. Une des communardes se charge de faire modératrice et de préparer les réunions. C'est un moment essentiel de la vie de la commune, parfois éprouvant, car ce n'est pas facile de se confronter en permanence. C'est aussi là que l'on prend les décisions nécessaires pour la bonne conduction du

projet. Les décisions sont prises au consensus. Avant chaque décision à prendre, la modératrice fait un petit topo sur le problème afin que chacun dispose des mêmes informations.
Il y a donc une structure sans chef. Et qui fonctionne ! Parce que la prise de décision au consensus oblige à écouter l'avis de tous : on est obligé de se remettre en cause, on ne peut pas imposer sa décision à une minorité. Avec ce mode de décision, chacun devient responsable de soi-même et de la commune, donc des autres. Tout va ensemble. Si on nuit à l'un, on nuit à tout le monde. Ça aide à orienter les décisions pour le mieux de tous.
Il y a également des commissions dans lesquelles quelques communardes se chargent de la gestion d'un domaine en particulier : la récolte des olives, la production du vin, la comptabilité, la gestion des voitures, l'approvisionnement, etc. Par la force des choses, certains doivent se spécialiser dans certaines activités, mais en s'efforçant au maximum de partager leurs connaissances pour éviter qu'une forme indirecte de pouvoir ne se crée par le monopole de la connaissance, ce qui n'est pas toujours facile.
Les communardes ne perçoivent pas de salaire. Par contre il y a une caisse commune. Au début de l'année, chaque communarde fait la prévision de l'argent dont il aura besoin pour son usage personnel. Après acceptation de l'ensemble des communardes, cet argent est mis à disposition dans la caisse commune. Si l'argent n'a pas été dépensé à la fin de l'année il est utilisé pour autre chose par la commune.
Les enfants sont pris en charge financièrement par la commune. Ils vont à l'école du village voisin et chacun dispose de sa chambre.
Chacun contribue à la commune selon ses possibilités. Il y a également des anciens qui s'impliquent également dans la vie de la commune. L'un d'eux est d'ailleurs mort, il y a peu de temps. Malade, il a été pris en charge par la commune et tout le monde s'est occupé de lui jusqu'au bout. Selon son choix, il est mort à *Urupia* parmi les siens, entouré d'amour, contrairement à ce qui aurait pu se passer en hôpital.

Viabilité du projet ?

Par rapport aux origines, le projet a évolué. Confrontée à la réalité économique, la commune a dû se professionnaliser pour devenir un minimum rentable. Au début tout se faisait à la main. Maintenant quelques machines ont été achetées. Ainsi la récolte des olives était auparavant un grand moment de convivialité, au milieu de la nature et des oliviers centenaires. Plusieurs dizaines de volontaires venaient participer, discuter, chanter dans une joyeuse ambiance. Ce n'était pas rentable du tout, alors le groupe a acheté des machines pour aller plus vite. Comme elles font


DR

Petit déjeuner en terrasse.

du bruit, on ne peut plus parler et les tâches se spécialisent. Le lieu a donc perdu en convivialité et moins de personnes viennent aider chaque année. Autonomie financière ou convivialité, faut-il choisir ? Car malgré tout, la commune n'a toujours pas encore atteint l'autonomie financière et a souvent besoin de l'aide d'amis généreux pour boucler l'année. C'est un débat au sein de la commune : doit-on faire un effort supplémentaire pour travailler encore plus, pour rentabiliser au risque de trop s'éloigner des idéaux de départ mais montrer qu'un tel projet est viable, ou bien se résigner à la non-rentabilité du projet mais privilégier l'expérience de vie, la convivialité, le droit à la paresse et aux activités non-rentables ?

Beaucoup de visiteurs, peu de communardes

Au niveau des personnes qui composent la commune, la situation a également évolué. Au début, c'était essentiellement des jeunes et célibataires. Il y a eu la naissance d'enfants et des noyaux familiaux se sont formés. Les besoins et les mentalités sont donc différents. On a tendance à dire qu'*Urupia* s'est assagie.
Le nombre de communardes a évolué. Il y a eu des départs, de nouvelles arrivées. Actuellement, le nombre de communardes a baissé jusqu'à atteindre le seuil critique de huit.
Les visiteurs-hôtes sont toujours nombreux et donnent volontiers un coup de main. Ceci montre que l'expérience d'*Urupia* intéresse et que beaucoup sont tentés par un tel mode de vie. On vient voir ceux qui ont franchi le pas et on apprend beaucoup d'eux.
L'expérience d'*Urupia* est très intéressante car elle propose une alternative viable au mode de vie actuel, et l'air de rien résout plusieurs problèmes de société : la solitude, la difficulté de s'occuper des enfants et des anciens. Dans un tel mode de vie, chacun peut trouver sa place selon son âge et ses capacités. C'est une expérience en perpétuelle évolution et *Urupia* espère que d'autres projets similaires se créeront en prenant appui sur son expérience pour, pourquoi pas, l'améliorer.

Youri Sawtschuk ■

> comunità di Urupia, contrada Petrosa s.n. 72021 Fermo posta, Francavilla Fontana (BR), Italie, tél : 0831 890 855, urupia@libero.it.



Apprendre la vie

Pourquoi apprenons-nous ? Pour vivre en adéquation avec notre environnement. Nous apprenons tout au long de notre vie... Cela est distinct et indépendant de toute éducation, enseignement ou formation, lesquels peuvent être des facilitateurs d'apprentissages ou, au contraire, des freins ou des obstacles.

Qu'est-ce que la vie ? Dans un premier sens, la vie c'est ce que l'on oppose à la mort : c'est la durée d'une vie humaine.

Dans un deuxième sens, la mort n'est pas l'opposé de la vie, mais l'opposé de la naissance. La vie est alors faite de naissances et de morts continuelles, selon des échelles variables : c'est l'impermanence du "monde". Ainsi les soixante milliards de cellules qui constituent notre corps meurent et naissent, en permanence et chacune à son rythme propre (1).

Dans un troisième sens, la vie est alors cette "force (vitale)" qui fait que les particules qui constituent notre corps, comme celui de tout corps physique,

1. restent agrégées momentanément (le temps de notre vie, comme de celle des autres "corps" physiques) ;
2. sont reliées à ce qui meurt et les nourrit ;
3. "travaillent" chacune de leur côté, mais en cohérence, en intelligence.

Apprendre, c'est vivre Vivre, c'est apprendre

C'est inévitable et permanent : on ne peut pas ne pas apprendre. "J'apprends, donc je suis" (2). Apprendre n'est donc pas lié à un âge de ma vie, ni à une activité particulière. Adulte ou enfant, nous avons appris et apprenons à chaque instant. Nous avons pu observer trois choses au moins.

1. Apprendre m'est une véritable joie. Les scientifiques confirment d'ailleurs qu'il y a production de dopamine quand j'apprends (3). Etre forcé d'apprendre ou d'être enseigné est, en revanche, un pensum.

Tristes jeunes français !

Selon une étude menée auprès de 20 000 jeunes de 16 à 29 ans, les jeunes français seraient les plus pessimistes de la planète, les plus obéissants et les plus rivés au regard des autres. A la question : "Votre avenir est-il prometteur ?", seuls 26% des jeunes français répondent positivement. La France présente le plus faible score pour l'autonomie comme qualité à développer chez l'enfant (46%, pour 70% au Danemark et aux USA et même 84% en Chine). Le rapport autonomie/obéissance y est le plus faible (0,84, pour 1,81 au Danemark, 3,6 en Chine) : le jeune français n'est pas responsable de sa vie; il exerce son pouvoir sur ses vêtements, sur sa musique, mais son avenir scolaire ne lui appartient pas.
22% des jeunes français estiment avoir la maîtrise de leur existence future. Comment être responsable de ses actions si l'on pense que sa vie est décidée par d'autres ? Ces résultats devraient se faire poser des questions sur les effets de notre système éducatif, qu'il soit scolaire, familial ou culturel (sociétal).

Source :
http://www.fondapol.org/v2/pdf/Etude_Les_Jeunesses_face_a_leur_avenir.pdf

(1) Tous les sept ans, nous sommes ainsi un corps totalement renouvelé. Il en est de même, sur un cycle plus court ou plus long, de tout ce qui nous entoure.
(2) Cf. Trocmé-Fabre, Hélène, *J'apprends, donc je suis. Introduction à la neuropédagogie*, Editions d'Organisation, ainsi que son *Né pour apprendre*, 2006, ou son *article Relier, ce mot-clé du vivant*, à http://www.barbier-rd.nom.fr/journal/article.php3?id_article=661.
(3) Cf. l'émission de télévision *Apprendre, un curieux phénomène*.
(4) Newton n'a pas "produit" la loi de la gravitation universelle : elle préexistait à sa découverte. Cf. également le *Monde 3*, celui de la connaissance objective, selon Karl Popper.
(5) C'est, en d'autres termes, ôter les obstacles épistémologiques, en vue de l'insight, de l'"euréka !" ou du "bon sang ! Mais c'est bien sûr...".
(6) De ces observations, on remarque qu'apprendre n'est pas lié à un quelconque enseignement ou enseignant – ceux-ci ne sont pas nécessaires et, lorsqu'ils existent, peuvent facilement devenir des obstacles à un apprentissage (s'ils ignorent les conditions précitées).


Dorothée Fessler

2. Apprendre n'est pas une action que l'on fait. C'est quelque chose qui arrive, qui se fait. Apprendre ne peut donc s'apprendre, ni a fortiori s'enseigner.
3. J'apprends dans ma vie quotidienne, en trouvant "un meilleur ajustement à un milieu". Je n'apprends que si je veux et je ne veux que si j'ai besoin d'apprendre. Cette nécessité est interne et subjective ; elle ne peut être ni imposée, ni prescrite, ni être artificiellement créée. Il s'agit d'un dialogue entre moi et mon environnement, moi, les autres, la société… Ce dialogue est omnidirectionnel : physique, émotionnel, intellectuel, psychique, social et individuel. On apprend à partir de tout : de son expérience, de celle des autres, de livres, d'animaux, de la "nature"…, de la "vie".
Apprendre, ce n'est pas "produire" de la connaissance. La connaissance est déjà là, qu'elle soit déjà connue ou encore à connaître (4). Apprendre, c'est plutôt enlever le voile (dévoiler) qui fait qu'on ne la voit pas encore, c'est étymologiquement la dé-couvrir (enlever la couverture qui empêche de la voir) (5). Lorsque je prends conscience que je ne sais pas quelque chose qui m'est utile à connaître (6), je me mets en situation de pouvoir lever le voile de mon ignorance.
Apprendre procède en trois phases : information (je reçois toutes les informations, même les plus parasites), assimilation (un tri, une réorganisation s'opèrent, par rapport à mes savoirs, à mes besoins), ré-expression (je ré-utilise, je ré-emploie ce que j'ai appris, dans des situations qui ne sont plus celles de la primo-information).
Apprendre la vie, c'est donc se placer chaque fois mieux (avec plus de justesse) dans le "flux" de la vie.

Jean-Pierre Lepri ■

Éditeur de L'EA, une lettre mensuelle gratuite sur l'éducation authentique que l'on peut demander à recevoir en envoyant un mél vide à appvie-crea@yahoo.fr ou bien 6 timbres (pour 6 numéros) à CREA, Les Champs Dessus, 71300 Mary.

Courrier

Tibet et flamme olympique à Paris

J'étais présent aux manifestations pour la défense du Tibet lors de la mascarade de la flamme olympique à Paris. J'étais à la Tour Eiffel vers 11 h 30 où déjà des manifestants pro-Tibet se rassemblaient (…). Les policiers sont ensuite intervenus, sans brutalité, pour séparer les camps pro-chinois des camps pro-tibet ... alors qu'il n'y avait aucun conflit entre les deux camps !!! (…)
D'un côté des milliers de Chinois, pour la grande majorité sûrement fiers de proposer des Jeux au monde entier, défilant avec musiques, drapeaux, dragons, fanions (sponsorisés par Samsung) et de l'autre, quelques centaines de Tibétains en exil, des Chinois opposants à leur gouvernement et quelques centaines de militants avec les maillots et/ou fanions de Reporters Sans Frontières avec des menottes entrecroisées comme les anneaux olympiques. L'ambiance était plutôt décontractée, sans heurts avec les forces de police. Il a fallu au moins 30 mn après le passage de la flamme (invisible d'où était parqué le public) avant que le Champ de Mars ne soit ouvert et j'ai pu, avec de nombreux participants, accéder, après de grands détours et contrôles policiers, au Trocadéro où, pendant la cérémonie de la flamme, avaient lieu des meetings organisés par France-Tibet avec la LIDH.
Là, des milliers de militants, de toute l'Europe, criaient et chantaient des slogans pour la liberté en Chine et au Tibet. Je suis allé ensuite à l'Hôtel de Ville, à pied, car toutes les stations de métro environnantes étaient fermées par des forces de police inimaginables.
Il y avait des milliers de manifestants "pro-chinois" et quelques centaines "pro-Tibet" mais sans aucune violence, autre que verbale (même sans connaître le mandarin).
J'étais donc avec une trentaine de personnes à scander "liberté au Tibet" ou "liberté d'expression" lorsqu'une vingtaine de gendarmes nous ont chargés. L'un deux s'est jeté sur une jeune Tibétaine qui n'avait en mains qu'un minuscule drapeau de RSF. J'étais le plus près d'elle et je me suis précipité pour la relever alors que d'autres gendarmes ceinturaient leur collègue qui avait complètement disjoncté. On a fait remarquer aux gendarmes qu'ils chargeaient des pacifistes, sur le parvis de la Mairie où Delanoé a fait inscrire "Paris sera toujours à la défense des droits de l'Homme, partout dans le monde".
Comme ils avaient leur boulot à faire, ils nous ont encerclés très violemment. Heureusement il y avait la télévision belge qui est venue filmer la Tibétaine qui avait été frappée au sol. Elle a expliqué sa vie en France, avec les Chinois en exil, mais aussi ce qui se passe au Tibet. Elle pleurait en parlant de la France, pays des Droits de l'Homme, qui envoyait sa police réprimer une manifestation non-violente. (…)
Les gendarmes nous ont menacés de nous embarquer pour des contrôles, et un vieux monsieur d'au moins 80 ans que je n'avais pas remarqué leur a dit : "si vous voulez, embarquez-moi, la dernière fois c'était en 1942". Il y a eu un grand silence, car même les gendarmes avaient compris (il a fallu l'expliquer aux amis Chinois). Très gêné, j'ai vu leur officier appeler de l'aide et en quelques secondes on était entourés par une bande flics Robocop avec matraque, bouclier etc. J'ai conseillé aux gens de quitter les lieux, car les manifestants qui étaient au milieu de la place commençaient à s'énerver beaucoup sur les forces de police. J'ai dû reprendre mon chemin à pied pour retourner à la gare et j'ai croisé des motos de la presse qui arrivaient à toute vitesse par dizaines vers la mairie. J'espère qu'il n'y a pas eu trop de heurts violents. Nous sommes vraiment dans un Etat policier.

Jean-Noël Perrichon
Paris

La société de consommation marginalise

(…) J'ai parfois du mal à expliquer que vivre autrement, plus simplement est possible, et que tout avoir n'est pas nécessaire. Mon mari me dit parfois que la décroissance, c'est revenir à l'âge de pierre. (…) Je pense que pour beaucoup de personnes, réduire leur consommation est synonyme de privation, de restriction. La consommation est une fuite en avant, une façon d'exister. Presque « je consomme, donc je suis ». Il y a peut-être une certaine forme de fainéantise, les gens ne veulent plus rien faire : faire la vaisselle, faire une pâte à tarte, réparer un objet, faire un jardin, avoir trois poules, c'est être obligé de faire soi-même, de travailler un peu. C'est très fatigant. Et c'est considéré comme un travail, alors que cela peut être délassant, reposant, une façon de faire autre chose.
Dans l'émission « Les maternelles » sur *France 5*, une fille de 12 ans revendique un portable. Ses parents refusent de le lui acheter avant le lycée. C'est très dur de lutter contre. L'enfant qui est presque seul à ne pas avoir de portable dans sa classe, se sent à part. J'ai entendu cette semaine un sociologue dire : « la référence aux médias serait la norme et celui qui ne serait pas là-dedans serait marginalisé », évoquant cette idée comme une catastrophe. Ces enfant souffrent de cela. Comment leur éviter cette souffrance, les apaiser ?

Marie-Noël Hauser
Moselle

Courrier

Entre adresse électronique…

Dans le n°354 j'ai recensé environ trente courriels et sites internet, vous êtes plutôt pour ou plutôt contre ? Si c'est pour, et si vous aviez une "adresse électronique" (voilà une bien curieuse appellation), ça m'éviterait d'aller à la Poste du village pour polluer et dépenser des sous car avec mes pauvres jambes, je ne me vois pas faire 9 km, d'autant plus que ce matin il pleut.

Alain Cochet
Puy-de-Dôme

Silence : Environ la moitié des lecteurs de Silence n'ont pas un accès facile à internet. Nous ne souhaitons pas développer l'exclusion numérique en signalant des initiatives par leurs seuls contacts internet (sauf exception qui confirme la règle). Les coordonnées les plus universelles d'accès, à l'heure qu'il est, étant l'adresse postale et le téléphone, nous privilégions ces deux derniers. Nous mentionnons les adresses électroniques ou sites ensuite éventuellement.
Silence a un site (www.revuesilence.net) et envisage de se doter à partir de ce site d'un courriel de contact pour des questions d'ordre pratique. Donner un courriel public de la rédaction de Silence signifierait une avalanche d'informations et donc l'embauche d'une ou deux personnes pour le seul tri et traitement des messages reçus ; et ce n'est pas un investissement envisageable actuellement dans l'association.

…et numéros de portable

J'ai voulu réagir au manque de cohérence dans le contenu. Sur les antennes de téléphonie mobile dont vous soulignez le démontage, tout en faisant de nombreux renvois sur des numéros en 06 dans la revue, 27 dans le Silence n°355. Pourquoi ne pas refuser les numéros de portable dans les annonces ou articles ?

D. Denaux
Loire

Silence : Merci à nos lecteurs et lectrices qui, attachés à la revue, nous aident à progresser en pointant les incohérences qui sont les nôtres.
Nous évitons au maximum de donner des numéros de téléphone portable, mais quand il s'agit de la seule coordonnée pour joindre une initiative qui nous semble intéressante, faut-il la passer sous… silence ? Faut-il refuser ces petites annonces également ? C'est un choix que nous n'avons pas — encore ? — fait.

Industrialisme

L' "industrialisme" serait-il l'exagération extrême du développement de l'industrie, si l'on prend l'histoire et l'évolution du phénomène de production et du système économique induit ? (…) Y a-t-il une bonne industrie, et une mauvaise, qui dépasse des limites insupportables pour les humains et la planète ? (…)
Quand j'interroge l'industrie aujourd'hui, que je me penche sur cette question de façon critique, (…), je me demande qui fabrique ? Avec quoi, quels matériaux, énergie(s), comment sont organisées les relations entre les "producteurs" : associés, salariés, esclaves, intérimaires, etc ? Qui possède, bien sûr, l'outil de production, de création de service même : système capitaliste classique avec capitaux, investisseurs, actionnaires, relations hiérarchiques ? Qui contrôle : est-ce que tout le monde, tous ceux qui sont impliqués dans la totalité du processus (et j'intègre les riverains, la commune et autres collectivités proches et impliquées question environnement) ont le droit à la parole, et un "pouvoir" égal ? (…)
Aujourd'hui, qui parle d'industrie — tout court — parle malheureusement sans le dire de normalisation des produits, de gaspillage d'énergie, et de transport, de consommation aveugle, de salariat abrutissant avec droit de vie et de mort sociales, d'ignorance des réponses aux multiples questions que je cite plus haut… j'oublie le système de distribution en grandes surfaces ; un record en France. (…)
A partir de ces connaissances : pour ma part donc je parle d'abord, avant toute discussion, sur le produit ou le consommateur, de critères humains, de contrôle démocratique, de justice sociale, de protection de l'environnement et de gestion stricte des nuisances.
Si je parle tout de suite de "bonne" industrie, avec des produits utiles en grandes quantités, je rentre directement dans un dangereux contexte préétabli, un système de pensée, de gestion et d'objectifs inhumains, économiquement irresponsables : intégré dans un processus mondial de rentabilité financière, imposé contre les responsabilités sociales, environnementales et donc collectives. (…)
La question, aujourd'hui, est bien de re-localiser, de ré-humaniser, de ré-implanter des petites structures humaines, agricoles, artisanales, urbaines : en profitant des données/inventions technologiques actuelles mais dans la limite de la cohérence, du contrôle de tous les aspects de fabrication : l'enjeu est énorme face aux OGM, au marquage du vivant, aux "bio-nécro-technologies" ("nano"), à la biodiversité contre la standardisation, aux transports… La question est de donner la parole aux peuples, aux régions, aux citoyens, aux habitants impliqués, donc de re-définir et ré-installer du politique et du collectif face aux "industries" qui envahissent notre quotidien, pour plus d'autonomie et d'échange non-marchand, gages de solidarité et de liens sociaux avec de vrais services publics et de vrais élus mandatés !

Christophe Rastoll
Corrèze

Médecine et précarité

"Il n'y a pas d'urgence mais des médecins pressés" a-t-on coutume de dire pour décrire l'exercice médical. C'est vérifiable pour l'immense majorité des consultations. Mais comment faire pour accueillir au cabinet, en médecin de famille, "en continu", les patients marginalisés, pas toujours solvables, comme les SDF ou les "sans-papiers", qui ne bénéficient pas nécessairement de la CMU ou de l'AME ? Il s'agit alors notamment de repérer leur inscription dans un rapport au temps qui leur est propre et vital, et qui impose aux médecins de les recevoir sans rendez-vous. Un sacré défi pour les spécialistes et l'occasion d'un retour pédagogique au serment d'Hippocrate "je donnerai mes soins gratuits à l'indigent" et à la prière de Maïmonide (12e siècle) "Ô Dieu, soutiens la force de mon cœur pour qu'il soit toujours prêt à servir le pauvre et le riche". (…)
Je considère que le médecin, libéral ou hospitalier, reste encore dépositaire en France d'une mission sociale qui consiste à favoriser l'accès aux filières de soins pour toute personne vivant sur le territoire de sa cité, en continu. Or cet accès peut être entravé par de nombreux obstacles financiers, administratifs, juridiques et socioculturels. Le médecin doit alors lutter contre ce réflexe qui consisterait à oublier sa responsabilité et son devoir d'accueillir, dans son cabinet, certains patients, et de les renvoyer vers les urgences hospitalières ou les praticiens de structures bénévoles comme *Médecins du Monde*. Là, en effet, à chaque visite, l'usager doit exprimer ses plaintes, à nouveau, à un interlocuteur différent sans pouvoir s'appuyer sur le sentiment rassurant d'avoir en face de lui "une oreille" qui s'est familiarisée avec "son histoire" et son rapport au temps (…). Nous sommes confrontés, d'emblée, extrêmement brutalement, à une violence symbolique dont la responsabilité nous incombe (…).
En effet, le médecin libéral a admis trop souvent que ces patients ne font plus partie de son champ de compétence, et force est de constater que certaines "catégories" d'usagers dépendent entièrement des associations caritatives ou de l'assistance hospitalière.
Les personnes sans domicile fixe ou en situation irrégulière, surtout lorsque leur état impose des prescriptions, des examens et des traitements réguliers ; les chômeurs (qui ne bénéficient plus de la médecine préventive du travail) ; de nombreuses mères célibataires ; les personnes au seuil de la pauvreté ; les toxicomanes ; les travailleurs de force immigrés victimes d'accidents du travail dont les conséquences psychiques sont parfois sans commune mesure avec le caractère en apparence anodin du traumatisme en cause, sont victimes de cet état de fait.
Tous ces usagers qui vivent à nos portes, dans nos banlieues, sont les principales cibles et victimes des menaces sociales, psychologiques et politiques qui se traduisent par des difficultés d'accès au logement, au travail, aux soins médicaux, aux conseils juridiques et à la régularisation de titre de séjour, dans un "monde" de plus en plus riche où l'ultra-libéralisme a remplacé la politique et l'éthique médicale.
Comment pourrions-nous soutenir, nous médecins libéraux, notre incapacité à reconnaître ces souffrances dues à l'atteinte des "liens sociaux" (précarisation du salariat, menaces sur la sécurité sociale, délocalisations, dégraissages de personnel dans les sociétés anonymes… faisant des bénéfices) sauf à être prisonniers nous-mêmes d'une pathologie liée au rapport au temps qui nous aveuglerait à force de nous pousser à la précipitation (la durée moyenne d'une consultation de généraliste n'excède pas dix minutes) et à intégrer une sorte de fantasme de toute-puissance qui consisterait à contrôler la douleur, les émotions, l'inconfort et même la mort par la grâce du progrès technique et de la recherche pharmaceutique, sans prendre conscience que ce serait au prix du renoncement à l'écoute… Ecoute qui nous conduit à être les dépositaires privilégiés des états d'âme, de l'expression de la subjectivité et de la faillibilité du prochain et du lointain dans le cadre de la vie de la Cité. (…)
Nous acceptons alors de (re)devenir une sorte de compagnon de route sur le chemin de la vie, une sorte de médecin de famille en continu, étant bien conscients que nos efforts doivent se porter sur la prévention puisque environ 60 % des déterminants intervenant dans l'amélioration de la santé relèvent de facteurs d'environnement physique, social et psychologique alors que 10 % dépendent du système de soins et 30 % de facteurs biologiques.

Dr Georges Yoram Federmann
Bas-Rhin

Où commander ces livres ? Si vous ne disposez pas d'une librairie indépendante près de chez vous,vous pouvez commander vos livres auprès de Quilombo. Une partie de la somme est reversée à S!lence. Il suffit de remplir sur papier libre, vos coordonnées, les ouvrages que vous souhaitez vous procurer, d'inscrire le montant des livres (notés sous les titres de chaque livre), de rajouter 10% du prix total pour les frais de port. Règlement par chèque (à l'ordre de Quilombo Projection). Renvoyez le tout à : **Quilombo/Silence, 23, rue Voltaire, 75011 Paris**. Délai de livraison entre 10 et 15 jours.

Homéopratique familiale

Dr Joliot Nguyen Tan Han
Dr Jean-Paul Nowak
Ed. Jouvence
2007 - 224 p. - 21,50 €

Publié initialement en 1988, voici enfin réédité un des best-sellers de la médecine alternative. Réalisé en partie en bandes-dessinées et très illustré, avec beaucoup d'humour, un guide pratique pour ceux qui veulent garder la santé ou se soigner avec l'homéopathie. Comme le dit l'avant-propos : un livre médical ne doit pas forcément être rébarbatif pour être sérieux. Et sourire est déjà un médicament efficace. MB.



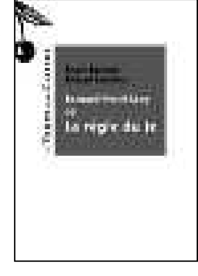
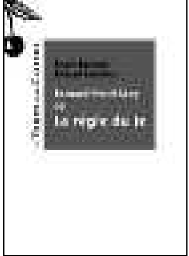
Une autre télévision est possible

Philippe Meirieu,
Chronique sociale,
7, rue du Plat, 69002 Lyon
2007 - 127 p. - 7,50 €

La seule lecture du titre de ce livre en aura sans doute découragé plus d'un, convaincu que la seule place de la télévision est dans la vitrine d'un musée des horreurs. Et pourtant il louperait une réflexion alerte et impertinente sur les usages existants et possibles de cet outil qui en quelques décennies a transformé du tout au tout notre rapport au monde. Dans la mesure où 86% des personnes interrogées déclarent la regarder quotidiennement, et que la durée moyenne d'audience par personne et par jour est de 3h30 environ, on comprend qu'il s'agit là d'un enjeu culturel et social majeur. Philippe Meirieu, pédagogue, fait une critique au vitriol des coutumes télévisuelles dégradantes habitées par "la fascination de l'obscène" et de la soumission de cet univers au règne du profit et du spectaculaire. Il démontre avec clarté la faillite de la mission du service public et lorgne du côté des alternatives telles que Télé Millevaches, Cap Canal (dont il est le responsable pédagogique) et certaines télévisions de quartier où des habitants prennent la parole pour analyser ensemble leurs problèmes collectifs. L'auteur se prononce pour un certain nombre de mesures devant permettre à la télévision de remplir une réelle mission culturelle et éducative, sans élitisme ni crétinisme. Interdire la publicité dans et autour des programmes à destination de la jeunesse, redéfinir complètement la composition et le rôle du CSA pour en faire une "instance citoyenne", investir dans les télévisions locales participatives, éduquer les enfants à l'image en leur faisant analyser des émissions, mais aussi en leur en faisant réaliser… En lisant ce très court essai, on se prend à croire que la télévision pourrait être un vrai outil d'intelligence au profit de l'intérêt collectif. Et que ce n'est pas un pari si impossible que cela à réaliser. GG.

Bernard-Henri Lévy ou La règle du Je

Bruno Jeanmart
et Richard Labévière
Ed. Le Temps
des Cerises
2007 - 165 p. - 14 €

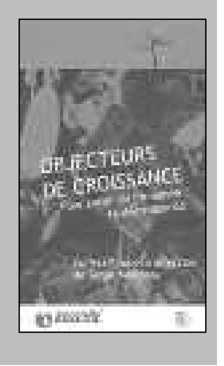



Ces dernières années, plusieurs ouvrages et articles circonstanciés, y compris sur la Toile, ont jeté un éclairage cru non seulement sur les productions de Bernard-Henri Lévy, mais également sur certains épisodes de son curriculum vitæ (par exemple sa cupidité en affaires, son mépris de toute considération écologique ou l'origine de sa fortune, évaluée à 180 millions d'euros !) dont il ne se plastronne point. Bruno Jeanmart et Richard Labévière s'attachent exclusivement à déconstruire le schéma discursif du dandy germanopratin, à démonter ses "*bouffonneries*", à déjouer ses "*impostures*". De *La barbarie à visage humain* (1977) à *Ce grand cadavre à la renverse* (2007), le "*Rastignac de la République des médias*" n'a jamais cessé "*d'asséner une rhétorique incantatoire et manichéenne*", de distiller "*les paralogismes qui cimentent une idéologie néo-libérale strictement binaire*" dont il est sans conteste un des hérauts les plus bruyants. Son fonds de commerce immuable : "*fétichiser des références dont il ne maîtrise ni le fond, ni le sens, ni la portée historique*", les "*instrumentaliser*" au gré de son humeur ou de son envie pressante de s'octroyer une actualité lui garantissant à coup sûr d'accaparer l'espace audiovisuel. Infiniment plus soucieux de sa mine, de sa mise et de ses poses que de rectitude factuelle ou d'une scrupuleuse vérification des sources, le prince de l'esbroufe pratique allègrement "*un sophisme tout terrain*" visant, ne nous y trompons pas, à "*légitimer les nouvelles formes d'exploitation et d'aliénation*". Son soutien indéfectible à l'État hébreu, confinant à du "*négationnisme*", tant il occulte sciemment les crimes de Tsahal et la réalité de l'oppression subie par le peuple palestinien, a connu un pic lors de la "*guerre israélo-libanaise*" de l'été 2006. À une époque où, dans les canaux officiels, "*l'intellectualisme*" se décline essentiellement sur le mode du divertissement ou dans sa variante mondaine, cet opuscule revigorant redéfinit à bon escient le "*travail de réflexion*", l'acte philosophique, comme l'épicentre d'une "*authentique culture démocratique*". René Hamm.

Objecteurs de croissance

Sous la direction
de Serge Mongeau
Ed. Ecosociété (Montréal)
2007 - 140 p. - 11 €

A la suite de la publication au Québec du livre *Objectif décroissance*, plusieurs personnes du Réseau québécois pour la simplicité volontaire se sont interrogées sur la nécessité de poursuivre cette démarche au niveau collectif. Avec d'autres partenaires, ils ont mis en place un colloque qui s'est tenu sur le thème "la décroissance, pour sortir de l'impasse" dont ce livre reprend les principales interventions. Il est fort intéressant de trouver outre-Atlantique des réflexions convergentes et innovantes : on trouvera dans ce livre de nombreux liens entre la décroissance et la pensée libertaire (influence de Murray Bookchin), la nécessité de repenser l'agriculture comme un bien commun qui doit sortir de la concurrence capitaliste, des pistes pour aller vers une société plus écologique et solidaire. Encore une pierre au très riche débat sur la décroissance et la société vers laquelle on souhaite aller. MB.



Une agriculture pour le 21e siècle

Matthieu Calame
Ed. Charles Léopold Mayer
2007 – 167 p. - 18 €



L'auteur se penche, dans ces pages, sur l'évolution de l'agriculture biologique en France. Il se tourne d'abord vers le passé pour en identifier les principes de base et comprendre pourquoi elle a, encore maintenant, si peu d'influence. Son approche est plus scientifique, technique, que pragmatique. Il en appelle à une "révolution mentale", aussi bien pour l'agriculture chimique que pour l'agriculture bio. Cette révolution doit amener à une attitude plus responsable vis-à-vis de la nature et de la terre, mais aussi, entre autres, à reconsidérer l'approche et le traitement de la maladie des animaux et des végétaux. Se référant aux travaux d'Albert Howard, qui a notamment démontré l'intérêt de la diversification des cultures, il plaide en faveur d'un rapprochement entre agriculteurs et chercheurs. Il finit par une note plutôt optimiste en espérant que la prise en compte, par les uns et les autres, des problèmes environnementaux vont conduire à plus de responsabilité et plus de raison. Ce livre est somme toute assez clair, même si, sous certains aspects, il semble s'adresser davantage aux spécialistes. MJ.



Paroles Brel Ferré Brassens

Laurent Melon
Ed. Libertaires, Collections paroles
2007 – 62 p - 13 €

Un nouveau chapitre de la collection *Paroles* se concrétise avec comme toile de fond la célèbre rencontre entre Ferré, Brassens et Brel en 1969. Hommes libres, il semblait nécessaire de façonner un ouvrage à leur image. Elaboré avec des dessins, des peintures, des collages, c'est effectivement avec une grande liberté qu'il est illustré avec des couleurs chatoyantes, vives, fortes, percutantes, très actuelles. Plusieurs thèmes, chers aux artistes, sont ainsi esquissés : la mort, les femmes, la religion, la célébrité, l'anarchie… Des passages de l'entretien, des extraits de chansons jalonnent cet hymne dont les choix sont forcément subjectifs. Si certains risquent immanquablement d'être dérangés, on ne peut que se féliciter de cet hommage métaphorique sincère et personnel rendu à ces poètes affranchis. Une vidéo (film d'animation) et une musique de 15 minutes accompagnent le recueil. Par contre, là, il faut s'accrocher, car l'ensemble est somme toute assez psychédélique, ardu et inattendu. MJ.

Une planète et des hommes

Alain Viguier
Ed. Les presses du Midi
2008 - 108 p. - 14 €

Alain Viguier a effectué là un survol très attentif de notre terre et de notre société qui la met à mal. En 108 pages, il ne peut prétendre à être parfaitement exhaustif mais il réussit un ouvrage qui se lit très facilement et qui dresse un inventaire complet des problèmes écologiques et également économiques et sociaux actuels. Il en montre clairement les tenants et aboutissants, alertant ainsi les consciences de ceux qui ne se posent pas la question des conséquences de leur comportement ordinaire ? C'est donc un petit livre de grand mérite, sans illusions, mais qui sait alléger ses propos par un peu d'humour. Bien écrit, en somme, et plus accessible que certains gros pavés prétentieux.
On peut donc en conseiller vivement la lecture, surtout aux "débutants" en écologie, d'autant plus qu'il est sans concession envers les responsables, citant par exemple les belles formules lyriques du discours de Johannesburg en 2002 (vous vous souvenez : "La maison brûle et nous regardons ailleurs", dixit Jacques Chirac) qui n'ont été suivies d'aucunes mesures concrètes. Alain Viguier résume parfaitement la situation mondiale en une phrase que je cite : "Il faut reconnaître que l'environnement n'est plus un sujet tabou dans les entretiens internationaux, mais les taux de croissance, les balances commerciales, les indices boursiers, les valeurs monétaires sont des thèmes tellement plus porteurs ! "
Une seule petite réticence : il nomme pêle-mêle ceux qui l'ont inspiré sans faire de distinction entre les écologistes honnêtes et les vedettes médiatiques, mais si elles l'ont conduit à ces réflexions, ne boudons pas sauf peut-être sur les pages 75 à 80 du chapitre "Utopies" qui n'apportent rien d'essentiel à mon avis. Des défauts si minimes qu'ils ne devraient surtout pas vous empêcher de lire et d'offrir ce livre. MN.

B.D

Insekt

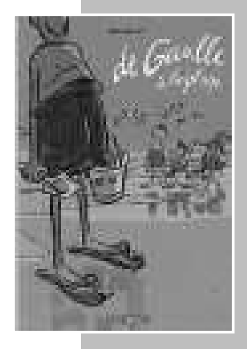
Sascha Hommer
Ed. Sarbacane
2007 - 128 p. - 14,90 €



Pascal vit une vie ordinaire… dans une ville totalement obscurcie par la pollution. Un jour, il va à la campagne et y découvre des gens différents : les insectes. A son école, un jour plus clair que les autres, la vérité éclate : il est différent, il est lui-même un insecte. Il affronte alors le racisme et s'enfuit de la ville pour vivre avec les siens. Une fable présentée dans un style graphique surprenant : tout en noir et blanc avec de grosses trames. Au départ, cela semble trop simple… mais c'est finalement ce qui donne de la force à une œuvre qui vous entraîne jusqu'au final onirique. Première œuvre d'un jeune dessinateur allemand très prometteur. MB.

De Gaulle à la plage

Jean-Yves Ferri
Ed. Dargaud/Poisson pilote
2007 - 48 p. - 11 €



En été 1956, De Gaulle se retrouve en marge de la politique française et Jean-Yves Ferri imagine en planches gags d'une demi-page, ce qu'a pu être cet interlude politique, avec des vacances à la plage un peu particulière. Scénariste de la célèbre série *Le retour à la terre* (avec Manu Larcenet), l'auteur s'en donne à cœur joie dans les situations absurdes, et bizarrement avec un côté contemporain qui surprend. Pour pousser le gag encore plus loin, l'éditeur a réalisé un album comme dans les années 50 : grosse trame, couverture toilée et dernière page annonçant les autres albums (fictifs) de la série. On rit franchement. MB.

Sorcières, mes sœurs

Chantal Montellier
Ed. La Boîte à bulles (92160 Anthony)
2006 - 86 p. - 18 €



Les violences faites aux femmes ont eu lieu de tout temps. Ce recueil d'histoires initialement paru dans *A suivre* dans les années 80, présente quelques cas célèbres où des femmes ont été accusées de sorcellerie. Une histoire du passé ? Pas tant que ça, la remarquable dernière histoire nous montre qu'en utilisant les mêmes méthodes le dénigrement des femmes se poursuit aujourd'hui… Pour celles et ceux qui croiraient que les luttes féministes sont dépassées, un brillant rappel de la réalité. MB.

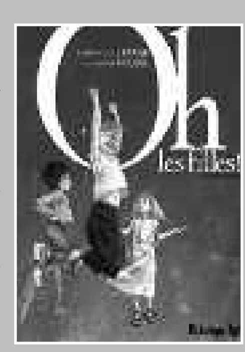
Ma vie est tout à fait fascinante

Pénélope Bagieu
Ed. Jean-Claude Gawsewitch
2008 - 96 p. - 15 €

La mode est au blog en image avec reprise en livre pour les plus réussis. On rit franchement aux petites aventures urbaines de l'auteur… même si mettre un dessin par page peut sembler un peu léger. FV.

Oh, les filles !

Sophie Michel et Emmanuel Lepage
Ed. Futuropolis
2008 - 64 p. - 15 €

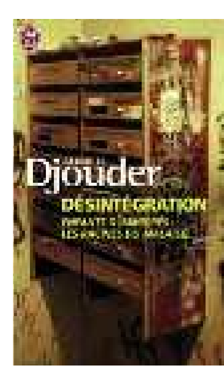


Chloé, élevée seule par sa mère, Leïla dont la mère immigrée mourra alors qu'elle est jeune, et Agnès dont la mère bourgeoise pense d'abord à sa place sociale, se rencontrent. Confrontation de trois cultures à travers trois vies, un dessin d'une grande finesse pour une histoire qui se densifie au fil des pages. Le début d'une grande saga dans le monde d'aujourd'hui. FV.

Désintégration

Ahmed Djouder
Ed. J'ai Lu
2007 – 127 p. – 4,20 €

Dans un texte court, mais incisif, Ahmed Djouder apporte sa contribution au débat sur la vie des immigrés et de leurs enfants, en France. Il y a deux parties bien distinctes dans cet ouvrage. La première est plus descriptive. Avec humour et lucidité, il décrit le quotidien de ces gens entre traditions culturelles et désir de s'intégrer. Ce passage est remarquable. Qui, mieux qu'une personne ayant vécu cette vie pouvait la décrire avec cette précision et cette sagacité ? Sous forme de revendication, il estime que la France doit porter sur les immigrés "un regard positif et tendre" ; vient ensuite une sorte d'invective, dans laquelle il n'évite pas un certain manichéisme. Ce qu'il dit sur les racistes est percutant, et malheureusement véridique, mais, non, tous les Français ne sont pas comme ça ! De même, tous les immigrés ne cherchent pas "juste à se faire remarquer".
Cette précision mise à part, ce polémiste a mille fois raison lorsqu'il retrace le rôle colonisateur et l'absence de repentir de la France. De même son avis sur l'immigration est approprié : "l'immigration doit cesser d'être une question politique. Les immigrés (...) sont des êtres humains". Dans l'ensemble un livre dérangeant, mais plaisant. MJ.



le livre du mois

Le développement, histoire d'une croyance occidentale

Gilbert Rist
troisième édition revue et augmentée
éd. Presses de Sciences Po
2007 - 484 p. - 19 €

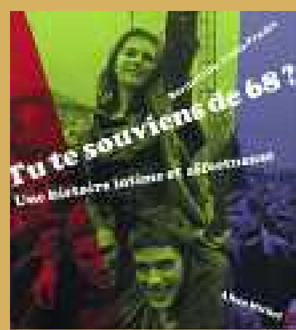
La première chose qui surprend dans ce livre, même si l'on n'a jamais entendu parler de l'auteur, c'est le sous-titre. Une "croyance occidentale", le développement ? Il est donc possible de croire en autre chose ? Cette expression laisse envisager que l'approche de l'auteur promet d'être originale, ce qui est amplement confirmé par la lecture de l'ouvrage.
L'auteur est professeur émérite à l'Institut universitaire d'études du développement (IUED) de Genève et il n'est pas étonnant qu'il nous ait offert avec ce livre, dès sa parution en 1996, la première somme historique sur la question.
L'Histoire, en effet, imprègne tout l'ouvrage, à travers une reconstitution minutieuse de tout ce qui a amené à la situation actuelle, à la faillite du développement. Dès le chapitre 2, Rist trouve les sources conceptuelles du développement dans la définition de la nature chez Aristote, puis chez saint Augustin.
L'auteur retrace ensuite, dans le détail, l'histoire du développement lui-même, répartie sur plusieurs chapitres passionnants : la colonisation et le système des mandats (Ch.3), les conséquences de la seconde guerre mondiale que sont l'invention du "sous-développement" en 1949 par le président étasunien Truman, puis la conférence de Bandoeng en 1955 (Ch. 4). Les chapitres suivants traitent de toute l'histoire des rapports Nord-Sud depuis l'indépendance, à travers les années 1960 (l'espoir), les années 1970 (la révolution et les désillusions), puis les années 1980 (la décennie perdue). Nouvelle originalité, l'évolution du concept et des pratiques de développement est souvent montrée par l'analyse de rapports internationaux, généralement produits de compromis et donc révélateurs.
Le chapitre 10 est consacré à la tarte à la crème du développement "durable". Rist démonte le concept, de la manière nette mais non polémique qu'il utilise dans tout le livre, en précisant que "développement durable" constitue un oxymore, c'est-à-dire une contradiction dans les termes. Il écrit : "*(...) le développement durable apparaît comme une opération de camouflage ; il apaise les craintes provoquées par les effets de la croissance économique pour empêcher sa radicale remise en question. Même si le leurre est séduisant, il ne faut pas s'y tromper : ce que l'on veut faire durer, c'est bien le "développement", non pas la capacité de l'écosystème ou des sociétés à le tolérer*".
Cette réédition est augmentée d'un chapitre intitulé *Au-delà du "développement" : de la décroissance au changement de paradigme économique*. Rist fait le point sur les diverses approches actuelles critiques du développement, notamment sur les divergences entre les "néo-développementistes" et les décroissants et termine par une critique en règle de la "science" économique.
Je voudrais insister, pour conclure, sur le fait que ce livre est très facile à lire, ce qui est étonnant sur un sujet aussi complexe. Il est également très complet et peut, à mon avis, être considéré comme un ouvrage de référence. J.-M. Luquet.

beaux livres

Tu te souviens de 68 ?

Bernadette Costa-Prades
Ed. Albin-Michel
2008 - 140 p. - 19,90 €

Les livres de souvenirs sur mai 1968 se multiplient pour le quarantième anniversaire. Cet ouvrage a au moins le mérite de montrer les enthousiasmes de l'époque et la validité des critiques de la société toujours pertinentes aujourd'hui. Il est richement illustré par des photos de l'époque, riche en anecdotes personnelles, accompagné de très bons dessins de Florence Cestac et montre bien l'importance de l'héritage de cette époque, en particulier pour la place des femmes dans la société. Comme le dit Michel Onfray dans les dernières pages : "On a soulevé de bons lièvres, mais on les a laissés courir. Il ne s'agit pas de ressasser comme un ancien combattant, mais de rebondir, d'inventer de nouvelles valeurs alternatives, à partir de celles qui ont été partiellement découvertes à cette époque, au lieu de laisser le marché faire la loi". Un joli optimisme pour contrer la morosité des discours dominants d'aujourd'hui. MB.



Incinération = pollution
Le scandale de l'incinérateur de Gilly

Michel Roulet
Ed. du Layeur
2008 - 150 p. - 14,50 €

L'auteur, élu Vert à la mairie d'Albertville en 1995, se plonge dans le dossier de l'incinérateur de Gilly-sur-Isère (Savoie). Il rappelle le contexte politique et notamment un voyage des élus dans la commune allemande jumelée où fonctionne un centre de tri extrêmement efficace avec en bout de chaîne une méthanisation puis un enfouissement de ce qui n'est pas recyclable, sans incinération. En 2001, le scandale éclate : des taux de dioxine particulièrement élevés sont trouvés dans des analyses de lait. Après une bataille médiatique menée par les Verts locaux et les associations, le préfet prend la décision d'arrêter l'incinérateur le 24 octobre 2001. 365 exploitations agricoles sont touchées, 6875 bêtes abattues, 10000 tonnes de foin inter-



dites à la vente... et stockées jusqu'à pourrissement sur place. Le CNIID vient informer la population sur les risques et sur les alternatives. Une association voit le jour, l'ACALP. 165 victimes portent plainte. Depuis nous sommes dans un imbroglio judicaire. Rien n'est réglé. Un exemple de pollution gravissime et de mobilisation citoyenne. MB.

La globalisation de la surveillance

Armand Mattelart
Ed. La découverte
2007 – 260 p – 18 €

L'auteur s'applique à démontrer que les actuelles fureurs sécuritaires, l'amputation des libertés et des droits, les techniques de surveillance ultra sophistiquées ont pour origine les premiers dispositifs de sécurité et de contrôle des individus supposés dangereux au dix-neuvième siècle. Il construit une véritable généalogie de "la sécurité qui s'est muée en obsession sécuritaire". De l'anthropométrie à la vidéosurveillance ou aux empreintes génétiques on assiste, là aussi, à une mondialisation. Mais ce qui est vrai au niveau d'une nation, d'un groupe humain, l'est aussi au niveau individuel. Le contrôle des vies privées (carte à puces, portables, etc.) est une certitude. La définition de l'ennemi est de plus en plus floue. N'importe qui devient menaçant, suspect. Cette notion vague de "l'ennemi", est tellement rabâchée, et les moyens de surveillance tellement sophistiqués, mais aussi ancrés dans le quotidien, que les individus ont baissé la garde. Ils ne font plus attention, ni à leur multiplication ni à leurs répercussions de plus en plus autoritaires et liberticides. Le mérite de Mattelard est d'alerter les citoyens sur ces techniques, de leur faire prendre conscience des risques encourus, de la nécessité de résister, d'être vigilant et de "participer à la gestion de la société" pour défendre la liberté. Une illustration poignante de la dérive de la société malheureusement fondée. MJ.

musique

La Talvera

Bramadis
l'Autre distribution
Cordae / La Talvera, 23, Grande rue de l'Horloge, 81170 Cordes
2007 - 17 titres



Le groupe entonne des chansons engagées et poétiques en hommage à la culture occitane. Elles sont chantées en occitan. Ce sont de véritables hymnes à la vie, et des appels à la résistance. Bien que plutôt traditionnels, les airs sont ouverts à d'autres influences musicales et géographiques (Brésil). Bramadis conte des histoires, d'amour, de troubadours, d'amitiés, de liberté, de plaisirs de la table, de petites gens. Mais il lance aussi des cris de colère contre les OGM, contre la guerre, cette folie, contre la militarisation, le fichage, l'arbitraire, pour la suppression des frontières. Ce sont des voix rebelles qui répandent des graines d'insurrection. Il voue un amour profond à cette belle région, l'Occitanie, où il fait bon vivre, où le natif revient toujours avec plaisir, où tout finit en musique et en danse. Poignant et convaincant. MJ.



Bien sûr

Marie Zambon
Moulin du Prince 69820 Vauxrenard
mariezambon@wanadoo.fr
2005 - 15 titres

Dans le registre des chansons à texte et passionnée voici une belle voix, avec un répertoire poétique, solide et touchant. On trouve un mélange des genres. Des chansons un peu légères et drôles *Les fourmis, La java des haricots*, ou plus personnelles et tendres *Bien sûr, La terrasse*. Dans certaines, elle pose un regard révolté et vibrant sur la société, les sdf *Au bord d'un monde*, la haine *Debout*, sans oublier les sentiments, *Ta peine, Les mains* où l'amour qui peut être un déchirement *Le petit matin gris, L'adieu*.
Les airs sont variés, aériens, simples, fluides, et à l'image des paroles, pleins d'une qualité généreuse.
A travers ces mélodies et ces mots on sent une femme sensible, pleine de délicatesse mais aussi de volonté et d'émotions à faire partager
Aussi, a-t-on envie de dire avec elle "j'voudrais que tu n'arrêtes jamais d'être comme tu es tu m'plais". MJ.

Nous avons également reçu...

■ **La voie de la guérison, réconcilier médecine et spiritualité**, *Jakob Boesch, éd. Jouvence, 2007, 192 p. 20 €*. L'auteur, psychiatre suisse, a passé sa vie à étudier le pouvoir réciproque de l'esprit et du corps : l'importance du mental, de l'intuition, des ressentis, de la compassion, de l'amour... Un regard scientifique sur des processus en grande partie encore aujourd'hui inexpliqués... mais qui marchent.

■ **Journal d'un médecin du travail**, *Dorothée Ramaut, éd. J'ai lu, 2007, 126 p. 4,20 €*. Médecin du travail dans un hypermarché, l'auteure narre les difficiles conditions de travail et les souffrances que cela provoque. Un réquisitoire sur la grande distribution. A lire pour ceux et celles qui fréquentent encore ces magasins.

■ **Mails du Sri Lanka**, *Solène Delahousse, éd. Paupières de terre (Montrouge), 2007, 100 p. 5 €*. Pour sortir de l'image du tourisme, elle raconte ici son choix de s'installer dans un village du Sri Lanka pour enfin y vivre avec les autres. Sous forme d'échanges de courriels, une réflexion forte sur notre désir de voyage et sur ses limites, sur le rôle de l'humanitaire, du commerce équitable...

■ **Ecologie, la grande arnaque**, *Christian Gerondeau, éd. Albin Michel, 2007, 273 p. 18 €*. La grande arnaque, c'est la mauvaise foi de l'auteur, fervent défenseur de la voiture et du nucléaire.

■ **Autisme et vaccination**, *Sylvie Simon, éd. Guy Trédaniel, 2007, 310 p. 20 €*. L'autisme s'est multiplié par 12 en dix ans et 50% des parents signalent un changement de comportement après une vaccination. L'auteure, spécialiste de la question des vaccins, mène l'enquête dans le milieu médical, posant clairement la question du bénéfice des vaccins.

■ **Notre santé à l'épreuve du changement climatique,** *Jean-Pierre Besancenot, éd. Delachaux & Niestlé, 2007, 220 p. 19 €*. Ouvrage très bien documenté qui présente les conséquences prévisibles du changement climatique : maladies apportées par de nouveaux insectes, le développement d'autres maladies, les risques liés à la chaleur, au manque d'eau, au déplacement des populations...

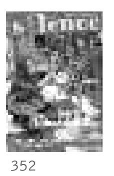
■ **Caligula au Pentagone,** *Andrew Cockburn, éd. Xénia, 2007, 288 p. 19 €*. L'histoire de Donald Rumsfeld, initiateur de l'invasion américaine en Irak et du désastre provoqué par le camp des conservateurs aux Etats-Unis. Démonstration que les politiques ne sont plus en lien avec la réalité.

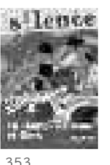
■ **Economie aux frontières de la nature.** *Beat Bürgenmeier, Hubert Greppin, Sylvain Perret, éd. L'Harmattan, 2007, 388 p. 31,50 €*. La croissance est-elle la cause ou un remède à nos problèmes d'environnement ? Une analyse croisée des données économiques et environnementales... qui rappelle que la nature a ses lois que l'économie ne prend pas en cause. Ardu.

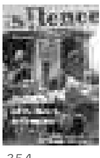
■ **Commissaire de choc, engagement d'un jeune militant anarchiste dans la guerre civile espagnole**, *Joan Sans Sicart, éd. Atelier de création libertaire, 2007, 260 p. 16 €*. A 20 ans, en 1936, l'auteur, instituteur, s'engage dans la lutte contre les franquistes. Toute la difficulté d'être à la fois anarchiste et d'accepter le fonctionnement d'une armée. Un récit qui comme pour beaucoup d'autres se terminera dans les camps de concentration au pied des Pyrénées françaises.

■ **L'or africain, pillages, trafics et commerce équitable**, *Gilles Labarthe, éd. Agone, 2007, 222p. 12 €*. Depuis le temps des colonies, rien n'a changé : les multinationales poursuivent l'exploitation des ressources africaines en toute impunité, soutenant les dictatures, s'affrontant par guérillas interposées, sans aucune intervention de l'ONU. A l'arrivée, malgré un sous-sol d'une richesse extraordinaire, le continent africain continue à s'appauvrir. L'auteur reprend ici les enquêtes menées pour Survie par François-Xavier Vershave. Toujours aussi percutant et dérangeant.

■ **Une fois que tu es né,** *Maria Pace Ottieri, éd. Xénia, 2007, 192 p. 15 €*. Enquête journalistique sur les immigrés qui arrivent à Lampedusa, une petite île italienne proche des côtes tunisiennes, sur les policiers, prêtres, associations qui les accueillent, sur les motivations des migrants qui prennent le risque de se noyer, sur les positions dures ou accueillantes des autorités... bref sur une question humaine. Un témoignage fort sur la situation en Italie, sans trop de recul politique.

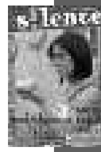

352


353


354


355


356


357

Commander un ancien numéro

Anciens numéros - **Seuls les numéros présentés ci-après sont disponibles. Ils sont à commander uniquement en France (4 € l'exemplaire, 4,60 € à partir du n° 352). Les frais de port sont de 2 € pour un ex ☐, 3 € pour 2 ex ☐, 4 € pour 3 ex et plus ☐.**

Numéros régionaux

- ☐ **272-273 Rhône**
- ☐ **285-286 Isère**
- ☐ **318-319 Drôme et Ardèche**
- ☐ **325-326 Nord-Pas-de-Calais**
- ☐ **331 Ariège et Hautes-Pyrénées**
- ☐ **337 Paris**
- ☐ **342 Var et Alpes-Maritimes**
- ☐ **348 Centre**
- ☐ **353 Haute-Garonne et Gers**

Autres numéros

☐ **315 Décroissance et non-violence**
Transport fluvial. Les restes du festin. OGM : faucheurs volontaires.

☐ **320 Ecologie et alternatives**
Pétrole et géologie politique. Imaginer une banque transparente. Bureautique et économies d'énergie.

☐ **324 Voyages au pays de chez soi**
La bio au cœur de l'écologie. Eolien : du vent sur la maison qui brûle. La pile à combustible.

☐ **327 De nos [in]cohérences**
REPAS : les Nouveaux Robinson. Energie : L'éolien détrône le nucléaire.

☐ **330 Des entreprises solidaires**
Le micro-crédit : contre les femmes ? Illich, école et décroissance.

☐ **334 Terre, terroir,territoire**
Tchernobyl. Autonomadisme contre libéralisme. Dix ans de sevrage radiophonique.

☐ **335 Résistances à la Françafrique**
Capitalisme : sauver la gratuité ? Biocarburant. Grenoble : nanotechnologies non merci !

☐ **338 Technologies contre autonomie**
Migrations : quelle empreinte ethnique ? Paris : Co-errances, Ecobox.

☐ **339 Handicap et alternatives**
Seveso. L'action non-violente ça s'apprend ! Déboulonneurs, Massage café, Alternative Santé.

☐ **340 Pour des innovations frugales**
Inspection citoyenne. Paris : La Maison des Femmes. Le café du soleil. OK Chorale.

☐ **341 Décroissance et santé**
Nord/Sud : déchets-cadeaux. Paris : le Petit Ney, la petite Rockette. Commerce équitable.

☐ **343 Changeons la recherche !**
Politique : Paul Ariès, révolution et décroissance. Paix : Parole et démocratie participative.

☐ **344 Maghreb à quand l'indépendance ?**
Belgique : Chasse aux bombes. Chauffe-eau solaire. Association d'éducation populaire. Jean Van Lierde.

☐ **345 Les nouveaux horizons paysans**
Politique : La déliquescence. Energie 21. Après la fin du pétrole.

☐ **346 Quelles relations Sud-nord ?**
OGM: procès des faucheurs volontaires. Paix : guerre et nouvelles technologies. Décroissance : dissidence de la broussaille.

☐ **347 Libertés : le combat continue**
Biocarburants : impossible à grande échelle. Irradiation des aliments : combien de fraudes ? Munich : la bio protège l'eau.

☐ **349 Quand l'écologie fait la foire**
Japon : le réacteur ne résiste pas au séisme. Education : Célestin et l'école moderne.

☐ **350 Décroissance côté femmes**
Famine : manger ou conduire, il faut choisir. Contrôle : passe Navigo et vie privée. Politique : des voies pour une régénération.

☐ **351 : 25 ans de silence**
Voyageurs des possibles. Ecologie politique en questions. Fausses solutions. Excès de vitesse.

☐ **352 Sortir de l'industrialisme**
Inspections citoyennes : Un festival "missile mi-raisin". Grenelle : Des promesses pour plus tard... ou pour jamais.

☐ **354 Municipales : être maire autrement**
Alternatives : une autre Villa est possible. Décroissance : Colporteurs de santé. Islande : les géants de l'aluminium. Lobby nucléaire et politique.

☐ **355 Sortir des pesticides**
Sans papiers : pour la liberté de vivre. OGM : rien n'est encore joué ! Transports : une énergie écologique sur quatre pattes. Alternatives à S!lence : des lecteurs en action.

☐ **356 Comment les armées détruisent la planète**
Inde du sud : voyage en biodynamie. Décroissance : cultivons le désir de créer. Energies : marche pour un futur sans nucléaire. Alternatives : un bar autogéré : de l'Autre CôTé du PonT.

☐ **357 Amap, dynamiques et limites**
Décroissance : le tourisme, une pratique prédatrice. Vivre autrement : habitat nomade, une large route des possibles. Santé : l'Embellie. Israël-Palestine : le meurtre est la question posée.

☐ **Devenons des médias alternatifs**, éditions du *P'tit gavroche*. 2006, 370 p, 10 € (+ 3 € frais de port)

je règle un total de :

NOM

Prénom

Adresse

Code postal

Commune

s'abonner à s!lence

France métropolitaine

☐ Découverte 1er abonnement	6 n°	20 €
☐ Particulier	1 an	46 €
☐ Institution	1 an	92 €
☐ Soutien	1 an	60 € et +
☐ Petit futé	2 ans	74 €
☐ Groupés par 3 ex	1 an	115 €
☐ Groupés par 5 ex	1 an	173 €
☐ Petit budget	1 an	28 €

Suisse

☐ Découverte 1er abonnement	6 n°	45 FS
☐ Particulier	1 an	85 FS

Autres pays et Dom-tom

☐ Découverte 1er abonnement	6 n°	27 €
☐ Particulier	1 an	55 €
☐ Institution	1 an	100 €
☐ Soutien	1 an	60 € et +
☐ Petit futé	2 ans	85 €
☐ Petit budget	1 an	35 €

France : règlement à
Silence, 9, rue Dumenge, 69317 Lyon cedex 04
CCP 550-39-Y Lyon
Virements bancaires : CCP 550 39 Y LYON

Belgique : règlement à
Brabant-Ecologie, 33 route de Renipont
B - 1380 Ohain
tél : 00 32 2 633 10 48
CCP 000-15-19-365-54

Suisse : règlement à
Contratom CP 65 - CH 1211 Genève 8
tél : (41) 22 740 46 12
CCP 17-497696-4

Courriers : 9 rue Dumenge, F 69317 Lyon Cedex 04 **Abonnements :** 04 74 07 08 68 mardi 8h30-11h et 13h30-16h ou le 04 78 39 55 33 jeudi 10h-12h et 14h-17h **Rédaction :** 04 78 39 55 33 mercredi 10h-12h et 14h-17h **Stands, dépositaires :** 04 78 39 55 33 mardi 10h-12h et 14h-17h Les textes sont sous la responsabilité de leurs auteurs. Les brèves sont des résumés des informations que l'on nous communique. *Textes* : sauf mention contraire, la revue autorise, sous réserve de citer la source, la copie illimitée à usage privé des textes. Les utilisations à usage pédagogique sont également autorisées. Tout usage commercial est soumis à notre autorisation. *Illustrations* : Les photos et dessins restent la propriété de leurs auteurs. **N° de commission paritaire :** 0910 G 87026 **N°ISSN** 0756-2640 **Date de parution :** 2e trimestre 2008 **Tirage :** 6800 ex **Editeur :** Association Silence, permanence : lundi 10h-12h et 14h-17h tél : 04 78 39 55 33 **Administrateurs :** Esteban Montoya, Mimmo Pucciarelli **Directeur de publication :** Mimmo Pucciarelli **Secrétaires de rédaction :** Michel Bernard et Michel Jarru **Gestion et abonnements :** Michel Jarru **Maquette :** Patrice Farine **Stands, lieux de dépôts :** Dorothée Fessler **Rédaction :** Michel Bernard, Guillaume Gamblin, Esteban Montoya, Mimmo Pucciarelli **Pilotes de rubriques :** Patrice Bouveret, Adeline Charvet, Christian David, Sophie Dodelin, Marion Gillier-Rebaud, Anne Girard, Pierre-Marie Jacquier, Daniel Julien, Stephen Kerckhove, Kotopo, Jean-Pierre Lepri, Xavier Lhermitte, Pierre Luccarelli, Eveline Mana, Pascal Martin, Baptiste Mylondo, Marie-Pierre Najman, Patrice Néel, Fabrice Niccolino, Jocelyn Peyret, Vincent Peyret, Aurélie Prampart, Xavier Seredine, Francis Vergier **Dessinateur :** Lasserpe **Correcteurs :** Emmanuelle Pingault, Sara Martinez, Sylvie Michel, Raymond Vignal, Françoise Weité **Photographes** : Les Amanins, Marie Clem's, Fanny Dion, Dorothée Fessler, Yann Forget, Jean-Paul Sauzède, Pierre-Emmanuel Weck **Et pour ce n° :** Alexandre Baret, Myriam Cognard, Bertille Darragon, Marguerite Descamps, Anne-Françoise Gay, Christophe Goby, Vincent Martin, Paulette Mazoyer, Philippe Mühlstein, Charlotte Nenner, Laure Nicolas, Madeleine Nutchey, Mireille Oria, Reine Rosset, Youri Sawtschuk, Myriam Travostino, Bernard Valette **Couverture :** Marie Clem's

Imprimé sur papier 100 % recyclé blanchi sans chlore par Atelier 26 - Loriol Tél : 04 75 85 51 00



Le quartier Vauban

A Fribourg, ville allemande de 210 000 habitants, à une quarantaine de kilomètres à l'est de Colmar, des quartiers écologistes sont expérimentés avec succès : Vauban et Rieselfeld. Ces expériences sont-elles reproductibles dans toutes les grandes villes ?

Photos de Marie Clem's.